

## REMERCIEMENTS

Le CIVICUS Monitor consiste en une collaboration continue en matière de recherche entre l’alliance mondiale de la société civile CIVICUS et plus de 20 organisations partenaires de recherche, qui ont fourni la plupart des données ayant alimenté le présent rapport. Vous trouverez sur [ce lien](#) une liste complète de nos collaborateurs.

Équipe de recherche du CIVICUS Monitor : Marianna Belalba Barreto, Josef Benedict, Dmitrii Litvin, Sylvia Mbataru, Ana Maria Palacios Briceño, Tara Petrović, Ine Van Severen et Julieta Zurbrigg.

Édition : Andrew Firmin

Édition/correction : Margaret Fish

Conception et mise en page : Diego López et Matthew Reading-Smith

Équipe CIVICUS : Kgalalelo Gaebee, Rajavelu Karunanithi, David Kode, Nipuna Kumbalathara, Lerato Pagiwa, Silvia Puerto Aboy, Isabel Rosales and Mandeep Tiwana.

Cette œuvre est mise à disposition en vertu d’une licence « [Attribution – Partage dans les mêmes conditions - 4.0 international](#) ». Les opinions exprimées sont celles du Secrétariat CIVICUS et ne reflètent pas nécessairement les opinions des partenaires de recherche du CIVICUS Monitor.

Comment citer: Le Pouvoir du Peuple Sous Attaque 2023, Décembre 2023



# SOMMAIRE

<b>MÉTHODE</b> .....	<b>4</b>
<b>LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE</b> .....	<b>5</b>
<b>TACTIQUES DE RÉPRESSION</b> .....	<b>6</b>
<b>RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION</b> .....	<b>8</b>
<b>ÉVOLUTIONS POSITIVES</b> .....	<b>14</b>
<b>AFRIQUE</b> .....	<b>17</b>
<b>AMÉRIQUE</b> .....	<b>26</b>
<b>ASIE-PACIFIQUE</b> .....	<b>33</b>
<b>EUROPE ET ASIE CENTRALE</b> .....	<b>41</b>
<b>MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b> .....	<b>49</b>
<b>RECOMMANDATIONS</b> .....	<b>56</b>
<b>CLASSEMENTS PAR RÉGION</b> .....	<b>58</b>

# MÉTHODE

Le CIVICUS Monitor est une plateforme de recherche participative qui évalue l'état de l'espace civique dans le monde et offre un aperçu de ses évolutions. Nous définissons l'espace civique comme un environnement dans lequel les libertés d'association, de réunion et d'expression sont respectées aussi bien dans la loi, la politique que la pratique, en tenant compte de la mesure dans laquelle l'État protège ces droits fondamentaux.

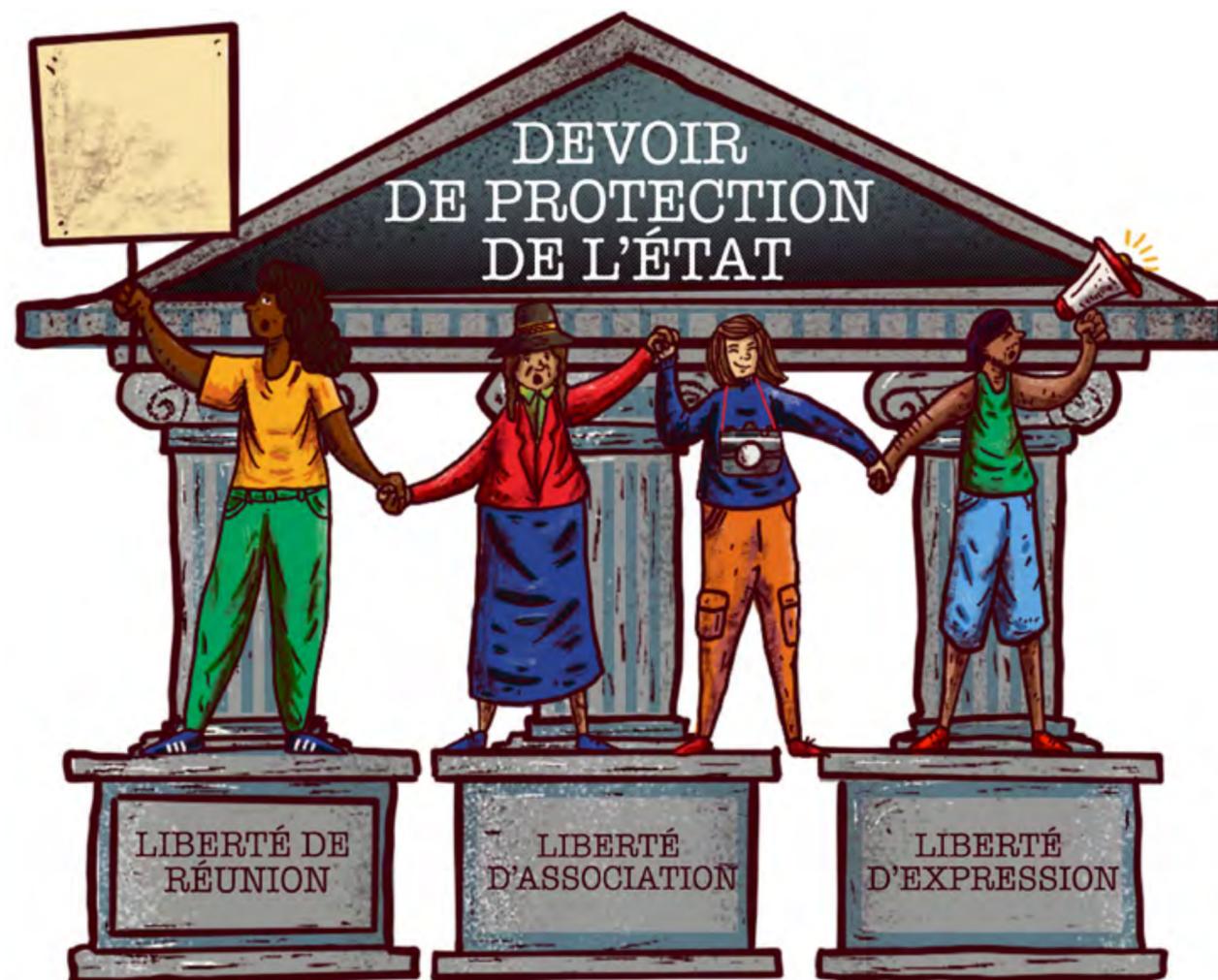
Pour tenter de saisir ces dynamiques à l'échelle mondiale, plus de 20 [partenaires de recherche](#) de la société civile du monde entier ont conjugué leurs efforts dans le cadre du CIVICUS Monitor. Ces partenaires produisent régulièrement des

misés à jour par pays sur l'espace civique, en s'appuyant sur une série de questions directrices et sur un grand nombre de sources primaires et secondaires. Ces mises à jour, qui proviennent souvent directement d'organismes nationaux de la société civile, sont rigoureusement recoupées et vérifiées avant leur publication.

Le CIVICUS Monitor regroupe ces informations afin de détecter les principales violations de l'espace civique et les évolutions positives au cours de l'année. Entre le 1er novembre 2022 et le 31 octobre 2023, nous avons publié 469 mises à jour et détecté plus de 2600 problèmes liés à l'espace civique, dont 1898 ont été considérés comme des violations.

Nos chercheurs évaluent et catégorisent tous les faits survenus afin de déterminer la nature des violations de l'espace civique. Nous identifions également les victimes et les actions à l'origine de la violation. Ces informations nous permettent d'établir les principales tendances mondiales et régionales en matière d'espace civique, lesquelles sont analysées en détail dans le présent rapport.

Afin d'établir des comparaisons au niveau mondial et de suivre les tendances au fil du temps, le CIVICUS Monitor produit et met à jour également des [évaluations](#) de l'espace civique pour 198 pays et territoires.<sup>1</sup> Chaque pays est classé dans une des cinq catégories établies (à savoir « ouvert », « restreint », « entravé », « réprimé » ou « fermé ») en fonction d'une [méthode](#) qui combine différentes sources d'information sur la liberté d'association, de réunion et d'expression et sur l'obligation de l'État de protéger ces libertés fondamentales. Le présent rapport se concentre sur les pays dont la classification a changé et sur ceux qui ont connu des évolutions intéressantes du point de vue de l'espace civique au cours de l'année écoulée.



## MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

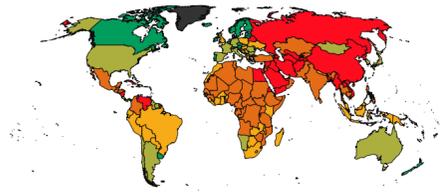
RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION

<sup>1</sup>En 2023, nous avons ajouté le Somaliland dans la liste des territoires en tant que territoire distinct



# LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

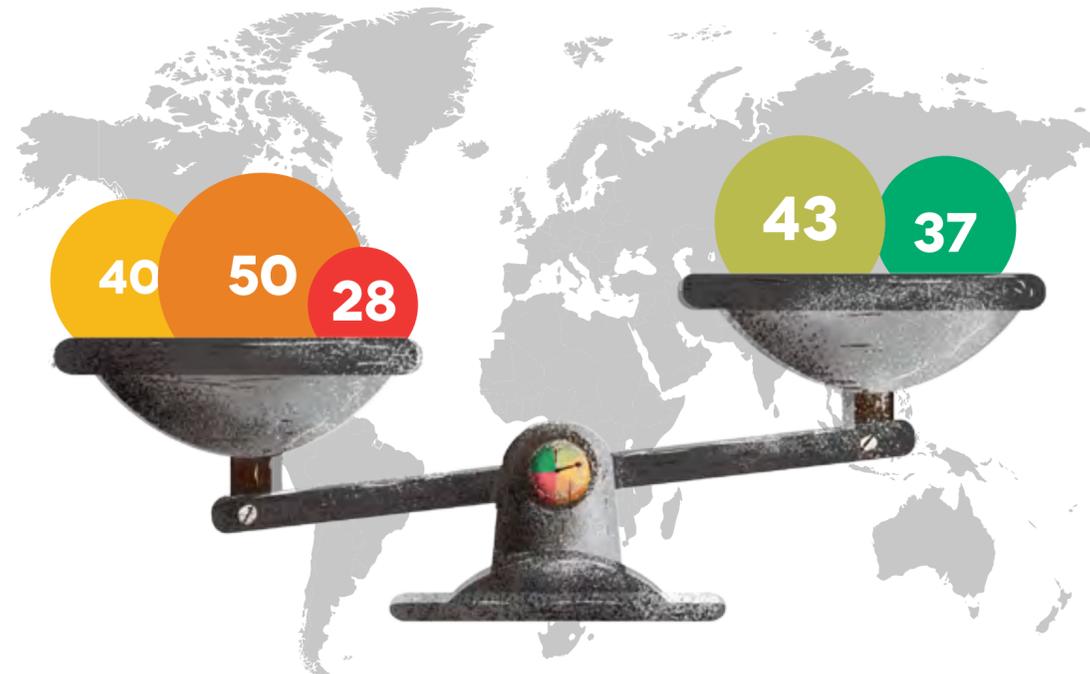
## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

Près d'un tiers de la population mondiale vit aujourd'hui dans des pays où l'espace civique est **fermé**, ce qui représente la plus forte proportion de la population depuis 2018, année à laquelle CIVICUS a commencé à suivre systématiquement les conditions de l'espace civique dans le monde. Cette proportion est passée de 26 pour cent de personnes vivant dans des pays dont l'espace civique est fermé en 2018 à 30,6 pour cent aujourd'hui, une baisse inquiétante qui révèle une grave crise de l'espace civique dont la résolution passe par des efforts immédiats et globaux en vue d'inverser la tendance. Cette année, nous avons également enregistré le pourcentage le plus bas de personnes vivant dans des pays **ouverts** où l'espace civique est à la fois libre et protégé. Aujourd'hui, seule 2 pour cent de la population mondiale jouit de la liberté de se rassembler, de manifester et d'exprimer des opinions divergentes sans restrictions majeures, alors qu'elle était près de 4 pour cent il y a cinq ans.



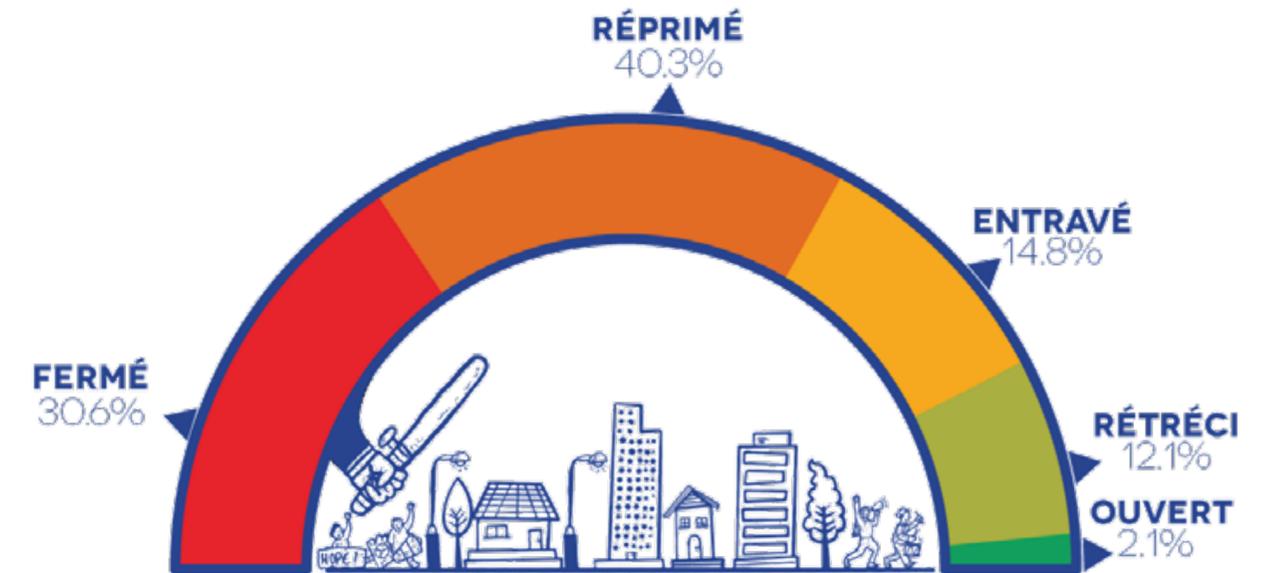
OUVERT

RÉTRÉCI

ENTRAVÉ

RÉPRIMÉ

FERMÉ

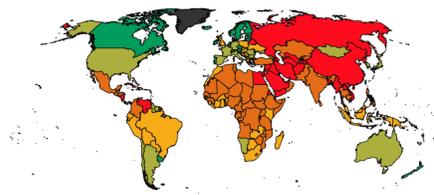


## RÉPARTITION DU PEUPLE SELON LES CATÉGORIES D'ESPACE CIVIQUE

Basé sur les données démographiques 2022 de la Banque mondiale

Depuis le dernier rapport, qui porte sur l'année 2022, les évaluations des espaces civiques ont évolué pour 12 pays au cours de la dernière année, avec une régression pour sept pays et une amélioration pour cinq pays.

La dernière mise à jour du classement des pays recensés par le CIVICUS Monitor, en décembre 2023, montre que la société civile se heurte à un environnement de plus en plus hostile. L'espace civique est désormais fermé dans 28 pays ou territoires, réprimé dans 50 et entravé dans 40, ce qui signifie que 118 pays et territoires sur 198 souffrent de graves restrictions en matière de libertés fondamentales. En comparaison, 43 pays présentent un espace civique rétréci et seulement 37 ont un espace ouvert.



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECUL DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

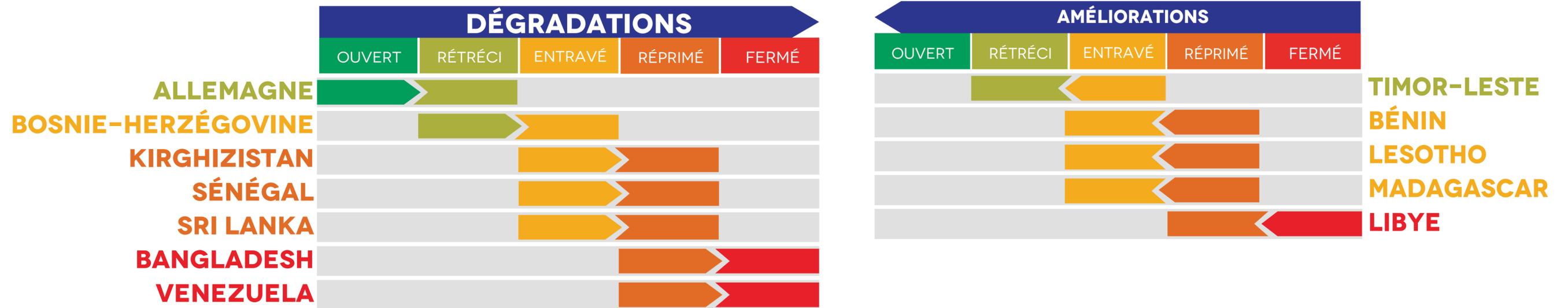
### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION

Le nombre de pays classés dans les catégories « réprimé » ou « fermé » témoigne de la forte régression de l'espace civique. Sur les sept pays dont le classement a regressé, cinq sont passés dans les deux pires catégories. Le Bangladesh et le Venezuela sont désormais classés dans la catégorie « fermé », et le Kirghizistan, le Sénégal et le Sri Lanka ont vu leur classement redescendre dans la catégorie « réprimé » à mesure que les conditions de la société civile continuent de se détériorer.

En Europe, la liste des pays dont le classement a reculé ne cesse de s'allonger : la Bosnie-Herzégovine est désormais classée dans la catégorie « entravé » et l'Allemagne passe de la catégorie « ouvert » à « rétréci ». Au cours des six dernières années, les évaluations de 12 pays européens ont connu une baisse en raison de la détérioration de l'espace civique.

Cinq pays ont connu une amélioration de leur classement en 2023, bien que la situation en matière de société civile dans ces pays reste difficile, comme les années précédentes. La Libye est passée de la catégorie « fermé » à la catégorie « réprimé ». Le Bénin, le Lesotho et Madagascar sont passés de la catégorie « réprimé » à « entravé ». On notera en particulier que le Timor-Leste est passé dans la catégorie « rétréci ». Les parties ci-après sur chaque région décrivent les facteurs derrière ces changements de classification.



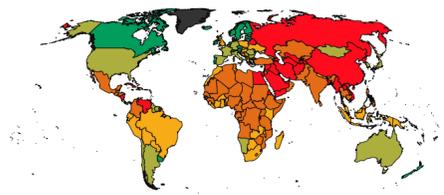
# TACTIQUES DE RÉPRESSION

Sur les trois libertés suivies dans le CIVICUS Monitor, la liberté d'expression est la plus souvent visée par des sources étatiques et non étatiques, et représente environ la moitié de toutes les violations recensées. L'intimidation a été la violation la plus fréquente au cours de la période de référence, avec près de 65 pour cent des cas d'intimidation visant des journalistes et des médias. Parmi les autres violations de la liberté d'expression figurent la censure et l'emprisonnement de journalistes.

Les pays portent également souvent atteinte au droit de réunion pacifique en emprisonnant des manifestants et en faisant un usage excessif de la force. Le harcèlement des défenseurs des droits humains (DDH) et des journalistes ainsi que l'emprisonnement des militants de la société civile et les poursuites à leur encontre sont d'autres violations fréquemment signalées dans le rapport du CIVICUS Monitor.



# DIX PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES



## MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

ASIE-PACIFIQUE

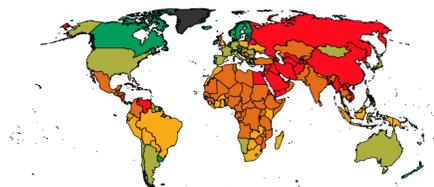
EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION





## RECUL DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

La liberté d'expression est une condition essentielle à la transparence, à la responsabilisation et à la participation citoyenne, piliers d'une bonne gouvernance et d'une démocratie participative. À ce titre, elle est devenue un objectif, en particulier pour de nombreux gouvernements autoritaires qui tentent de réprimer les dissidents. Cette analyse rejoint d'autres évaluations qui montrent que la liberté d'expression est l'aspect de la démocratie qui est le plus [mis à mal](#) dans les autocraties.

Un total de 950 cas de violations de la liberté d'expression ont été recensés preuves à l'appui par le CIVICUS Monitor au cours de la période considérée. Selon notre analyse, les gouvernements utilisent une série de tactiques pour faire taire les voix critiques et restreindre la liberté d'expression, allant de l'intimidation des journalistes et des professionnels des médias aux arrestations arbitraires des journalistes et aux agressions à leur encontre.

### MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECUL DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

### ASIE-PACIFIQUE

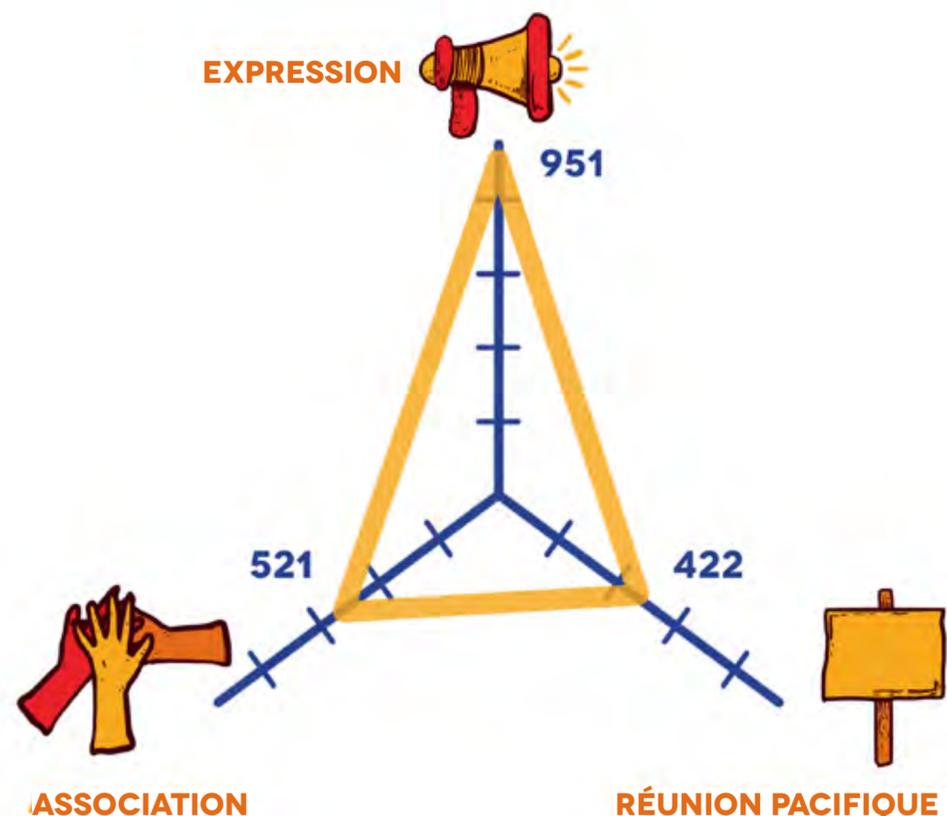
### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION

### NOMBRE TOTAL DE VIOLATIONS PAR TYPE DE LIBERTÉS CIVILES

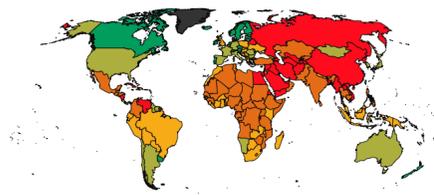


Dans le monde entier, l'intimidation est l'une des tactiques les plus courantes pour restreindre les libertés civiles. Elle prend différentes formes et se traduit notamment par des convocations par la police pour des entretiens, des menaces d'arrestation et de poursuites judiciaires, des diffamations publiques, des perquisitions au domicile et dans les bureaux de défenseurs des droits humains et de journalistes, ainsi que des messages de menace en ligne ou hors ligne émanant de sources tant étatiques que non étatiques. L'intimidation a été signalée dans au moins 107 pays et est principalement utilisée pour empêcher les journalistes et les médias de couvrir des sujets critiques, de rendre compte des protestations ou d'exprimer leurs opinions. Nos données montrent que l'intimidation est plus souvent utilisée par les États, notamment par la police et les forces de sécurité.

Quelques cas illustrent cette tendance : en Indonésie, un engin explosif improvisé a été [déclenché](#) devant la maison du journaliste papou Victor Mambor du site d'information indépendant Jubi. Il fait l'objet d'intimidations constantes en raison de ses reportages sur les questions de droits humains dans la région de Papouasie, qui abrite un mouvement indépendantiste. En Guinée, des soldats [ont interpellé](#) deux journalistes, Aliou Maci Diallo, de Guinée Info, et Mamadou Macka Diallo, de Guinée 114, à Bambéto, un quartier de Conakry. Ils les ont insultés et menacés alors qu'ils rendaient compte de certains événements. En Tunisie, la police a fait irruption au domicile du directeur de Mosaïque FM, Noureddine Boutar, a fouillé les pièces et l'a arrêté après avoir [perquisitionné](#) son domicile.

L'intimidation est souvent utilisée pour empêcher la poursuite d'enquêtes critiques ou la publication d'informations. Au Mexique, la police a [arrêté](#) un journaliste indépendant après qu'il eut tenté de filmer des officiers de police qui le menaçaient et l'accusaient à tort d'avoir commis une infraction au code de la route. L'autorité kényane de régulation des médias a [menacé](#) de retirer les licences de diffusion de six médias locaux, qui auraient « enfreint le code des programmes » en couvrant les manifestations.

La censure est également souvent utilisée pour restreindre la liberté d'expression. Le CIVICUS Monitor a recensé cette violation preuves à l'appui dans au moins 86 pays. La censure peut prendre de nombreuses formes, comme l'interdiction ou la suspension des activités des médias, l'interdiction de publier certains contenus en ligne ou hors ligne et le blocage de l'accès à Internet pendant des périodes critiques, mais l'objectif



est le même : empêcher les journalistes de faire leur travail et les citoyens d'exprimer leur opinion et d'avoir accès à des informations en temps utile, compromettant ainsi le bon fonctionnement d'une démocratie. Il est inquiétant de constater que la censure est utilisée dans plusieurs pays, quel que soit le degré de respect des libertés civiles.

## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

Le recours aux autorités nationales de régulation pour interdire les activités des médias de manière permanente ou temporaire est une forme de censure courante dans toutes les régions. Voice of Democracy, l'un des rares médias indépendants du Cambodge, a perdu sa licence médiatique et a été [fermé](#) par le Ministère de l'information en raison d'un article prétendu diffamatoire à l'égard du gouvernement. En Égypte, l'accès à deux sites d'information, Masr 360 et Soultta 4, a été [bloqué à plusieurs reprises](#), en raison du contenu qu'ils publiaient, selon certaines sources.

En dépit des avancées en matière juridique et de politiques publiques réalisés dans le monde entier s'agissant de la reconnaissance des droits des personnes et des groupes LGBTQI+ et en lien avec un climat d'hostilité dans un contexte d'incrimination dans de nombreuses régions d'[Afrique](#), certains gouvernements ont activement interdit ou empêché la diffusion de livres, de films ou d'autres publications en rapport avec la communauté LGBTQI+. L'autorité nationale de régulation des médias du Cameroun, le Conseil national de la communication (National Communication Council), a [suspendu la chaîne de TV « Canal + Elles »](#), l'accusant de diffuser des [programmes](#) « montrant des pratiques obscènes et des tendances homosexuelles ». En février 2023, les autorités kényanes ont [ordonné](#) à l'une des principales librairies de Nairobi, Text Book Centre, de suspendre la vente du livre pour jeunes What's happening to me (« Que m'arrive-t-il ? »), car il y est affirmé qu'« il est possible d'être attiré à la fois par les filles et par les garçons ».

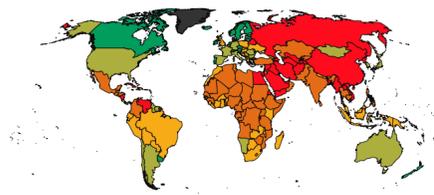
L'hostilité envers les personnes et les groupes LGBTQI+ a également été constatée dans d'autres régions. Au Liban, le Ministre de l'intérieur et des communautés a [interdit](#) deux événements LGBTQI+ prévus pour novembre 2022. En Bosnie-Herzégovine, la police de Banja Luka a [interdit](#) la projection d'un film et l'organisation d'une table ronde sur les droits des LGBTQI+. Le jour prévu pour l'événement, des dizaines de personnes masquées et armées de barres métalliques et de bouteilles ont attaqué les organisateurs à leur lieu de rencontre secret.

Bien que cela ne soit pas exclusivement constaté dans la région, il existe une tendance fréquente en Europe où les gouvernements empêchent les journalistes de couvrir des manifestations et des sujets critiques tels que la manière dont sont traités les migrants et les réfugiés. En Espagne, plusieurs journalistes [se sont vu refuser](#) l'accès à un belvédère du conseil municipal de Madrid afin de prendre des photos d'une manifestation de travailleurs du secteur de la santé. En Italie, le chef de cabinet de la préfecture de Salerne a [interdit](#) aux journalistes de filmer ou de photographier les migrants qui arrivaient dans la ville portuaire.

Encouragés par l'impunité généralisée, les sources étatiques et non-étatiques ont eu recours à des tactiques plus violentes pour supprimer les dissidents. Le CIVICUS Monitor a recensé des attaques contre des journalistes dans au moins 66 pays et des arrestations arbitraires dans 67 pays.

Les attaques contre les journalistes ont été relevées à la fois dans des pays où l'espace civique est fortement protégé et dans des pays où l'espace civique est davantage réprimé. Au Nigeria, au moins 10 inconnus ont [frappé](#) et roué de coups de bâton une équipe de télévision d'Arise TV, qui se compose du correspondant Oba Adeoye, du cameraman Opeyemi Adenihun et du chauffeur Yusuf Hassan, après que l'équipe eut utilisé un drone dans des bureaux de vote de l'État de Lagos. Au Soudan, la journaliste indépendante Shamael Elnoor a été [battue](#) à coups de tuyaux en caoutchouc par des militaires alors qu'elle couvrait une manifestation. Aux États-Unis, une reporter du Binghamton Press & Sun-Bulletin a été [aspergée de spray au poivre](#) par la police alors qu'elle couvrait une manifestation à Johnson City, dans l'État de New York. Aux Maldives, un employé des médias de Channel 13 et un journaliste de Sangu News ont été [agressés](#) physiquement par la police maldivienne alors qu'ils couvraient une manifestation de l'opposition à Republic Square, à Malé. En Allemagne, un journaliste qui couvrait les manifestations environnementales à Lutzerath a été [frappé](#) par des agents et aspergé de spray au poivre alors qu'il était accrédité auprès de la police.

En comparaison, la détention arbitraire de journalistes est la plus souvent utilisée dans les pays dont l'espace civique est réprimé et rarement recensée dans les pays dont l'espace civique est considéré comme ouvert ou rétréci.



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

En Ouganda, des officiers de police ont [arrêté](#) Andrew Arinaitwe, un journaliste indépendant, alors qu'il faisait état d'allégations d'abus sexuels commis par des enseignants dans des internats ougandais, y compris au Kings College Budo. En Inde, Anjay Rana, un reporter de 19 ans du journal privé Moradabad Ujala de l'État d'Uttar Pradesh, a été [arrêté](#) après avoir interrogé un ministre local du Bharatiya Janata Party au pouvoir sur les promesses non tenues du gouvernement.

En Pologne, le photjournaliste Maciej Piasecki a été [violemment interpellé](#) alors qu'il couvrait une manifestation contre le changement climatique, son appareil photo a été confisqué et il a été emmené dans un poste de police pour y être interrogé pour « atteinte à l'intégrité physique d'un agent de police », l'agent s'étant effondré alors qu'il tirait Piasecki par le cou jusqu'au sol. Les forces de sécurité marocaines ont arrêté le blogueur Yassin Benchekroun, l'accusant d'« outrage à des institutions légalement organisées et à d'autres institutions constitutionnelles et de non-respect des décisions de justice ».

## LE DROIT DE MANIFESTER : UNE CIBLE PERMANENTE

Les gens manifestent pour exprimer leur désaccord, sensibiliser d'autres personnes et les mobiliser en faveur du changement. En 2023, dans de nombreux pays, les gens sont descendus dans la rue pour réagir et s'opposer aux mesures gouvernementales,

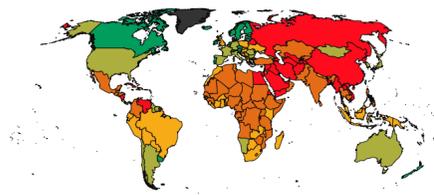
pour attirer l'attention sur le changement climatique et exiger la prise de mesures, pour réclamer de meilleures conditions de travail et protester contre l'augmentation du coût de la vie, entre autres nombreuses raisons. Ce qui ne change pas, c'est la manière dont les autorités réagissent face à ces manifestations.

En règle générale, les gens exercent leur droit de réunion pacifique lorsque leurs autres droits sont bafoués. Les gens descendent dans la rue pour revendiquer des droits, mais les États ignorent généralement ces revendications légitimes et perturbent plutôt les manifestations. Ceux qui descendent dans la rue pour exprimer leur désaccord avec les décisions politiques du gouvernement ou ceux qui demandent des mesures pour protéger le climat et l'environnement sont les plus souvent réprimés.

D'après le CIVICUS Monitor, les sources étatiques et non étatiques ont eu recours à une force excessive et à l'emprisonnement de manifestants pacifiques comme tactiques les plus courantes pour disperser les manifestations. Au cours de la période considérée, plus de 200 manifestations ont été perturbées par les autorités. Les manifestations ont été perturbées dans pas moins de 85 pays à travers le monde, et dans au moins 69 pays, la force excessive a été utilisée comme tactique pour empêcher les gens d'exercer pleinement leur droit de réunion pacifique. Dans près de 40 pour cent des manifestations perturbées, les autorités ont eu recours à une force excessive et ont arrêté arbitrairement des manifestants.



Le CIVICUS Monitor a fait état d'un usage excessif de la force dans au moins 69 pays entre le 1er novembre 2022 et le 31 octobre 2023.



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

Au Bangladesh, des partisans de l'opposition qui participaient à des manifestations ont été arrêtés en masse et des accusations ont été forgées de toutes pièces contre eux. La police et les partisans du parti au pouvoir ont également [attaqué](#) les manifestants avec des balles réelles, des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des bâtons. Au Sri Lanka, en janvier 2023, la police a utilisé des [canons à eau](#) pour disperser des manifestants d'origine tamoule qui s'étaient rassemblés pour protester contre la visite du président Ranil Wickremesinghe dans leur district.

En Bolivie, la police a [réprimé](#) une manifestation organisée par un groupe de défenseurs des droits humains (DDH) qui s'étaient rassemblés pour réclamer le respect de la démocratie et la protection des droits humains. En Hongrie, lorsque des étudiants, des enseignants et des députés de l'opposition se sont rassemblés à Budapest pour protester contre la « loi-vengeance » qui a été proposée et qui impose davantage de restrictions aux enseignants, la police est intervenue de manière agressive pour empêcher ce rassemblement, a éloigné plusieurs députés en les traînant et a utilisé des gaz lacrymogènes pour [dispenser](#) la manifestation.

De nombreux cas dans la région africaine illustrent les difficultés auxquelles se heurtent les groupes et les leaders de l'opposition lorsqu'ils tentent d'exprimer leurs opinions divergentes. En République démocratique du Congo (RDC), les forces de sécurité [ont dispersé une manifestation pacifique organisée par une coalition de partis d'opposition](#), faisant au moins 30 blessés. Au Tchad, les autorités ont [interdit](#) une manifestation prévue par le parti politique Mouvement Révolutionnaire pour la



Myanmar : de jeunes militants organisent une manifestation du Mouvement des parapluies rouges à Yangon à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement de 8888. Août 2023 (photo : Twitter/@IrrawaddyNews).

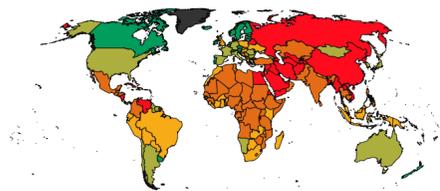
Démocratie et la Paix (Revolutionary Movement for Democracy and Peace) en alléguant qu'elle pourrait compromettre l'ordre public. Au Sénégal, la condamnation du leader de l'opposition Ousmane Sonko a donné lieu à des [manifestations meurtrières](#) et à des affrontements avec les forces de sécurité.

La tendance à réprimer les manifestations en faveur de la protection de l'environnement se poursuit toujours. Au Panama, des manifestations de masse [ont eu lieu](#) en octobre après l'adoption de la loi 406, qui a donné le feu vert aux opérations d'extraction minière dans la mine de cuivre « Minera Panamá ». La police a utilisé des gaz lacrymogènes et des armes à feu pour disperser la manifestation et a arrêté 30 personnes. Aux Pays-Bas, des militants du mouvement Extinction Rebellion ont protesté contre les subventions accordées aux combustibles fossiles, ce qui a conduit à de nombreuses [arrestations](#). En Australie, des militants du groupe d'action Blockade Australia ont été [arrêtés](#) pour avoir protesté contre l'inaction en matière de changement climatique, faisant ainsi part de leur mécontentement quant à la riposte du Gouvernement contre la crise climatique.

Au Viet Nam, la police, armée de matraques et de boucliers, a [dispersé](#) des dizaines de membres du groupe ethnique Ede qui tentaient de bloquer un projet de drainage dont ils craignaient qu'il ne déverse des eaux usées dans un lac dont ils dépendent. Des situations similaires ont été observées en [Allemagne](#), en [Argentine](#), en [Belgique](#), en [Nouvelle-Zélande](#) et aux [Philippines](#).

Fait inquiétant, 18 pour cent des manifestations dispersées en faisant un usage excessif de la force se sont soldées par la mort d'au moins un manifestant. Au Pérou, lors des manifestations qui ont [éclaté](#) après la destitution du président Pedro Castillo en décembre 2022, plus de 60 personnes sont mortes dans des affrontements entre la police, l'armée et les manifestants. Au Sénégal, des dizaines de personnes ont été [tuées](#) après que des manifestations ont éclaté suite à l'inculpation et à l'arrestation d'Ousmane Sonko.

Face à cette répression, les gens continuent de se mobiliser pour défier les restrictions imposées et faire entendre leur voix. En Afghanistan, les femmes [continuent](#) de manifester en dépit de la brutalité de la riposte des Talibans. En août 2023, avant le deuxième anniversaire du règne des Talibans, un petit groupe s'est réuni pour



## MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION

revendiquer le droit à l'éducation. Au Myanmar, les militants [continuent](#) de se mobiliser contre la junte militaire. En Iran, après la grave répression par les autorités de manifestations de grande envergure en 2022, les femmes [continuent](#) de se battre pour leurs droits, même lorsqu'elles sont en prison : en septembre 2023, de courageuses prisonnières d'opinion ont organisé un sit-in à la prison d'Evin.



## QUI EN FAIT LES FRAIS?

Les violations commises à l'encontre des DDH sont souvent dues à leur engagement sans relâche en faveur des droits humains et de la justice sociale. Parmi les personnes les plus touchées figurent les DDH qui plaident pour la démocratie et une meilleure gouvernance et les défenseurs de l'environnement. En effet, les femmes qui luttent pour leurs droits dans des pays dont l'espace civique est fermé et réprimé sont également souvent la cible de violations des droits humains, parfois aggravées par la discrimination fondée sur le sexe, ce qui rend leur lutte encore plus difficile et courageuse.

Les militants pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique, motivés par l'urgence d'assurer un avenir durable, constituent l'un des groupes qui se heurtent à des obstacles considérables. Les exemples de restrictions imposées aux militants écologistes sont légion, une tendance que l'on observe de plus en plus dans les pays d'Europe qui par ailleurs disposent d'espaces relativement propices à l'épanouissement de la société civile.

En mai, la police allemande a [perquisitionné](#) les domiciles des militants du mouvement pour la lutte contre le changement climatique, Letzte Generation, augmentant ainsi le niveau de surveillance à son égard. En juin, le parquet de Munich a confirmé que les militants du mouvement faisaient l'objet d'une [surveillance](#). En Mongolie, un DDH a été la cible d'un [harcèlement judiciaire](#) après avoir été poursuivi à plusieurs reprises par une société minière, après avoir exigé la cessation de ses activités et le retrait de sa licence.

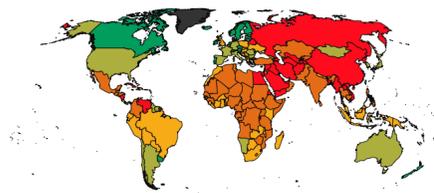
D'autres DDH ont œuvré pour la justice climatique dans un contexte moins favorable. En effet, dans des pays où leur travail doit faire face à une certaine hostilité et à des violations plus graves, leurs efforts se déroulent souvent à l'ombre de la répression. Aux Philippines, des militants écologistes ont été [enlevé](#) et [ciblés](#) en raison de leur engagement. En Irak, un militant écologiste a été [enlevé](#), torturé et déplacé d'un endroit à l'autre, ce qui suscite des inquiétudes quant à la sécurité des militants.

L'Amérique latine reste l'une des régions les plus dangereuses pour les défenseurs de l'environnement ; c'est la seule région pour laquelle l'assassinat de DDH fait partie des cinq violations les plus fréquentes de l'espace civique. Au Honduras, deux défenseurs de l'environnement ont été abattus par balle alors qu'ils s'opposaient à un projet minier. Au Mexique, des militants écologistes ont été brutalement [assassinés](#) et en Colombie, un écologiste de premier plan a été [tué](#) par balle. Ces attaques ciblées laissent à penser qu'il s'agissait d'actes prémédités.

Les militants qui expriment des opinions politiques divergentes et plaident pour la démocratie et une meilleure gouvernance sont également souvent la cible de restrictions. Contrairement aux défenseurs de l'environnement, pour lesquels les violations sont répandues dans toutes les régions, ces violations sont rares dans les pays qui permettent à la société civile de s'exprimer librement et ont souvent lieu dans des pays dont l'espace civique est réprimé ou fermé, notamment en Afrique et en Asie.



Honduras : les gens se rassemblent en l'honneur des défenseurs de l'environnement tués à Guapinol en Honduras. Janvier 2023 (photo : Guapinol Despierta/Facebook).



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

Au Sénégal, [Ousmane Sonko a été arrêté en juillet 2023](#), notamment pour incitation à la sédition et atteinte à la sûreté de l'État dans le cadre des manifestations meurtrières de [mars 2021](#) et [juin 2023](#), tandis que son parti politique, le PASTEF (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), [a été dissous](#) par les autorités.



Tinashe Chitsunge, un militant de la Coalition des citoyens pour le changement (Citizens Coalition for Change) au Zimbabwe (parti d'opposition), aurait été [lucidé à mort](#) par des personnes appartenant au Front patriotique Union nationale africaine du Zimbabwe (Zimbabwe African National Union-Patriotic Front, ZANU-PF), parti au pouvoir. Il a été tué alors qu'il tentait d'échapper à une foule qui appartiendrait au ZANU-PF, laquelle attaquait des militants de l'opposition participant à un rassemblement.

On pourrait citer d'autres exemples en Asie, où plusieurs faits inquiétants ont eu lieu. En effet, certaines personnes ayant exprimé des opinions divergentes en Chine ont été condamnées à de lourdes peines. Xie Wenfei, critique virulent du Gouvernement et partisan du mouvement démocratique à Hong Kong (Hong Kong democracy movement), a été condamné à quatre ans et demi de [prison](#) pour « avoir provoqué des querelles et incité à l'émeute », tandis que Yang Maodong, partisan de la démocratie, a été [condamné](#) à huit ans de prison pour subversion pour avoir défendu les droits et les libertés pendant deux décennies. Le militant de la société civile Xu Zhiyong a été condamné à 14 ans de prison pour subversion après avoir [critiqué](#) le président Xi Jinping. Les faits survenus soulignent les difficultés auxquelles doivent faire face ceux qui expriment des opinions divergentes ou qui œuvrent pour un changement politique en Chine.



En Thaïlande, les critiques du Gouvernement ont continué à faire face à de graves conséquences dans le cas d'actes de diffamation présumés avoir été commis contre la famille royale. Par exemple, une jeune militante, Phimchanok Jaihong, a été condamnée à deux ans de [prison](#) pour avoir critiqué le Gouvernement et une institution non expressément citée dans une publication sur Facebook,

probablement la Monarchie. Au Viet Nam, un tribunal a condamné en juillet 2023 le militant Phan Son Tung à six ans de [prison](#) pour avoir encouragé la formation d'une opposition au Parti communiste vietnamien au pouvoir.

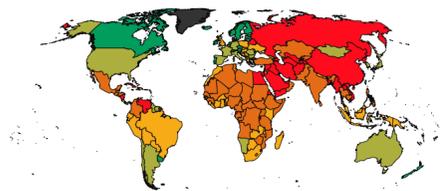
Les défenseurs des droits des femmes ont subi des violations de leurs droits, en particulier dans les espaces civiques les moins favorables, comme en Afghanistan et dans les pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Les maisons des défenseuses des droits humains en Afghanistan sont régulièrement perquisitionnées par les Taliban, notamment celles qui appartiennent aux manifestantes. Elles sont souvent soumises à des interrogatoires et à des [mesures coercitives](#) visant à empêcher tout contact avec les médias et toute participation future à des manifestations.

En Iran, le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, arrêtée parce qu'elle portait, selon certaines allégations, un hijab « inapproprié », a donné lieu à une nouvelle vague d'[arrestations](#). Des DDH, des femmes pour la plupart, accusés de « diffusion de propagande contre l'État » et de « rassemblement et collaboration contre la sécurité nationale ».

En Syrie, Hiba Ezzideen Al-Hajji et l'organisation Equity & Empowerment ont fait l'objet de [menaces de mort et de diffamation](#) pour avoir défendu les droits des femmes. En Arabie saoudite, Manahel Al-Otaibi, une militante pour les droits des femmes, a été [arrêtée](#) et ses sœurs ont été persécutées. Salma Al-Shehab a été condamnée à une lourde peine de 27 ans de prison pour son engagement militant en ligne.



Iran : des fleurs sur un portrait de Mahsa Amini lors d'une manifestation de soutien devant l'ambassade d'Iran (photo : Kenzo Tribouillard/AFP).



## MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

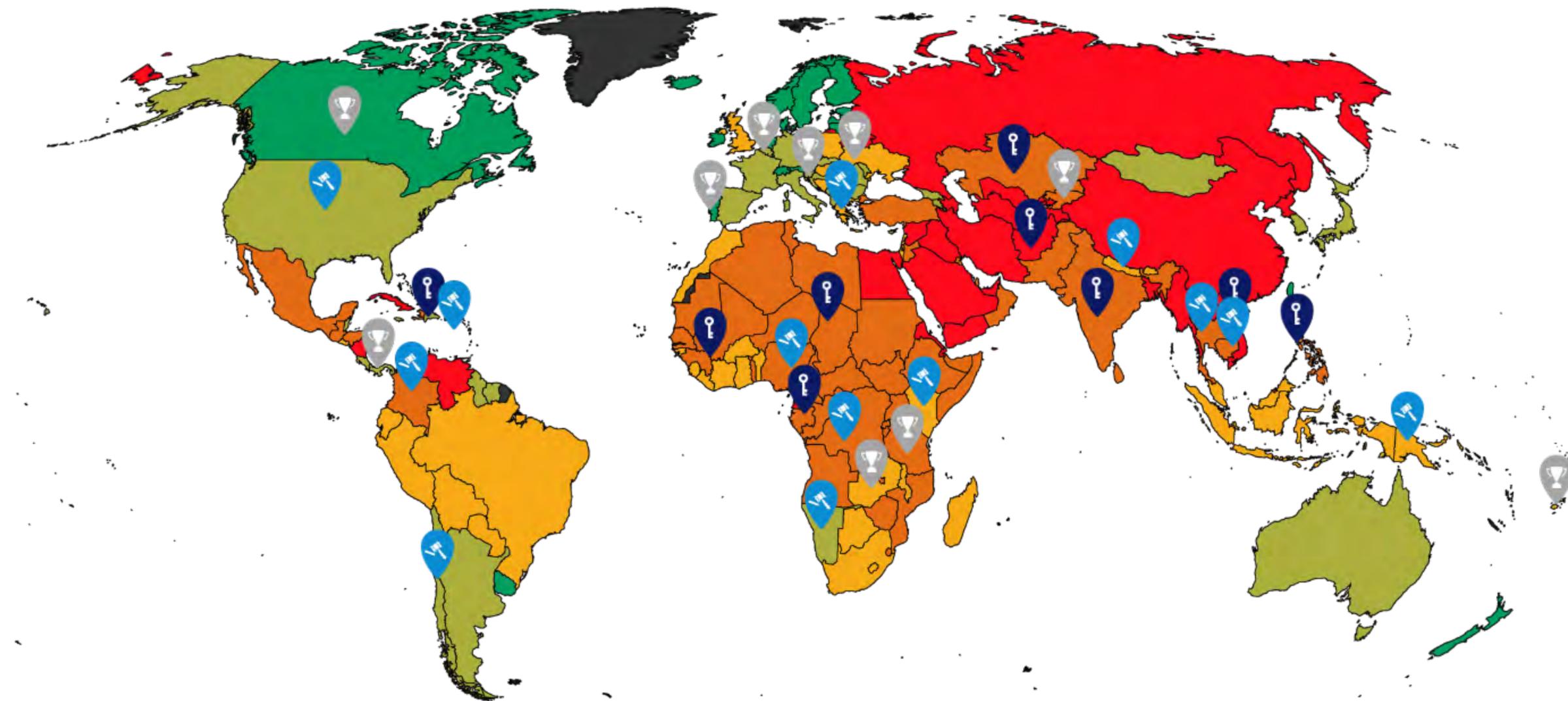
### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION

# ÉVOLUTIONS POSITIVES

En 2023, le CIVICUS Monitor a également relevé plusieurs cas d'ouverture de l'espace civique et de progrès accomplis par certains États en matière de respect des libertés civiles. Ces victoires de la société civile montrent que l'action de la société civile reste un moyen fort et efficace de défendre les droits et de plaider pour leur réalisation. Ces évolutions positives ne se limitent pas aux pays dans lesquels l'espace civique est ouvert ou à ceux dont le classement s'est amélioré. Parallèlement à ces évolutions positives, il y a eu des cas où les victoires ont servi à corriger des injustices contre la société civile, révélant ainsi un paysage complexe caractérisé aussi bien par des avancées que des défis.



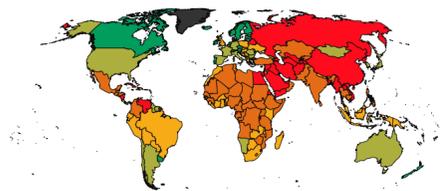
DÉCISIONS DE JUSTICE ALLANT DANS LE BON SENS



RELAXES OU ACQUITTEMENTS DE DDH



VICTOIRES REMPORTÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE



## VICTOIRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les organisations de la société civile (OSC) poursuivent leur travail dans les conditions les plus difficiles, se défendent et ont remporté quelques victoires grâce à leur travail continu de plaidoyer. Malgré les conditions défavorables à l'espace civique, les efforts de la société civile ont permis d'obtenir quelques victoires, comme une protection juridique pour les DDH, la levée des interdictions dans les médias et l'interdiction des discours de haine.

L'adoption de la [Stratégie nationale des droits humains](#) au Tadjikistan et de son premier plan d'action le 5 août 2023 en est un exemple clair. Malgré la détérioration globale de la situation des droits humains au Tadjikistan, la décision du Gouvernement d'adopter cette stratégie montre qu'il reconnaît que le pays est confronté à d'importants défis en matière de droits humains et qu'il est prêt à prendre des mesures pour y faire face. Les bases de cette stratégie ont été posées en 2017 et le processus a impliqué une étroite collaboration entre le groupe de travail gouvernemental et les organisations de la société civile. De nombreuses recommandations formulées par les organisations de la société civile au cours du processus de développement de la stratégie ont été intégrées dans le document final.

Autre fait positif: l'adoption de la [Plateforme de dialogue et de participation de la société civile au processus décisionnel du Parlement](#) en Moldavie. Cette initiative vise à renforcer la participation de la société civile au processus décisionnel en créant une plateforme parlementaire permanente de dialogue avec la société civile et en facilitant sa participation à l'élaboration des politiques dans le cadre d'un processus participatif comprenant un débat public.

En 2023, le Costa Rica s'est lancé dans une lutte contre les discours de haine et la discrimination. L'annonce d'une [Stratégie nationale contre les discours de haine et la discrimination](#), en collaboration avec les Nations Unies, témoigne d'un effort global impliquant différents acteurs. C'est la première fois qu'une telle stratégie en adoptée en Amérique latine. En RDC, l'adoption de la [loi relative à la protection et à la responsabilité des défenseurs des droits de l'homme](#) a marqué une étape historique dans la protection de ceux qui sont en première ligne dans

la défense des droits humains. Cette victoire, qui représente l'aboutissement d'un effort continu depuis 2010, témoigne de la résilience de la société civile face à des épreuves difficiles.

Aux Fidji, autre avancée positive pour la liberté de la presse, le Parlement a voté [l'abrogation d'une loi restrictive sur les médias](#) qui octroyait des pouvoirs d'enquête étendus sur les journalistes et les médias. Autre victoire pour la liberté d'expression: en décembre 2022, le Président zambien Hakainde Hichilema a [approuvé](#) le projet de loi 25 modifiant le code pénal et abrogeant la section 69 du code, qui considérait la diffamation du Président comme une infraction. En mai 2023, la Cour fédérale d'Abuja a [interdit](#) à l'autorité nationale de régulation de la radiodiffusion, la National Broadcasting Commission, d'imposer des amendes aux stations de radio.

Au début de l'année 2023, la Présidente tanzanienne Samia Suluhu a [levé l'interdiction des rassemblements politiques](#) en vigueur depuis six ans lors d'une réunion avec les dirigeants des partis politiques. Au cours de la réunion, la Présidente Suluhu a insisté sur l'importance de créer un climat favorable à la critique du Gouvernement par l'opposition. Bien que l'espace civique de la Tanzanie soit toujours réprimé, à cette initiative s'inscrit dans une série d'évolutions positives qui ont conduit à une plus grande promotion de l'espace civique depuis l'entrée en fonction de la Présidente Suluhu. Elle a également insisté sur la levée des interdictions de médias imposées par l'ancien Président John Magufuli et s'est engagée à travailler avec les médias à l'amélioration de la [liberté de la presse](#). Elle s'est également entretenue avec des [leaders de l'opposition](#) en exil qui avaient fui la Tanzanie en raison des menaces pesant sur leur vie, et leur a assuré qu'ils pouvaient revenir en toute sécurité dans le pays.

Les efforts continus de la société civile albanaise en faveur de la justice climatique ont porté leurs fruits. L'abandon des [projets de centrales hydroélectriques](#) a été une victoire révolutionnaire qui a marqué le point culminant d'années de manifestations en faveur de la protection de l'environnement contre les projets de centrales et d'infrastructures. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, une décision de justice a établi qu'une entreprise minière demandant l'autorisation d'exploiter une mine de cuivre et d'or doit obtenir le [consentement préalable](#) des communautés touchées par les effets de l'exploitation, ce qui constitue une évolution remarquable pour encourager l'adoption de pratiques commerciales responsables par l'industrie extractive.

### MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

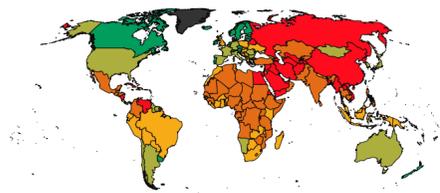
### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

Il y a également eu quelques avancées en ce qui concerne les droits de la communauté LGBTQI+. Après dix ans de lutte menée par des groupes et des militants des droits humains, un panel de cinq juges de la Cour suprême du Kenya a confirmé les décisions de la Cour suprême et de la Cour d'appel d'[autoriser l'enregistrement](#) de la National Gay & Lesbian Human Rights Commission (NGLHRC) en tant qu'organisation non gouvernementale (ONG), au motif qu'il était anticonstitutionnel et discriminatoire de refuser l'enregistrement sur la base de l'orientation sexuelle des demandeurs. Au Népal, la Cour suprême a ordonné au Gouvernement de [reconnaître](#) les conjoints étrangers de même sexe des citoyens népalais.

## SIGNES DE PROGRÈS

En 2023, des efforts ont également été déployés pour réparer les injustices passées et faire en sorte que les auteurs de violations répondent de leurs actes. Ces légères améliorations dans le contexte de la répression constituent quelques avancées qui méritent d'être reconnues.

In mai 2023, la situation au Tchad a évolué de manière positive : 64 personnes condamnées pour leur participation aux manifestations contre l'extension du pouvoir militaire, connues sous le nom de manifestations du « jeudi noir » ont [été libérées après avoir bénéficié d'une grâce présidentielle](#). Le mois suivant, 259 autres manifestants ont été [libérés](#). Au Burundi, les autorités ont [acquitté](#) puis libéré cinq militants des droits humains impliqués dans l'Association des femmes juristes du Burundi (AFJB) et de l'Association pour la paix et la promotion des droits de l'homme (ADPH). Au Rwanda, un éminent critique du Gouvernement a été [libéré](#) en mars 2023, après que les autorités ont commué sa peine de 25 ans de prison prononcée pour des accusations de terrorisme, ce qui signale une évolution porteuse d'espoir dans le paysage judiciaire du pays. Aux Philippines, les tribunaux ont [acquitté](#) 10 DDH qui avaient été condamnés à plus de deux ans de prison pour « parjure ».

Concernant certains cas mettant en cause des problèmes de responsabilités pour des exactions commises par le passé. En République dominicaine, en septembre 2022, deux agents des forces de l'ordre ont été [condamnés](#) à quatre ans et neuf mois de prison pour avoir abusé de leur autorité en procédant à l'arrestation

arbitraire et à l'agression d'un journaliste. Dans une autre affaire, à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, la Cour suprême a ordonné en mai 2020 à trois officiers de police judiciaire et au procureur général d'[indemniser](#) un agent pénitentiaire pour arrestation et détention illégales. L'agent, un militant de l'opposition, a déposé une plainte alléguant une détention injustifiée d'environ 32 heures sans inculpation pénale, à la suite d'une perquisition de son domicile sans autorisation en lien avec une publication sur les médias sociaux. En Thaïlande, le tribunal civil a condamné la police à [verser des dommages et intérêts](#) à deux reporters qui avaient été blessés par des balles en caoutchouc alors qu'ils couvraient une manifestation en juillet 2021.

Malgré les circonstances difficiles, les efforts continus des défenseurs des droits montrent que la société civile sert de contrepoids à un contrôle gouvernemental excessif et à la répression.

Rwanda : Callixte Nsabimana, alias « Sankara » (C), arrive à la Cour d'appel accompagné de surveillants de l'administration pénitentiaire rwandaise (photo de Simon Wohlhart / AFP).



# AFRIQUE

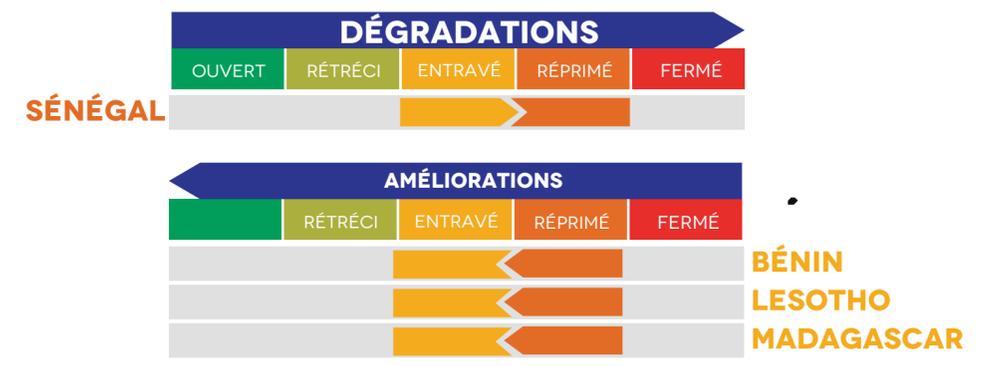
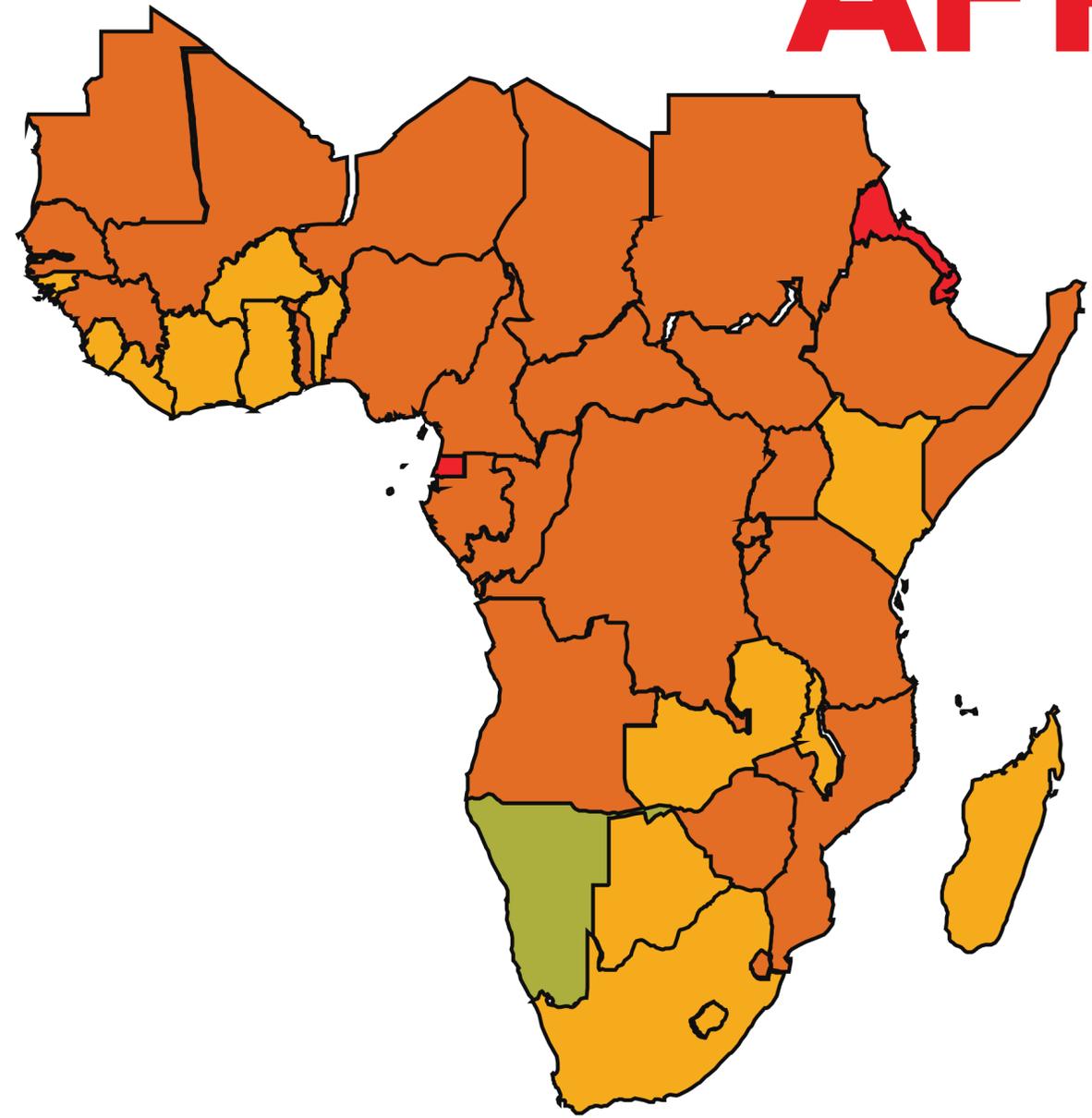
## SYNTHÈSE DES CLASSEMENTS

Les conditions de l'espace civique en Afrique subsaharienne restent très restrictives : 45 pays et territoires sur 50 ont un espace civique considéré comme entravé, réprimé ou fermé, ce qui signifie que la grande majorité des habitants de la région sont soumis à d'importantes restrictions dans l'exercice des libertés de l'espace civique. L'espace civique n'est ouvert que dans les États insulaires de Cabo Verde et de Sao Tomé-et-Principe, tandis qu'il est rétréci à Maurice, en Namibie et aux Seychelles.

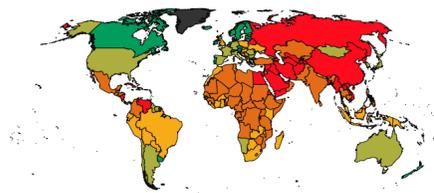
Le classement de l'espace civique au Sénégal a reculé, passant à « réprimé », en raison de la multiplication des violations de l'espace civique à l'approche de l'élection présidentielle qui doit se tenir en février 2024. Alors que le Président Macky Sall a décidé en juillet 2023 de ne pas se présenter pour un troisième mandat, les poursuites judiciaires engagées contre Ousmane Sonko, considérées comme politiquement motivées par l'opposition, ont déclenché des manifestations et des troubles qui ont été sévèrement réprimés par les autorités et les forces de sécurité. Dans ce contexte, les violations de l'espace civique se sont intensifiées, notamment l'utilisation d'une force excessive et meurtrière contre les manifestations de l'opposition, l'arrestation arbitraire de journalistes, la restriction de l'accès à Internet et aux médias sociaux, y compris la fermeture de TikTok, le blocage des médias et la dissolution du parti d'opposition PASTEF.

Le classement de l'espace civique au Bénin s'est amélioré, passant à « entravé », car les graves violations de l'espace civique qui avaient entraîné son recul en mai 2021 dans le contexte des élections législatives et présidentielles ne se sont pas reproduites. Le classement actuel montre toutefois que les DDH au Bénin continuent de pratiquer l'autocensure en raison de la crainte de représailles.

Le Lesotho passe de la catégorie « réprimé » à « entravé ». Le nouveau Gouvernement, formé après l'établissement du tout nouveau parti Révolution pour la prospérité (Revolution for Prosperity) lors des élections législatives très disputées d'octobre 2022, promet un environnement politique plus stable et offre l'espoir d'un accroissement des libertés civiles. Toutefois, la brutalité de la police, y compris lors des manifestations, reste



- MÉTHODE
- LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE
- TACTIQUES DE RÉPRESSION
- RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION
- ÉVOLUTIONS POSITIVES
- AFRIQUE
- AMÉRIQUE
- ASIE-PACIFIQUE
- EUROPE ET ASIE CENTRALE
- MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
- RECOMMANDATIONS
- CLASSEMENTS PAR RÉGION



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

une source de préoccupation majeure. D'autres manifestations et restrictions liées aux médias continuent d'être [recensées](#) comme des violations importantes.

Nos données montrent une amélioration de certains indicateurs à Madagascar, ce qui explique le passage de son classement de « réprimé » à « entravé ». Cependant, la récente [répression](#) des manifestations de l'opposition à l'approche des élections présidentielles de novembre 2023 à Madagascar montre que les conditions restent difficiles et volatiles pour la société civile.

## TENDANCES AU NIVEAU RÉGIONAL

En Afrique de l'Ouest, les violations de la liberté de la presse ont fortement augmenté au cours de l'année écoulée, y compris dans les pays dirigés par des juntes militaires. Après le Burkina Faso, le Mali et la Guinée, un coup d'État [militaire a également eu lieu](#) au Niger en juillet 2023, suivi d'une répression contre les dissidents pacifiques, dont l'arrestation de la célèbre militante et journaliste Samira Sabou. Au Sénégal, les autorités ont réprimé les manifestations de l'opposition, arrêté des journalistes, bloqué des médias et restreint l'accès à Internet et aux médias sociaux, tandis que les tensions politiques s'intensifiaient à l'approche de l'élection présidentielle. Les Nigériens [continuent](#) de subir des restrictions de leurs droits de manifester et s'expriment, et la situation au [Togo](#) reste inchangée, sans que des progrès soient réalisés dans l'amélioration des conditions de l'espace civique.

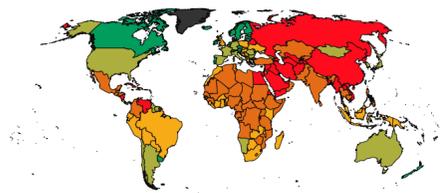
En Afrique centrale, l'espace civique continue de subir les répercussions des conflits armés, de la faiblesse de l'état de droit, de l'impunité et des gouvernements autoritaires bien ancrés. Au Gabon, les élections législatives contestées d'août 2023, accompagnées de violations de l'espace civique, [ont été suivies](#) d'un coup d'État militaire. Au Cameroun, la répression contre certains journalistes critiques s'est intensifiée avec [l'assassinat](#) de journalistes, dont le célèbre journaliste radio Arsène Salomon Mbani Zogo, également connu sous le nom de Martinez Zogo. Un référendum constitutionnel en République centrafricaine, qui a supprimé la limite des deux mandats présidentiels, [s'est déroulé](#) dans un contexte de violations de l'espace civique, caractérisé notamment par des menaces, des intimidations, des harcèlements et des diffamations publiques.

Niger : des soldats nigériens montent la garde alors que des partisans du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) manifestent devant la base aérienne nigéro-française de Niamey, le 20 septembre 2023 (photo by AFP/ via Getty Images).

En Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, on a signalé le plus grand nombre de cas impliquant des journalistes détenus sur l'ensemble du continent, avec des cas relevés en Somalie dans chacun des pays pour lesquels une mise à jour a été proposée au cours de l'année. Une tendance similaire a été observée au Somaliland, tandis qu'en Éthiopie, les journalistes continuaient de devoir faire face à des restrictions dans le contexte du conflit en raison de leurs reportages liés à la guerre. Au Kenya, la perturbation des manifestations reste un problème majeur, qui a été signalé dans toutes les mises à jour pays au cours de l'année. En Ouganda, une [nouvelle loi visant les LGBTQI+](#) a été condamnée dans le monde entier, tandis que [l'exécution](#) de la menace du Gouvernement de mettre fin aux activités du Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans le pays a suscité des inquiétudes quant à son engagement en faveur des droits humains.

En Afrique australe, la situation des DDH et des lanceurs d'alerte reste très préoccupante, car ils sont de plus en plus menacés, intimidés et même assassinés en raison de leur travail en faveur des droits humains. En Eswatini, les militants





pro-démocratie continuent d'être systématiquement [ciblés](#) en raison de leur travail, une violence qui s'est manifestée en janvier 2023 avec l'assassinat vicieux de Thulani Maseko, un éminent avocat spécialisé en droits humains, abattu par balles à son domicile devant sa femme et ses enfants. Au Lesotho et en Afrique du Sud, les meurtres brutaux et de sang froid du journaliste d'investigation [Ralikonelo Jokland](#) et du militant des droits humains [Jomo Keromeng](#) contribuaient également à une tendance inquiétante dans la région, qui s'accompagnait souvent de [menaces](#) de violence contre les DDH et de la [diffamation publique](#) des organisations de la société civile par des personnalités publiques, comme cela a été signalé en Afrique du Sud et à [Eswatini](#).

## MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU  
SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ  
D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

ASIE-PACIFIQUE

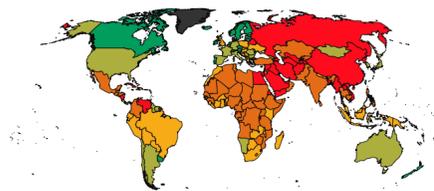
EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE  
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION





## MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

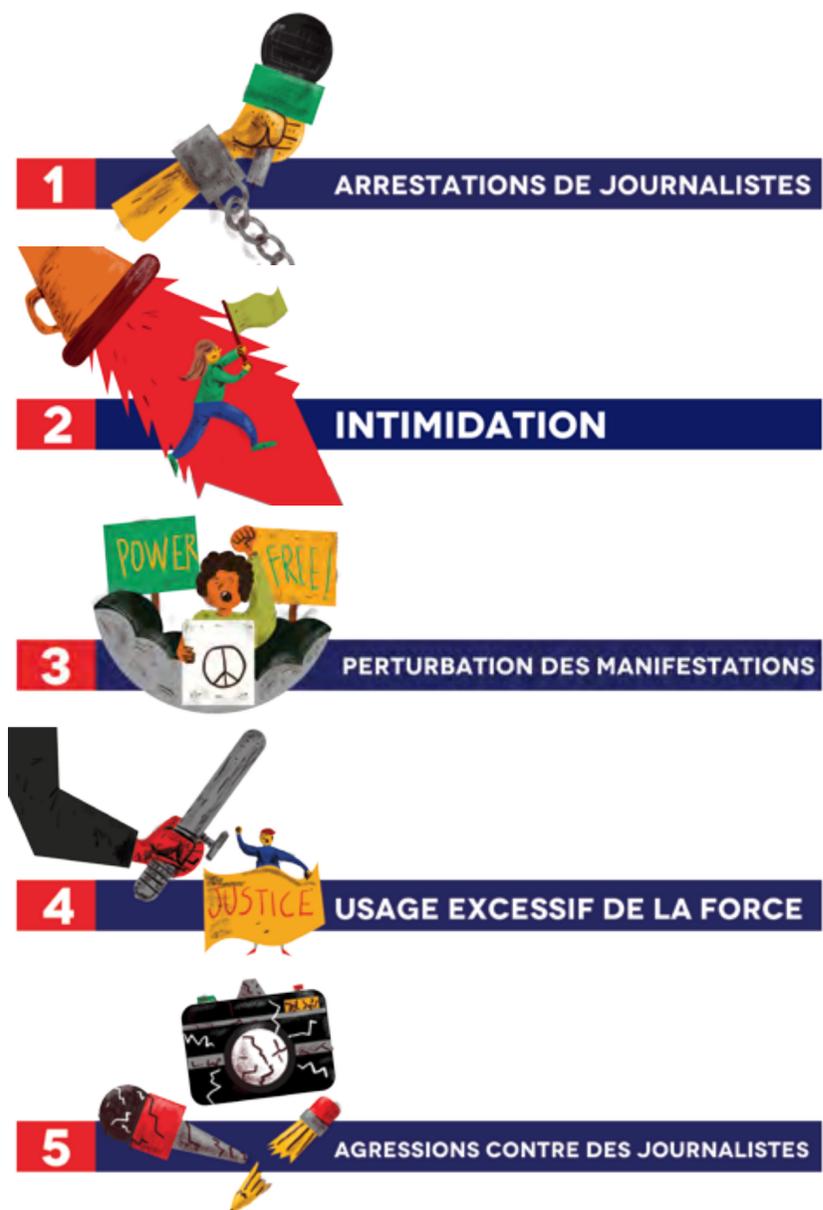
RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION

# RESTRICTIONS EN MATIÈRE D'ESPACE CIVIQUE

En Afrique, au sud du Sahara, la détention de journalistes a été la principale violation de l'espace civique au cours de l'année écoulée, suivie par l'intimidation, la perturbation des manifestations, l'usage excessif de la force et les agressions contre les journalistes.

## 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES EN AFRIQUE



# EMPRISONNEMENT DE JOURNALISTES

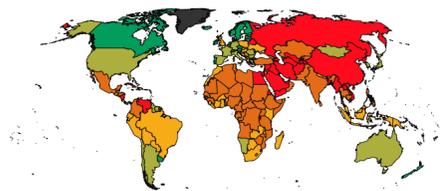
La violation la plus fréquente, à savoir l'emprisonnement de journalistes a été recensée preuves à l'appui dans au moins 24 pays en Afrique subsaharienne. Les journalistes ont également souvent fait l'objet d'agressions physiques, qui constituent la cinquième violation de l'espace civique la plus fréquente dans la région, relevée dans au moins 18 pays.

C'est la quatrième année consécutive que l'emprisonnement de journalistes figure parmi les trois principales atteintes aux libertés civiles en Afrique subsaharienne. Des journalistes ont été arrêtés parce qu'ils rendaient compte de cas de corruption et des conflits, de sujets considérés comme sensibles ou offensants pour les autorités, ou pendant la couverture de manifestations, ou dans le cadre d'élections controversées.

Dans certains pays, notamment l'Éthiopie, la le Nigeria, la RDC, la Somalie et le Somaliland, l'arrestation de journalistes reste une tactique trop souvent utilisée par les autorités pour réduire les journalistes au silence et les intimider. L'Éthiopie, la Somalie, le Somaliland se distinguent particulièrement dans ce contexte, car les journalistes continuent de travailler dans un environnement politique violent et instable. Le 17 août 2023, la police en Éthiopie a [arrêté](#) Yidnekachew Kebede, fondateur et éditeur de



Éthiopie : Yidnekachew Kebede de Negari TV (à gauche) mène un entretien avec Abay Zewdu du Amhara Media Center en août 2023 (capture d'écran : YouTube/Negari TV).



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

# #FreeStanis



Campagne de la société civile en faveur de la libération de Stanis Bujakera Tshiamala

la chaîne YouTube Negari TV. Quelques jours plus tard, lors de son procès, la police l'a accusé de soutenir des « éléments hostiles à la paix » et de produire des contenus « avec l'intention de provoquer la violence ». Avant son arrestation, Yidnekachew avait critiqué l'état d'urgence sur Facebook et dénoncé l'emprisonnement de militants politiques et de civils. Un tribunal l'a libéré sous caution le 1er septembre 2023.

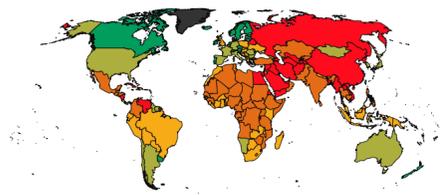
Le 15 août 2023, le tribunal de Maroodi Jeh a [condamné](#) la journaliste somalo-britannique Busharo Ali Mohamed à une peine d'un an de prison, malgré l'absence de preuves solides de mauvaise conduite, pour avoir activement couvert le déclin de la démocratie au Somaliland et qualifié le dirigeant actuel d'« autocratique ». Elle aurait été [torturée](#) après son arrestation le 15 mai 2023.

Bien que la nouvelle loi sur la presse de la RDC, [adoptée](#) par l'Assemblée nationale en avril 2023, représente un progrès par rapport à la loi restrictive de 1996, elle offre toujours aux autorités la possibilité d'ériger le journalisme en tant qu'infraction, tout comme le code numérique récemment adopté. Le 8 septembre 2023, à l'aéroport de Kinshasa N'djili, des officiers de police [ont arrêté le journaliste](#) renommé Stanis Bujakera Tshiamala, directeur adjoint du site d'information actualité.cd et correspondant pour Jeune Afrique et Reuters, à l'aéroport de Kinshasa N'djili, sur des accusations de « propagation de fausses rumeurs » et de « diffusion de fausses informations » en vertu du code pénal et du code numérique. Il a été arrêté en

raison d'un article publié dans Jeune Afrique, dans lequel il n'était pas cité comme auteur et qui affirmait qu'un rapport du Service national de renseignement de la République démocratique du Congo affirmait que des officiers du service de renseignement militaire étaient impliqués dans l'enlèvement et l'assassinat du député de l'opposition Chérubin Okende Senga, mort le 13 juillet 2023. Au Nigeria, des journalistes ont [continué](#) d'être arrêtés et poursuivis en justice, notamment pour des faits présumés de cybercriminalité et de diffamation.

Des journalistes couvrant la corruption et des sujets considérés comme sensibles ou défavorables aux autorités ont été délibérément arrêtés. Au Sénégal, les autorités ont arrêté et poursuivi plusieurs journalistes pour leurs reportages ou éditoriaux sur la persécution en cours d'Ousmane Sonko. Le 29 juillet 2023, [la police a arrêté](#) le journaliste Pape Alé Niang, qui travaille pour le site d'information Dakar Matin, en l'accusant d'avoir appelé à l'insurrection dans ses commentaires lors d'une émission en direct sur l'arrestation d'Ousmane Sonko. Le 8 août 2023, il a été mis en liberté provisoire. C'était la troisième fois que Pape Alé Niang [était arrêté](#) depuis novembre 2022. Au Soudan du Sud, le 3 janvier 2023, des agents du Service national de sécurité ont [arrêté](#) six journalistes de la South Sudan Broadcasting Corporation pour avoir publié une vidéo montrant le Président Salva Kiir en train de s'uriner dessus, vidéo qui s'est propagée sur les médias sociaux.

Les journalistes sont souvent arrêtés, même pour la plupart du temps brièvement, lorsqu'ils couvrent des manifestations ou des rassemblements publics, en particulier lorsque ceux-ci sont réprimés et dispersés par les forces de sécurité. En Zambie, des officiers de police ont [arrêté](#) Abel Musonda et Namu Phiri, journalistes de Millennium TV, alors qu'ils couvraient une manifestation de l'opposition à Lusaka. En Guinée, des membres de la garde présidentielle stationnés dans le bureau du Premier ministre [ont arrêté de force](#) Ibrahima Foulamory Bah, journaliste du journal en ligne indépendant Courrier de Conakry, alors qu'il couvrait une manifestation contre la junte militaire le 9 mai 2023. Les agents de sécurité ont examiné le téléphone du journaliste et l'ont photographié avant de le relâcher. Au Kenya, des agents de sécurité ont brièvement [arrêté](#) deux journalistes de la société de médias Africa Uncensored alors qu'ils couvraient une manifestation de l'opposition contre la hausse du coût de la vie, le 27 mars 2023. Ce jour-là, plusieurs autres journalistes couvrant les manifestations à Nairobi et dans d'autres régions du pays ont été victimes de harcèlement, d'agressions violentes et de confiscation de leur matériel.



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

Des journalistes ont également été arrêtés en [Angola](#), au [Botswana](#), en [Gambie](#), au [Tchad](#), au [Togo](#), au [Mozambique](#) et en [Ouganda](#).

## INTIMIDATION

L'intimidation a été la deuxième violation de l'espace civique la plus fréquente en Afrique subsaharienne, relevée dans les mises à jour du CIVICUS Monitor pendant la période considérée pour au moins 30 pays.

La police et les autorités judiciaires ont régulièrement eu recours à la convocation de journalistes et de défenseurs des droits humains (DDH) pour les interroger afin de décourager et d'intimider les voix critiques. En Tanzanie, le 12 juillet 2023, la police a [convoqué](#) l'avocat Boniface Mwabukusi parce qu'il avait co-organisé une conférence de presse à Dar es Salaam pour protester contre un accord sur la gestion des ports du pays.

Les menaces, y compris les menaces de mort, et le cyberharcèlement sont utilisés comme tactique pour essayer de faire taire les opinions divergentes. Au Lesotho, le journaliste Ralikonelo Joki, connu pour ses reportages d'investigation sur des sujets tels que la corruption et le gouvernement, a [reçu](#) au moins trois menaces

de mort en raison de ses reportages à partir de différents comptes Facebook en mars et avril 2023, avant d'être assassiné le 14 mai 2023.

Au Burkina Faso, les organisations professionnelles des médias [ont dénoncé](#) le nombre croissant de journalistes recevant des menaces de mort dans un contexte où quelques médias sont diabolisés et ciblés en tant qu'anti-patriotes, terroristes ou collaborateurs de terroristes. Suite à la publication d'un article dans le journal Libération affirmant l'implication de militaires dans la tuerie d'enfants et d'adolescents le 27 mars 2023, plusieurs journalistes, dont les journalistes burkinabés Lamine Traoré et Hyacinthe Sanou, ont [été visés](#) par une campagne de diffamation bien organisée, utilisant un faux réseau médiatique.

En Ouganda, Sara Akello, une DDH dans le domaine de l'environnement du sous-district de Tapac, a [indiqué](#) dans une pétition adressée au gouvernement local du district de Moroto, demandant des mesures contre la dégradation généralisée de l'environnement, qu'elle avait fait l'objet de menaces en raison de son engagement contre les activités d'exploitation minière destructrices. Dans les zones de conflit comme l'est de la RDC, les groupes armés ont également intimidé les journalistes et les médias. Le 14 février 2023, le groupe armé rebelle M23, qui contrôle une partie du territoire de Rutshuru dans la province du Nord-Kivu, a [convoqué](#) les directeurs des stations de radio et de télévision opérant dans cette zone, les a accusés d'« incitation à la haine » et leur a ordonné de changer leur ligne éditoriale. M23 a ordonné aux médias de diffuser un programme hebdomadaire dirigé par un membre du M23 et a interdit la rediffusion d'une station de radio populaire et d'un programme produit à Goma par des journalistes qui avaient fui le territoire. Entre-temps, l'autorité nationale de régulation des médias, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication, a menacé les médias de poursuites judiciaires s'ils se conformaient aux injonctions du M23.

Il est arrivé plusieurs fois que des fonctionnaires ou des responsables de l'application des lois menacent publiquement des journalistes et des DDH d'arrestation ou pire encore. Le 21 janvier 2023, le roi Mswati d'Eswatini a [averti](#) les militants pro-démocratie du pays de « ne pas verser de larmes » si « des mercenaires les tuaient », quelques heures seulement avant que l'éminent avocat spécialisé en droits humains Thulani Maseko ne soit assassiné. Ce n'était pas la



Ouganda : des journalistes sont attaqués au siège du Forum for Democratic Change à Kampala, en Ouganda. Juillet 2023 (photo : Nile Post).



# USAGE EXCESSIF DE LA FORCE



## DANS AU MOINS 20 PAYS

### MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION

première fois que le roi Mswati lançait un avertissement sévère à l'encontre des dissidents. En Afrique du Sud, le Ministre des ressources minières et de l'énergie, Gwede Mantashe, a [utilisé](#) à plusieurs reprises des plateformes publiques pour attaquer et dénigrer les organisations de la société civile et les bailleurs de fonds qui les financent, la dernière fois lors d'une conférence sur le pétrole et le gaz. Mantashe a accusé les organisations de la société civile d'être des agents de la CIA avec de mauvaises intentions dont l'objectif est de bloquer les progrès en Afrique du Sud. Ce commentaire a été formulé à la suite d'un jugement de la Cour suprême qui a annulé la contestation judiciaire déposée par les organisations de la société civile devant les tribunaux pour empêcher l'organisation d'études sismiques sur les côtes de la société Shell au large de la Côte sauvage.

Des bureaux de médias et des domiciles de défenseurs des droits humains ont été cambriolés. Le 17 juillet 2023, des inconnus ont [volé](#) du matériel dans les bureaux du média Ethiopia Insider à Addis-Abeba, en Éthiopie. On soupçonne que les malfaiteurs ont délibérément dérobé du matériel afin de compromettre la capacité du média à

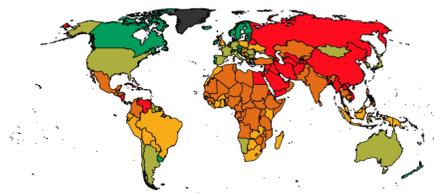
produire des reportages vidéo, un soupçon renforcé par les pressions considérables auxquelles le média était soumis par le passé en raison de ses reportages. Le 28 mars 2023, des intrus armés [se sont introduits](#) dans la maison du défenseur des droits humains (DDH) Dismas Kitenge, président de CSO Lotus Group, à Kisangani, en RDC. Les intrus ont fouillé la maison à la recherche de Kitenge, ont volé des objets de valeur et ont tiré dans un champ devant la maison, menaçant de revenir s'ils ne le retrouvaient pas. Il a également fait l'objet de menaces de mort et d'attaques anonymes après avoir accordé une interview aux médias le 25 mars 2023, dans laquelle il s'exprimait sur la mise en place d'un nouveau gouvernement.

## MANIFESTATIONS PERTURBÉES ET USAGE EXCESSIF DE LA FORCE

La troisième violation de l'espace civique la plus fréquente en Afrique subsaharienne était la perturbation des manifestations. Comme les années précédentes, de nombreuses manifestations ont eu lieu en Afrique sur un large éventail de sujets, notamment le coût élevé de la vie, l'absence de fourniture de services de base, les revendications pour un retour à un gouvernement civil et les élections. La perturbation des manifestations a été relevée dans au moins 22 pays, avec l'usage excessif de la force dans au moins 20 pays.

Dans plusieurs pays, dont le [Ghana](#) et le [Liberia](#), les gens ont manifesté contre la hausse du coût de la vie et les inégalités sociales. Au Kenya, plusieurs de ces manifestations ont été interrompues. Le 20 mars 2023, durant la première d'une série de manifestations de l'opposition hebdomadaires contre la flambée du coût de la vie et les élections présumées truquées d'août 2022, la police a [tiré](#) des gaz lacrymogènes et arrêté des dizaines de personnes, dont deux leaders de l'opposition. À Kisumu, la police a utilisé des balles réelles pour disperser des manifestants, tuant l'étudiant universitaire William Mayange. Le 30 avril 2023, le chef de la police régionale de Nairobi a [annoncé](#) l'interdiction de ces manifestations, tandis que le président William Ruto a également qualifié publiquement ces manifestations d'illégales.

En Guinée et au Soudan, deux pays dirigés par des juntes militaires, les manifestations en faveur de la démocratie ont été perturbées. Au Soudan, où des manifestations



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION



Des manifestants défilent lors d'une manifestation anti-gouvernementale dans la région de Sharoni, au nord de la capitale soudanaise, Khartoum. Mars 2023 (photo de l'AFP/ via Getty Images).

pro-démocratiques contre le [coup d'État militaire](#) se sont poursuivies jusqu'à ce que les combats entre les forces armées soudanaises (SAF) et les forces paramilitaires de soutien rapide (RSF) éclatent paramilitaires (RSF) ont éclaté en avril 2023, les forces de sécurité ont fait un usage excessif de la force et procédé à des arrestations pour disperser les manifestants forces. Le 14 mars 2023, la police a arrêté 11 manifestants pacifiques à Khartoum lors d'une manifestation contre le coup d'État et les a accusés d'avoir troublé l'ordre public en vertu de la loi pénale. Les 16 et 17 février 2023, l'armée a été [déployée](#) à Conakry, en Guinée, pour aider la police à réprimer des manifestants revendiquant le retour à un gouvernement civil. Les forces de sécurité ont utilisé des gaz lacrymogènes, des coups de feu ont été entendus et des affrontements ont eu lieu lors des manifestations, qui auraient fait au moins deux morts.

Des manifestations liées aux élections et à l'opposition ont également été perturbées par les forces de sécurité, souvent en recourant à une force excessive. À l'approche des élections présidentielles à Madagascar en novembre 2023, les forces de sécurité ont [utilisé](#) des gaz lacrymogènes pour disperser une manifestation de l'opposition contre ce qu'appelaient les manifestants un « coup d'État institutionnel », blessant plusieurs personnes, dont un candidat à la présidence. Auparavant, en mars 2023, le ministre de l'Intérieur avait annoncé l'interdiction des manifestations sur les places

publiques. Au Sénégal, depuis mars 2021, les forces de sécurité sont intervenues contre plusieurs manifestants de l'opposition qui dénonçaient les poursuites en cours contre Ousmane Sonko, candidat à l'élection présidentielle de février 2024. Des dizaines de personnes [ont été tuées](#) lors de manifestations et d'affrontements les 1er et 2 juin 2023 à Dakar et Ziguinchor, après que Sonko a été condamné par contumace pour « corruption de la jeunesse ». Pour tenter de réprimer les manifestations, les autorités sénégalaises [ont restreint](#) l'accès aux médias sociaux et à l'Internet mobile.

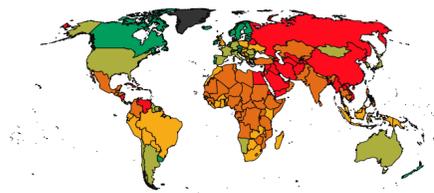
Dans l'est de la République démocratique du Congo, la population a continué à protester contre l'insécurité et les abus causés par le conflit armé et à réclamer le retrait de la MONUSCO (mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies), la force de maintien de la paix des Nations Unies, lors de manifestations souvent perturbées, y compris par des tirs à balles réelles. Le 30 août 2023, plus de 50 personnes ont [été tuées par balle](#) lors d'une manifestation à Goma, dans la province du Nord-Kivu, lorsque l'armée a été déployée pour disperser les manifestations interdites par les autorités locales. Le tribunal militaire du Nord-Kivu a condamné quatre officiers militaires pour ces tueries.

Des manifestations en faveur de l'environnement et des droits des femmes ont également été perturbées. Le 23 mai 2023, les forces armées du Lesotho ont [confisqué](#) de force des affiches lors d'une manifestation contre les effets néfastes du projet d'aménagement hydraulique des hautes terres du Lesotho (Lesotho Highlands Water Project), les manifestants s'inquiétant notamment des répercussions du projet sur la qualité de l'eau potable et sur la communauté. En Ouganda, les autorités ont [arrêté](#) 11 femmes législateurs alors qu'elles se rendaient au Ministère de l'intérieur pour protester contre les violations des droits des femmes.

## SUJETS D'INQUIÉTUDE

## RECU DE LA LIBERTÉ DES MÉDIAS EN AFRIQUE

Au cours de l'année écoulée, les atteintes à la liberté de la presse en Afrique ont augmenté, se traduisant notamment par l'arrestation de journalistes et les



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

poursuites, les actes d'intimidation, le harcèlement ainsi que les menaces à leur encontre, les mesures de censure telles que le blocage des médias, la censure des contenus en rapport avec la communauté LGBTQI+ et les manifestations, les agressions contre les journalistes et l'interruption de l'accès à Internet et aux médias sociaux. Plus de 50 % des violations de l'espace civique relevées par le CIVICUS Monitor en Afrique subsaharienne étaient des atteintes à la liberté d'expression.

Les violations de la liberté des médias dans les pays post-putsch, notamment au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Niger, ont fortement augmenté, les juntes militaires et leurs partisans ne tolérant pas les critiques et les dissidents pacifiques. Les diffusions des chaînes françaises Radio France Internationale et France 24 ont été suspendues pour une durée indéterminée au Burkina Faso, tandis que le signal de la chaîne du Niger a [été bloqué](#) après le coup d'État militaire de juillet 2023. Les deux chaînes avaient déjà été suspendues au [Mali](#) en 2022. Le 23 juin 2023, l'Autorité nationale de régulation des médias du Burkina Faso, le Conseil supérieur de la communication, a [suspendu](#) les activités de la chaîne française La Chaîne Info pour une période de trois mois, l'accusant de diffuser des « fausses informations » à la suite des déclarations dans une émission sur la violence meurtrière et les attentats dans le pays. Le 3 novembre 2022, l'Autorité nationale de régulation des médias du Mali [a suspendu](#) les activités de la chaîne de télévision Joliba TV News et sa page Facebook pour une période de deux mois en raison de « violations graves et répétées ». En Guinée, les autorités militaires de transition [ont eu recours](#) à la censure dans le contexte des manifestations contre la junte militaire, qui s'est traduite par des actes d'intimidation, la confiscation d'équipements médiatiques, des restrictions d'accès à Internet et aux médias sociaux, des menaces publiques de fermeture de médias et l'interruption et le brouillage des signaux de certaines stations de radio. Certains sites d'information ont également été rendus inaccessibles aux utilisateurs en Guinée. Au Niger, la célèbre blogueuse et journaliste Samira Sabou [a été arrêtée](#) et accusée de « produire et de diffuser des données susceptibles de troubler l'ordre public ». Des journalistes ont fait l'objet de menaces, d'intimidations, d'agressions physiques et de campagnes de diffamation [au Burkina Faso](#), [en Guinée](#), [au Mali](#) et au [Niger](#).

Dans plusieurs pays, les autorités nationales de régulation des médias ou, dans certains cas, les autorités locales ont suspendu les activités de médias, notamment [au Cameroun](#), [au Tchad](#), en [RDC](#), en [Éthiopie](#), [au Gabon](#), en [Guinée](#), [au Nigeria](#), au

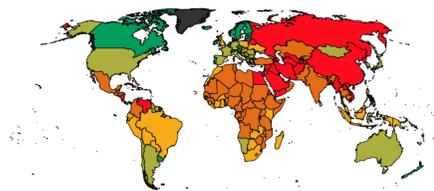
[Sénégal](#) et en [Sierra Leone](#). Au Nigeria, le 3 septembre 2023, des ingénieurs en télécommunications mandatés par les autorités locales de l'État de Rivers ont [démonté](#) le pylône de diffusion et démolit le complexe de diffusion de Radio Raypower FM et d'Africa Independent Television à Port Harcourt en raison d'un litige foncier, ce qui a entraîné la fermeture des médias. Au Sénégal, les activités de Walf TV ont [été suspendues](#) à deux reprises, en février et en juin 2023, pour avoir couvert des manifestations antigouvernementales, car la chaîne aurait « diffusé des images de violence montrant des mineurs, avec des propos subversifs et haineux qui sapent la stabilité de l'État ». Aux fins de censure, les autorités ont refusé l'accréditation à des correspondants étrangers ou les ont expulsés du pays, notamment [au Burkina Faso](#) et [au Gabon](#).

La sécurité des journalistes reste un problème dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Le CIVICUS Monitor a recensé preuves à l'appui des agressions physiques contre des journalistes dans au moins 18 pays. Au [Ghana](#), au [Nigeria](#) et en [RDC](#) les journalistes continuent d'être attaqués par des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, tels que des partisans de partis politiques et des groupes armés. Au [Cameroun](#), au [Lesotho](#) et au [Rwanda](#), des journalistes ont été tués ou sont morts dans des circonstances mystérieuses. Fait inquiétant au Kenya, susceptible d'avoir des répercussions sur la sécurité des journalistes : des officiers de police [se font passer pour](#) des journalistes lors de manifestations et dans les tribunaux, une tendance condamnée par le Conseil des médias du Kenya en juillet 2023. En Éthiopie, les journalistes couvrant des sujets en lien avec la communauté LGBTQI+ [font l'objet](#) d'intimidations, d'ingérences dans leur vie privée et de menaces de torture. Un journaliste anonyme a [expliqué](#) que tout type de reportage sur les droits humains peut amener les journalistes à être associés à la communauté LGBTQI+, et à s'auto-censurer.

Comme les années précédentes, les autorités ont imposé des restrictions sur Internet, notamment lors de manifestations antigouvernementales ou dans le cadre d'élections, comme en [Guinée](#), au [Gabon](#), au [Sénégal](#) et en [Tanzanie](#).



# AMÉRIQUE



## SYNTHÈSE DES CLASSEMENTS

Les conditions de l'espace civique en Amérique du Nord et du Sud continuent de se dégrader. En 2023, le Venezuela a rejoint Cuba et le Nicaragua dans la liste des pays dont l'espace civique est considéré comme fermé et risque de subir de graves conséquences si elle exprime des opinions divergentes et où règne un climat d'impunité.

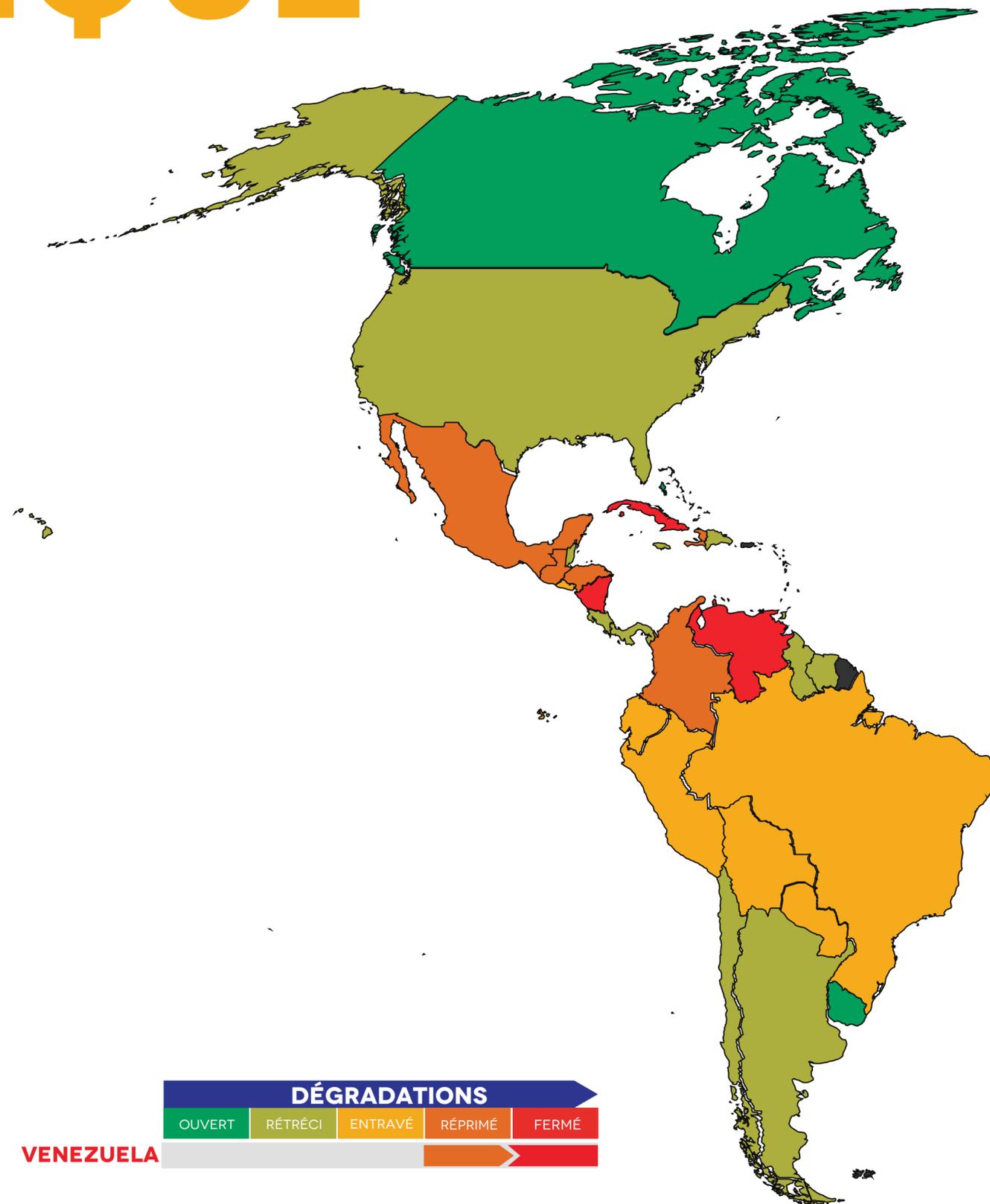
Sur les 35 pays en Amérique, les trois pays précédemment cités ont un espace civique considéré comme fermé, cinq ont un espace civique considéré comme réprimé et six ont un espace civique considéré comme entravé. Treize pays d'Amérique du Nord et du Sud ont un espace civique considéré comme rétréci et huit pays ont un espace civique ouvert.

Au cours de l'année écoulée, de nombreux États ont renforcé leur contrôle sur l'espace civique en prenant des mesures punitives à l'encontre des défenseurs des droits humains (DDH) et des journalistes, ce qui a entraîné un recul considérable des libertés civiles, qui constituent le fondement des valeurs démocratiques. La consolidation de gouvernements autoritaires comme ceux de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela est un excellent exemple de cette tendance. Jusqu'en 2021, seul l'espace civique de Cuba avait été évalué comme fermé en Amérique du Nord et du Sud.

En 2021, le Nicaragua a également été classé dans cette catégorie, à la suite d'une répression sévère de la société civile depuis 2018.

Bien que l'espace civique du Venezuela ait été classé dans la catégorie « réprimé » au cours des dernières années, les effets cumulés des mesures répressives et des représailles systématiques contre les défenseurs des droits humains et les dissidents ont finalement conduit au recul du classement du pays dans la catégorie « fermé ». Dans la pratique, ces mesures ont suspendu les libertés civiles fondamentales et placé la société civile dans un état de vulnérabilité précaire.

Plusieurs mécanismes de censure s'inscrivent dans une stratégie de persécution des



MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

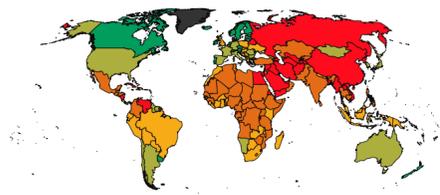
ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION



Venezuela : exemplaire de la dernière édition imprimée du journal El Nacional sur lequel on peut lire : « El Nacional est un guerrier et continuera à se battre ». (Photo : Federico Parra/AFP).

militants et de limitation des propos critiques à l'égard du gouvernement. Par exemple, en mai 2023, un programme de radio a [décidé](#) d'interrompre sa diffusion en raison de pressions après avoir fait état d'un scandale impliquant le directeur de la compagnie pétrolière nationale vénézuélienne PDVSA Gas Comunal à Barinas.

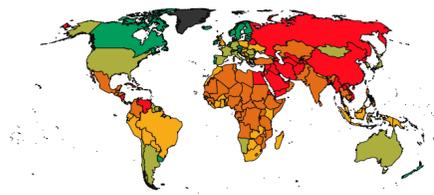
L'incertitude réglementaire concernant les médias est un mécanisme de contrôle qui a [conduit](#) à la fermeture de 81 stations de radio au Venezuela en 2022 et d'au moins cinq stations au cours du premier semestre 2023. Avec ce chiffre, l'année 2022 est la période qui a connu le plus grand nombre de fermeture de stations au cours des deux dernières décennies. En outre, au cours des neuf dernières années, plus de 60 journaux vénézuéliens ont cessé de paraître pour une durée indéterminée parce qu'ils sont contrôlés par le gouvernement, n'ont pas de ressources financières ou ne sont pas en mesure d'acheter suffisamment de papier pour imprimer leurs numéros. Des chaînes de télévision ont été [contraintes](#) à l'autocensure ou à la fermeture, et 10 chaînes étrangères ont été expulsées du pays.

Le droit à la liberté d'association est également en danger au Venezuela. En janvier 2023, l'Assemblée nationale a [approuvé](#) en première lecture un projet de « loi sur les ONG » qui pourrait contrôler, restreindre et éventuellement incriminer et fermer les OSC actives dans le pays. Des lois similaires ont déjà été appliquées dans d'autres pays, comme le Nicaragua, pour fermer des centaines d'OSC et arrêter des leaders de

l'opposition, des journalistes et des DDH.

En mars 2023, l'Assemblée nationale vénézuélienne a [adopté](#) en première lecture le projet de loi sur la coopération internationale. Tout comme le projet de « loi sur les ONG », cette loi, initialement présentée en mai 2022, a suscité des inquiétudes en raison des restrictions arbitraires qu'elle impose aux activités des organismes de la société civile. En conséquence, ces projets de loi sont extrêmement restrictifs et pourraient conduire à la suspension et à la dissolution arbitraires d'organisations de la société civile.

La situation juridique des organisations de la société civile (OSC) au Venezuela est déjà précaire. [Selon](#) certains rapports, 28,3 pour cent des OSC actives dans le pays ne sont pas en mesure d'obtenir un statut juridique. Entre-temps, près de 55 pour cent des organisations immatriculées ont signalé qu'elles rencontraient des obstacles lorsqu'elles souhaitaient remplacer leur conseil d'administration ou procéder à des changements administratifs similaires. Plus récemment, le 4 août 2023, la Cour suprême a ordonné l'intervention du Comité national de la Croix-Rouge vénézuélienne. Par mesure de précaution, une commission ad hoc de restructuration a été mise en place avec l'autorité pour gérer les actifs de l'organisation et convoquer des élections internes.



## MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION

# RESTRICTIONS EN MATIÈRE D'ESPACE CIVIQUE

En Amérique du Nord et du Sud, les actes d'intimidation, les attaques contre les journalistes, le harcèlement, les assassinats de DDH et la perturbation des manifestations ont été les violations les plus fréquemment relevées au cours de la période considérée.

## 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES EN AMÉRIQUE



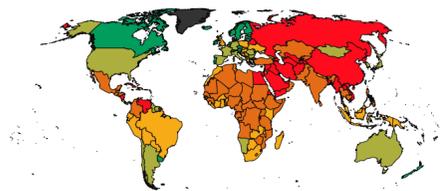
El Salvador : le président Nayib Bukele. Octobre 2023 (photo : Reuters/José Cabezas).

## INTIMIDATION ET HARCÈLEMENT DE JOURNALISTES ET DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

L'année dernière, les actes d'intimidation et le harcèlement ont été deux des violations les plus répandues de l'espace civique, constatées dans au moins 24 pays d'Amérique. Les tactiques d'intimidation instillent la peur et peuvent servir de moyen pour dissuader les journalistes et les défenseurs des droits humains de persévérer leur travail. Le harcèlement poursuit la même stratégie et le même objectif, mais se caractérise par le fait que les organisations de la société civile et les médias sont pris pour cible de manière répétée. Ces pratiques sont souvent liées entre elles et comprennent un large éventail de tactiques telles que des menaces, des campagnes de diffamation et des convocations répétées de la police.

Face aux pratiques répressives et intimidantes, une tendance inquiétante se dessine en Amérique : les DDH et les journalistes sont souvent traités comme des opposants à l'État, alors qu'ils ont droit à un certain niveau de protection juridique. L'affaiblissement des institutions démocratiques ne fait qu'aggraver ces violations de l'espace civique, tout comme l'érosion de l'indépendance du pouvoir judiciaire et le niveau élevé d'impunité dans les cas de violations des droits humains.

Au Salvador, par exemple, les médias indépendants [continuent](#) de faire l'objet de nombreuses intimidations. En octobre 2022, au moins 12 collaborateurs de Radio Suchitlán, une station de radio communale, ont [fait état](#) d'intimidations et de surveillance de la part de personnalités politiques locales. Des inconnus se sont



# AGRESIONS CONTRE DES JOURNALISTES

## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION



# DANS AU MOINS 15 PAYS

renseignés sur le lieu de résidence et les horaires de travail de ces collaborateurs, pour la plupart jeunes et bénévoles. Ces dernières années, le président Nayib Bukele, élu en 2019, a activement promu une répression impitoyable des gangs criminels, décrété l'état d'urgence et suspendu les droits fondamentaux. Cette situation a entraîné d'importantes restrictions du travail des journalistes.

À Cuba, les autorités ont eu recours à des tactiques de harcèlement et de surveillance pour empêcher les DDH d'exprimer leurs préoccupations concernant la situation des droits humains dans le pays. Cela a été particulièrement le cas lors du sommet G77+Chine, qui a lieu à Cuba et au cours duquel au moins 134 actes de répression ont été relevés, y compris une surveillance policière qui, bien souvent, commençait un jour avant l'événement.

Les journalistes ont souvent été menacés en couvrant des crimes et des affaires de corruption. Au Mexique, plusieurs journalistes de Sinaloa ont déclaré être menacés, que leurs voitures et leur matériel de travail avaient été volés ou endommagés et qu'ils avaient été contraints de fuir lors d'une série d'attaques violentes dans la

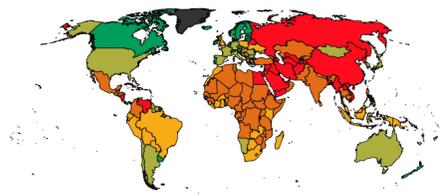
région. Au Venezuela, la journaliste d'investigation Ronna Rísquez et les membres de sa famille ont été menacés après la publication de son nouveau livre sur le gang criminel « Tren de Aragua ». Le livre de Rísquez, publié début 2023, décrit l'ascension rapide de ce groupe criminel impliqué dans l'extorsion, le meurtre, le trafic de drogue et le trafic d'êtres humains.

Les organisations de femmes sont souvent particulièrement concernées par le harcèlement. De mars à août 2023, l'organisation Red Thread Women's Organization en Guyane a reçu plusieurs courriels de menace pour s'être élevée contre des clauses importantes dans les contrats pétroliers du pays avec ExxonMobil. Le groupe a également activement demandé la démission du Ministre du gouvernement local et du développement régional, Nigel Dharamlall, accusé d'avoir violé une jeune fille autochtone de 16 ans. En novembre 2022, des policiers nicaraguayens et des employés de la fonction publique ont harcelé quatre défenseurs des droits des femmes et des dirigeants locaux pendant les élections municipales, qui se sont déroulées sans véritable opposition.

Les convocations de la police pour des interrogatoires, les menaces d'arrestation et de persécution et les campagnes de diffamation ne sont que quelques-unes des tactiques utilisées pour intimider les journalistes et les défenseurs des droits humains. En janvier 2023, des agents de la police d'investigation vénézuélienne ont emmené le rédacteur en chef du journal El Nacional, José Gregorio Meza, et la directrice des ressources humaines, Virginia Nuñez, au bureau du procureur général



Pérou : une manifestante crie lors d'une manifestation contre le Gouvernement de la présidente péruvienne Dina Boluarte à Lima, à côté de la police anti-émeute. Mars 2023. (Photo : Ernesto BENAVIDES / AFP via Getty Images).



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

pour les interroger. Ils faisaient l'objet d'une enquête pour des délits fondés sur la « loi anti-haine », qui a souvent utilisée pour incriminer les dissidents.

En mai 2023, au Venezuela, Oscar Costero et Santiago de Viana, tous deux éditeurs pour Wikipedia, ont été [arrêtés](#) et interrogés par la police alors qu'ils tentaient de renouveler leurs passeports. Pour la première fois, la police a informé Costero qu'une enquête avait été ouverte à son encontre. Les autorités vénézuéliennes ont fréquemment [utilisé](#) des mesures administratives, législatives et judiciaires comme pratiques répressives.

## ATTAQUES À L'ENCONTRE DE JOURNALISTES

Le droit des journalistes à travailler en toute sécurité et sans crainte est l'un des piliers de la liberté d'expression. Pourtant, ils sont souvent menacés et agressés physiquement et verbalement, et la plupart de ces faits restent impunis. Depuis 2018, les attaques contre les journalistes figurent à plusieurs reprises en tête de liste des violations en matière d'espace civique en Amérique, ce qui révèle la persistance d'un environnement hostile pour les médias et les risques personnels importants encourus par les journalistes dans l'exercice de leur travail essentiel. Le CIVICUS Monitor a recensé preuves à l'appui des attaques physiques contre des journalistes dans au moins 15 pays en Amérique.

Des forces étatiques et non étatiques ont attaqué des journalistes et des personnes



Équateur : les partisans du journaliste et candidat à la présidence Fernando Villavicencio, assassiné, lui rendent hommage lors d'une cérémonie organisée par le parti Movimiento Construye et des amis au parc des expositions de Quito. 11 août 2023 (photo : Rodrigo Buendia/AFP).

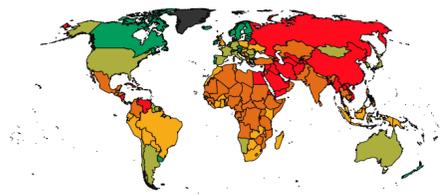
qui couvraient les manifestations. En février 2023, en Argentine, la police de Buenos Aires a violemment [réprimé](#) des journalistes qui couvraient des manifestations contre les coupures de courant dans le quartier de Villa Lugano. Au Suriname, des professionnels des médias ont été [blessés](#) et leur matériel détruit ou volé alors qu'ils manifestaient à Paramaribo contre les mesures d'austérité, notamment la suppression de subventions, dans un contexte de forte inflation. Aux États-Unis, la police a [utilisé un spray au poivre](#) contre un journaliste qui couvrait une manifestation réclamant justice pour le meurtre de Tyre Nichols par la police et l'arrestation de Hamail Waddell.

Depuis décembre 2022, des journalistes et des professionnels des médias ont [fait état](#) d'au moins 94 agressions lors des manifestations anti-gouvernement [généralisées](#) au Pérou, principalement perpétrées par des forces de police et militaires.

Plusieurs cas d'agressions verbales et physiques de journalistes par des fonctionnaires ont été recensés au Brésil. En janvier 2023, par exemple, le maire de Pelotas dans le Rio Grande do Sul a [commencé](#) un discours par une agression verbale contre la journaliste Rafaela Rosa du Diário Popular. Cette agression a été motivée par un rapport publié le même jour, qui décrivait des plans visant à créer et à modifier des postes et des règles au sein du pouvoir législatif. Un mois plus tard, l'un des secrétaires et des agents de sécurité de la mairie ont [agressé](#) physiquement Sara York, une chroniqueuse du site web 247, alors qu'elle essayait de photographier le carnaval de la ville. Sara York, une femme transgenre malvoyante, a été expulsée de l'hôtel de ville alors qu'elle avait l'autorisation de s'y rendre.

Ce sont surtout les femmes qui ont été menacées d'agressions physiques et sexuelles. Au Mexique, la police a [arrêté illégalement et agressé](#) Natalie Hoyos López, journaliste d'Enlace Noticias, et Michelle Hoyos López, photojournaliste, après qu'elles ont couvert un événement sur les droits des femmes. Toutes deux ont déclaré que la police les avait agressées sexuellement et ne les avait relâchées qu'après qu'elles eurent toutes deux payé une amende.

Dans certains pays comme la [Bolivie](#), le [Brésil](#), [Haïti](#), le [Mexique](#) et [Saint-Vincent-et-les-Grenadines](#), et les agressions et les coups de feu sont monnaie courante. En Haïti, l'insécurité et la violence ont continué de dégrader la vie quotidienne des



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

travailleurs de la presse, dont certains déclarent avoir été attaqués non seulement par des gangs criminels, mais aussi par les forces de sécurité haïtiennes.

Outre de nombreux faits violents, parmi lesquels des coups de feu, des menaces de mort et des attaques contre des maisons de journalistes, [on observe](#) en Équateur un environnement de plus en plus hostile aux médias. En décembre 2022, deux personnes à moto ont tiré des coups de feu sur la maison d'Andrés Solórzano, propriétaire de Radio Sono Onda à Portoviejo, dans la province de Manabí. Il avait reçu des menaces au cours des mois précédant cette attaque. En mars 2023, Lenin Artieda, journaliste d'Ecuavisa, a été légèrement blessé après l'explosion d'un appareil alors qu'il insérait des clés USB contenant des lettres de menaces, qui avaient été envoyées à cinq médias à Guayaquil et à Quito. L'escalade de la situation a [atteint](#) son paroxysme avec l'assassinat tragique du journaliste et candidat à la présidence Fernando Villavicencio lors d'un meeting électoral en août 2023.

Lors de moments critiques sur le plan de la démocratie, tels que les élections, les journalistes sont souvent menacés par des forces gouvernementales et non gouvernementales afin d'essayer de les empêcher d'enquêter sur des faits, ce qui limite la capacité des médias indépendants à couvrir des élections et compromet le droit des électeurs à accéder à l'information. Les récentes élections au Guatemala en sont un exemple : deux journalistes d'une chaîne de télévision ont été menacés



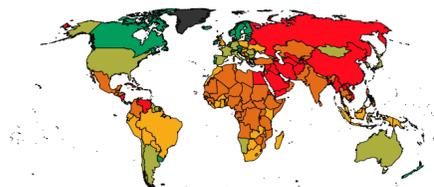
de coups de feu alors qu'ils couvraient la campagne. Au cours de toute la période de campagne au Guatemala, au moins 96 faits de violence ont été signalés, dont la plupart étaient liés à des restrictions de l'information publique.

## TENDANCE INQUIÉTANTE : MULTIPLICATION DES ASSASSINATS DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Les assassinats de DDH restent une question préoccupante en Amérique, car les DDH travaillent dans un environnement hostile, marqué par la stigmatisation, les menaces, le harcèlement et les agressions physiques. Bien que la Colombie et le Honduras représentent les cas les plus extrêmes, ils ne sont pas isolés. Depuis la dernière publication, le CIVICUS Monitor a également enregistré des cas d'homicides de DDH dans au moins cinq autres pays, à savoir le [Brésil](#), l'[Équateur](#), le [Mexique](#), le [Paraguay](#) et le [Pérou](#).

Les défenseurs des peuples autochtones, des terres et de l'environnement sont exposés à de graves risques, car ils supportent l'essentiel des effets négatifs de l'exploitation des ressources dans leurs territoires et manquent d'une protection juridique efficace pour défendre leurs droits. Ainsi, la Colombie est l'un des pays où les DDH sont le plus souvent assassinés, le département du Cauca étant l'une des régions les plus [touchées](#), avec plus de 22 cas d'homicides enregistrés entre janvier et août 2023. Au cours des quatre premiers mois de l'année 2023, soixante-huit militants pour des causes sociales et 14 signataires de l'accord de paix ont été [assassinés](#). Parmi les victimes figuraient des leaders autochtones, des militants LGBTQI+, des militants politiques et des syndicalistes.

Les assassinats de DDH signalés peuvent être directement liés à leur genre et à leur lutte contre la discrimination systémique. Ainsi, en Colombie, citons comme exemples les agressions mortelles dont ont été [victimes](#) Lenis Yaneth Salazar Vera, membre du conseil municipal, et de Dania Sharith Polo, défenseuse des droits humains LGBTQI+.



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

Au Honduras, ceux qui [agissent](#) dans les domaines des conflits fonciers, environnementaux et agricoles restent fortement menacés par la violence, en particulier les peuples autochtones et les communautés garífuna (afrodescendants). Le 28 mai 2023, Martín Morales, défenseur des droits à la terre et membre de l'Organisation fraternelle noire du Honduras (Organización Fraternal Negra Hondureña), a été retrouvé [mort](#) dans le fleuve Gama. Sa famille avait signalé sa disparition la veille. C'était la deuxième fois cette année qu'un défenseur des droits à la terre de la communauté de Triunfo de la Cruz avait été retrouvé mort dans le fleuve Gama.

Au Mexique, l'assassinat ciblé de mères à la recherche de leurs proches disparus peut être associé à certains facteurs, notamment le crime organisé, l'extorsion, la traite des êtres humains, les réseaux d'enlèvement et la corruption. Ce lien souligne la complexité et la multiplicité des défis auxquels sont confrontés ceux qui cherchent à obtenir justice. Le [meurtre](#) en novembre 2022 de la DDH María Carmela Vázquez Ramírez à Abasolo dans l'État du Guanajuato en est un exemple. Elle était membre du Collectif des personnes disparues à Pénjamo et recherchait son fils, disparu en juin 2022.

## SUJETS D'INQUIÉTUDE

### LA DÉMOCRATIE GUATÉMALTÈQUE EN DANGER

Pendant les élections générales de 2023, la démocratie au Guatemala a été soumise à des pressions constantes et intenses dont l'objectif était de compromettre sa stabilité. Des procédures judiciaires en cours et soutenues, lancées en juin 2023, qui tentaient de saper les résultats officiels et de suspendre la personnalité juridique du parti politique Movimiento Semilla (« mouvement des semences »), ont [suscité](#) des inquiétudes. En outre, les autorités électorales et les partisans du Movimiento Semilla ont [subi](#) des intimidations et ont été incriminés. Des organisations de la société civile ont également fait état de graves restrictions du droit de réunion pacifique pour les manifestants qui réclament que le processus électoral se déroule en bonne et due forme.

La situation actuelle dans le pays s'est encore aggravée en raison d'une [augmentation alarmante](#) du nombre d'attaques contre les DDH, les journalistes et les professionnels des médias. Parmi ces attaques figurent des cas d'intimidation, de stigmatisation, d'incrimination, de détention arbitraire et de diffamation ; dont certains reposent sur un schéma de discrimination fondée sur le genre et la race.

Au cours des trois dernières années, le Gouvernement du Président Alejandro Giammattei et ses alliés ont [anéanti](#) les efforts de lutte contre la corruption et ont engagé des poursuites de façon abusive, notamment contre ceux qui dénonçaient les abus de pouvoir et la corruption. Dans ce contexte, le niveau élevé d'ingérence des élites politiques et économiques, notamment dans le système judiciaire, ne fait qu'empirer la situation.

En 2022, le classement du Guatemala par le CIVICUS Monitor a considérablement changé. Le pays a d'abord été [ajouté](#) à la liste de surveillance du CIVICUS Monitor (qui met en lumière des pays où les libertés civiles reculent), puis a subi un [recul](#) de son classement, passant de la catégorie « entravé » à la catégorie « réprimé ». Ce changement a été provoqué par des incriminations fréquentes du personnel judiciaire, des défenseurs des droits humains et des journalistes, qui représentent une tendance claire et inquiétante dans l'érosion de l'espace civique par l'institutionnalisation de la violence contre la société civile.

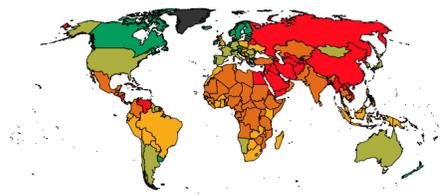


Guatemala : des policiers anti-émeute montent la garde pendant que des manifestants bloquent une rue pour réclamer la démission des procureurs généraux Consuelo Porras et Rafael Curruchiche à Guatemala City. Octobre 2023 (photo : JOHAN ORDONEZ/AFP via Getty Images).



# ASIE-PACIFIQUE

## SYNTHÈSE DES CLASSEMENTS



### MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

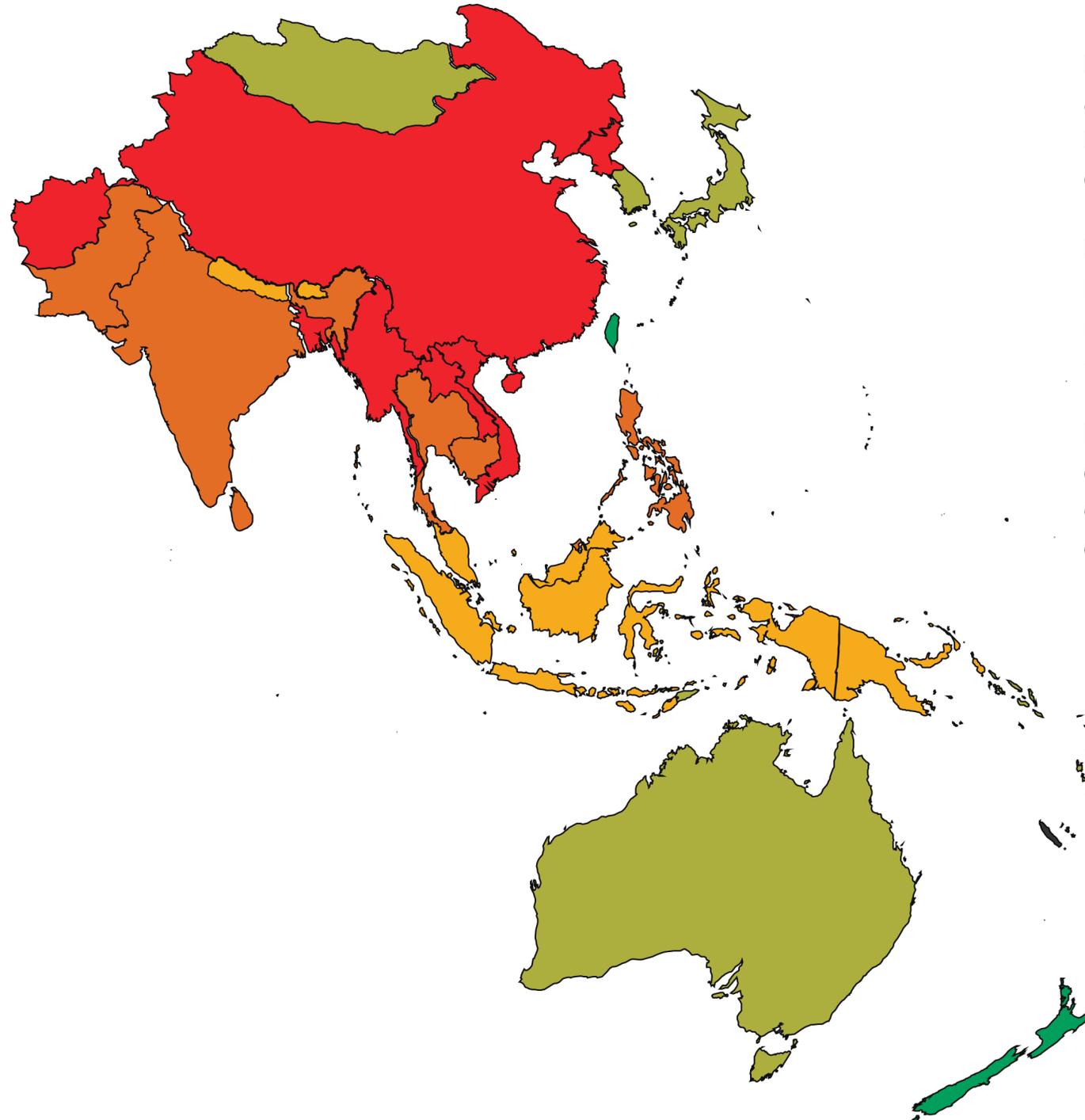
### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

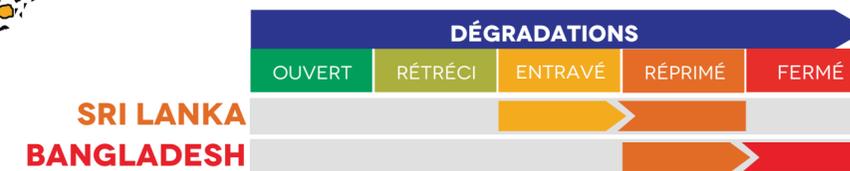
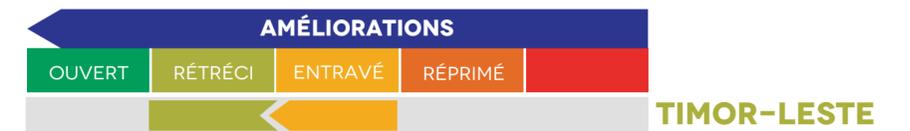
### CLASSEMENTS PAR RÉGION

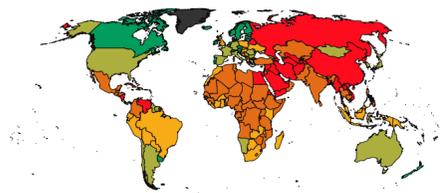


Fait inquiétant, en Asie, le nombre de pays classés dans la catégorie « fermé » a augmenté, passant de sept à huit. L'Afghanistan, la Chine, la Corée du Nord, Hong Kong, le Laos, le Myanmar et le Vietnam restent dans cette catégorie et le Bangladesh en fait désormais également parti.

Huit pays sont désormais classés dans la catégorie « réprimé », à savoir le Brunéi, le Cambodge, l'Inde, le Pakistan, les Philippines, Singapour, le Sri Lanka (dernier pays à y avoir été ajouté) et la Thaïlande . Cinq pays sont passés dans la catégorie « entravé », à savoir le Bhoutan, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives et le Népal.

L'espace civique au Japon, en Mongolie et en Corée du Sud sont classés dans la catégorie « rétréci », et le Timor-Leste a amélioré son classement et fait également désormais partie de cette catégorie, tandis que Taïwan reste le seul pays classé comme « ouvert ».





## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION



Bangladesh : la police utilise des gaz lacrymogènes lors de manifestations étudiantes. (Photo : Mohammad Ponir Hossain/ REUTERS).

Dans le Pacifique, la situation de l'espace civique est meilleure : sept pays sont classés comme « ouverts » et quatre comme « rétrécis », dont l'Australie, les îles Salomon, Tonga et Vanuatu. Les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Nauru restent dans la catégorie « entravé ».

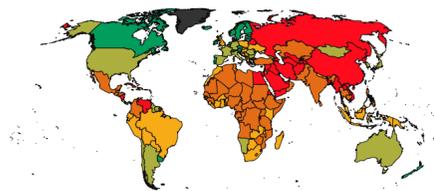
Le Bangladesh a vu son classement reculer, passant dans la catégorie « fermé », en raison de l'augmentation de la répression contre l'opposition, les militants, les journalistes et les dissidents à l'approche des élections législatives prévues pour janvier 2024. Depuis le début de l'année 2023, les autorités ont [intensifié](#) leur répression à l'encontre des opposants, en engageant des poursuites à leur encontre sur des accusations forgées de toutes pièces et en réprimant brutalement leurs manifestations. Le Gouvernement a également intensifié ses attaques contre les DDH par le biais d'un harcèlement judiciaire et de campagnes de diffamation, comme c'est le cas de l'OSC spécialisée en droits humains Odhikar. Les autorités ont également [cherché de plus en plus à réduire les médias au silence](#) par la censure et le harcèlement judiciaire des journalistes. Les médias critiques ont été fermés et attaqués, et les journalistes et leurs familles ont été pris pour cible. La [loi draconienne sur la sécurité numérique](#) (*Digital Security Act*), qui a été utilisée pour incriminer

des milliers de critiques en ligne, a été remplacée par la loi sur la cybersécurité (Cyber Security Act), qui maintient la plupart des infractions dans la catégorie des infractions pouvant être réprimées. Le gouvernement continue d'utiliser la loi sur la réglementation des dons étrangers (activités volontaires) et le Bureau des affaires des ONG (NGO Affairs Bureau), qui dépend du bureau du Premier ministre, pour restreindre et harceler les OSC. La [disparition forcée](#) de personnes est utilisée comme moyen de répression des opinions divergentes.

Au Sri Lanka, au cours de l'année précédente, les autorités ont [harcelé](#) certains DDH, des leaders de la contestation et des militants sur les médias sociaux, les convoquant pour les [interroger](#) ou les poursuivre en justice, tandis que d'autres ont été surveillés, intimidés et menacés. Des journalistes [ont fait l'objet de](#) harcèlement judiciaire ou de restrictions à l'exercice de leur travail et ont été agressés lors de

Sri Lanka : La police continue d'arrêter des militants et des manifestants. Octobre 2023 (Photo par Dinuka Liy/Reuters)





## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

manifestations. Des violences excessives ont été signalées, notamment l'utilisation de gaz lacrymogènes par la police en réaction à plusieurs manifestations, notamment d'[étudiants](#), ainsi que des actes d'intimidation contre des personnes issues de la minorité tamoule qui demandent justice pour des crimes passés dans les provinces du Nord et de l'Est et des restrictions lors de leurs manifestations. La loi n° 56 de 2007 relative à la Convention internationale sur les droits civils et politiques ([International Convention on Civil and Political Rights \(ICCPR\) Act No. 56 of 2007](#)) est utilisée pour enfreindre la liberté d'expression, tandis que la loi sur la prévention du terrorisme ([Prevention of Terrorism Act, PTA](#)) est utilisée pour persécuter et harceler les militants, les journalistes, les leaders de protestation et les minorités. Une version révisée de la loi antiterroriste continue de représenter une menace pour les droits, tandis qu'une loi sur la sécurité en ligne (Online safety Bill) pourrait être utilisée pour restreindre davantage l'expression en ligne.

Quelques progrès ont été enregistrés en Asie-Pacifique, le Timor-Leste passant de la catégorie « entravé » à « rétréci ». Les libertés fondamentales [ont dans l'ensemble été respectées](#) par les autorités timoraises et le Gouvernement a créé un environnement favorable aux DDH. Les journalistes peuvent, pour la plupart, couvrir librement l'actualité, bien que certains d'entre eux aient été [harcelés par la police](#). Le pays est [classé](#) 10e dans le classement de la liberté de la presse publié en mai 2023 par l'organisation internationale d'observation des médias Reporters sans frontières (RSF). La liberté de se rassembler pacifiquement est respectée dans la pratique, bien que la loi impose certaines [restrictions injustifiées](#) aux manifestations.

## RESTRICTIONS EN MATIÈRE D'ESPACE CIVIQUE

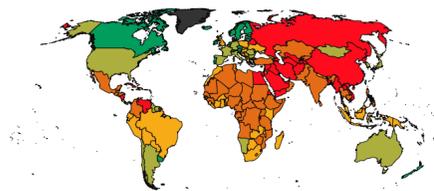
La principale violation de l'espace civique relevée dans la région Asie-Pacifique est le recours à l'intimidation pour empêcher les militants de s'exprimer et les journalistes de révéler les violations. Une autre tendance répandue dans la région est la censure, utilisée pour empêcher toute critique du pouvoir en place ou pour priver les gens de la possibilité d'obtenir et de partager des informations. Dans de nombreux pays, des manifestants ont été emprisonnés et des militants des droits humains ont été poursuivis en justice en vertu d'une série de lois restrictives.

## 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES EN ASIE PACIFIQUE



## INTIMIDATION DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS ET DE JOURNALISTES

Le recours à l'intimidation comme tactique pour réduire au silence les DDH et les journalistes a été relevé dans au moins 22 pays en Asie-Pacifique. Les méthodes utilisées comprenaient la surveillance des militants et des groupes de la société civile, des perquisitions de domiciles et de bureaux des militants et des journalistes, des diffamations et des menaces contre leur vie et leur sécurité.



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

En Afghanistan, les Taliban effectuent régulièrement des perquisitions des domiciles des défenseuses des droits humains, notamment lorsqu'elles participent à des manifestations. Ils les interrogent souvent pour faire pression sur elles afin qu'elles révèlent des informations ou [signent des documents](#) dans lesquels elles s'engagent à ne pas parler aux médias ou à ne pas participer à d'autres [protestations](#) avant d'être libérées. En [Inde](#), des militants ont fait l'objet d'actes d'intimidation par la National Investigating Agency et souvent accusés de représenter un [risque pour la sécurité](#), tandis que d'autres ont été [enlevés](#) et [attaqués](#). Des médias comme la [BBC](#) et [NewsClick](#) ont subi des perquisitions en raison de leurs reportages critiques, tandis que les militants et les journalistes du Cachemire administré par l'Inde ont été de plus en plus [ciblés](#).

Au Bangladesh, des [journalistes](#) ont été pris pour cible et les autorités ont également harcelé les [familles de journalistes](#) en exil et ceux qui demandent justice pour les [disparitions forcées](#). Les militants et les personnes participant à des initiatives de commémoration en rapport avec l'ancienne guerre civile au Sri Lanka font souvent l'objet d'une surveillance, d'actes d'[intimidation et de harcèlement](#) de la part des services de renseignement, de l'armée et de la police. Des rapports ont également fait état d'actes d'intimidations à l'encontre de [journalistes](#) ainsi que de [manifestants](#) réclamant justice pour des crimes passés dans les provinces du nord et de l'est. Au [Népal](#), des rapports ont régulièrement fait état de harcèlement, de menaces et d'[agressions physiques](#) contre des journalistes de la part de sources gouvernementales et non gouvernementales.



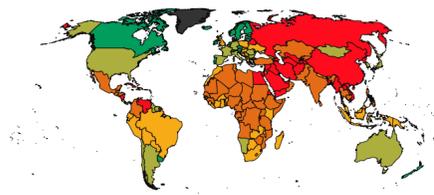
Cambodge : des partisans du parti Candlelight scandent des slogans depuis un véhicule lors d'un rassemblement au dernier jour de la campagne électorale pour les élections municipales à Phnom Penh. Juin 2022 (photo : TANG CHHIN Sothy / AFP).

Les journalistes continuent de faire l'objet de [harcèlement et de menaces](#) en Indonésie, en particulier dans la province de [Papua](#), tandis que des militants ont été réprimés alors qu'ils organisaient des événements de la société civile dans le cadre des sommets du [G20](#) et de l'Association des nations du Sud-est asiatique ([ASEAN](#)). En juillet 2023, des groupes de la société civile ont [annulé](#) une réunion régionale de militants LGBTQI+ en Indonésie en réaction au harcèlement et aux menaces de mort de conservateurs musulmans.

En Malaisie, des manifestants sont souvent emmenés pour être [interrogés](#), tandis qu'une défenseure des droits humains a trouvé un [engin explosif improvisé](#) sous sa voiture. Au [Cambodge](#), les OSC ont été [menacées](#) de fermeture à plusieurs reprises, tandis que des attaques physiques ont été menées contre l'[opposition politique](#) et les [critiques](#). Aux Philippines, les DDH, en particulier les militants pour la cause autochtone, sont toujours [stigmatisés](#) et [considérés](#) comme des communistes, ce qui les expose à un risque élevé d'agression. Des rapports ont également fait état de la surveillance par l'État de groupes progressistes tels qu'[Anakbayan](#) et [Gabriela](#), ainsi que de cas d'[enlèvements](#) de travailleurs humanitaires, de défenseurs des droits du travail, de militants pour la cause [autochtone](#) et de [militants environnementaux](#).

En juillet 2023, les autorités de Hong Kong ont annoncé que huit militants pro-démocratie en exil seraient [poursuivis à vie](#) pour des atteintes présumées à la sécurité nationale et ont fixé des primes pour leur arrestation. Des policiers de l'Agence de sécurité nationale ont également harcelé et interrogé des membres de leur famille à Hong Kong. Des [syndicalistes](#) sud-coréens ont fait l'objet de dénigrement, de harcèlement et d'agressions.

Dans le Pacifique, des journalistes ont fait l'objet d'actes d'intimidation pendant qu'ils travaillaient. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, au moins deux journalistes de The National et du Post Courier ont été [harcelés et menacés](#) par des partisans d'un ancien député alors qu'ils couvraient une affaire judiciaire dans laquelle il était impliqué. En mai 2023, une journaliste du Samoa Observer a été [convoquée](#) par un ministre mécontent de la manière dont elle avait rendu compte d'une affaire et a été menacée d'emprisonnement si elle refusait de révéler ses sources.



## CENSURE DE VOIX CRITIQUES

L'utilisation de la censure par les gouvernements, relevée dans au moins 21 pays, est un autre problème central de l'espace civique en Asie-Pacifique. Au cours de l'année, les autorités ont utilisé leurs pouvoirs pour restreindre l'accès aux informations critiques à l'égard de l'État en bloquant des émissions de télévision et des portails d'information, en supprimant des messages sur les médias sociaux, en ordonnant aux médias de supprimer des informations, en interdisant des publications et en ciblant des journalistes et des agences de presse.

La Chine, qui dispose d'un régime de censure étendu, utilisé la censure pour [empêcher les gens](#) de voir des scènes de protestation dans plusieurs villes chinoises fin 2022. Les vidéos et les articles sur les manifestations dans les médias sociaux ont été supprimés par le vaste appareil de censure en ligne du parti au pouvoir et les mots faisant référence aux manifestations ont été censurés. En juin 2023, à l'approche de l'anniversaire du [massacre de la place Tiananmen](#), les censeurs ont nettoyé Internet de tous les mots et symboles qui pourraient faire référence au massacre. Le régime [nord-coréen](#) continue de [bloquer l'accès aux médias étrangers](#) dans le pays, en particulier ceux en provenance de Corée du Sud. Les peines encourues pour l'accès à de tels médias ou leur diffusion vont de l'emprisonnement aux travaux forcés et aux exécutions.

En Malaisie, les [efforts de censure](#) se sont intensifiés sous le gouvernement du Premier Ministre Anwar Ibrahim. En juin 2023, le portail d'information MalaysiaNow était inaccessible pour certains utilisateurs et a été bloqué par certains fournisseurs d'accès. En juillet 2023, le blog d'un commentateur politique basé au Royaume-Uni et le site web d'un critique du gouvernement ont subi des restrictions. En août 2023, le gouvernement a bloqué l'accès à un autre site d'information, UtusanTV.com, pour certains internautes. En [Thaïlande](#), en juin 2023, un important fournisseur de services de télévision par satellite et par câble a apparemment [bloqué les émissions](#) de plusieurs agences de presse internationale sur les élections thaïlandaises. L'interview de la BBC avec le président du parti d'opposition Move Forward a été retirée de la programmation du fournisseur de télévision par câble et par satellite TrueVisions. D'autres agences de presse internationales auraient également bloqué leurs segments d'information liés aux élections.

Au Viet Nam, des centaines de sites web ont été [bloqués](#) et les autorités ont exercé des pressions sur les plateformes de médias sociaux afin de renforcer leur [censure](#) des messages « hostiles à l'État ». À [Singapour](#), la loi sur la protection contre les fausses informations en ligne et la manipulation (Protection against Online Falsehoods and Manipulation Act) permet à un seul ministre du gouvernement de déclarer des informations publiées en ligne « fausses » et d'ordonner la « correction » ou la suppression du contenu si cela est dans l'intérêt public. En juin 2023, les autorités ont utilisé cette loi pour [bloquer l'accès](#) au site d'information Asia Sentinel en raison d'un article critiquant le Gouvernement.

Le Gouvernement du Premier Ministre Narendra Modi en Inde a également tenté de censurer les reportages critiques. En janvier 2023, le Gouvernement a fait usage des pouvoirs d'urgence prévus par la réglementation informatique de 2021 (2021 Information Technology Rules) pour [interdire un documentaire](#) qui critiquait Modi, son rôle et sa passivité lors des émeutes dans l'État du Gujarat en 2002. L'accès au



Inde : des représentants des médias manifestent après que la police a perquisitionné les bureaux d'un portail de nouvelles et les domiciles de journalistes. Octobre 2023 (photo : REUTERS/Anushree Fadnavis).

### MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

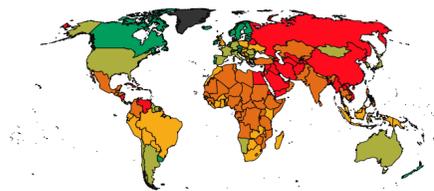
### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION



# ARRESTATIONS DE MANIFESTANTS

## DANS AU MOINS 21 PAYS

film et sa diffusion sur Internet ont été bloqués en Inde. Au Cachemire, administré par l'Inde, les [coupures](#) et restrictions d'Internet sont régulières et empêchent toute couverture médiatique critique dans la région. Le journal Kashmir Walla a dû [cesser ses activités](#) après que son site web [a été bloqué](#). Un blocage de l'accès à Internet avait également été imposé au [Manipur](#) après l'éclatement de la violence en mai 2023.

Au [Pakistan](#), l'Autorité pakistanaise de régulation des médias électroniques (Pakistan Electronic Media Regulatory Authority, PEMRA) a bloqué la transmission de programmes critiques et révoqué des licences de médias. En mars 2023, la PEMRA a interdit aux chaînes de télévision de diffuser les discours et les conférences de presse de l'ancien Premier Ministre Imran Khan. En mai 2023, les autorités ont également [restreint l'accès](#) aux plateformes de médias sociaux dans les grandes villes et ont interrompu les services Internet mobiles suite à l'intensification des manifestations après l'arrestation d'Imran Khan.

Dans le Pacifique, il a été signalé qu'en juillet 2023, la commission de radiodiffusion

des Tonga avait [interdit une chanson](#) commémorant une tragédie survenue en 2009 sur un ferry. En outre, on a déploré un [manque de transparence](#) dans la gestion d'une affaire concernant un groupe de demandeurs d'asile interceptés en septembre 2023 alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Australie par bateau. Ils avaient fini par être renvoyés à [Nauru](#).

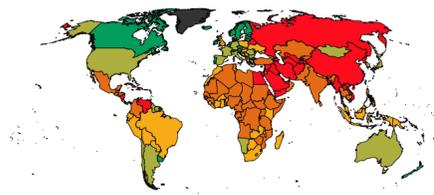
## ARRESTATION DE MANIFESTANTS

Partout dans la région Asie-Pacifique, les gens se sont mobilisés pour réclamer des réformes démocratiques, des droits du travail et environnementaux, et pour exiger la justice, l'égalité et la redevabilité. En réponse, les États ont fait appel aux forces de sécurité pour arrêter et détenir des manifestants dans au moins 21 pays.

En Afghanistan, des dizaines de manifestants, dont une grande majorité de femmes, mobilisées pour réclamer l'accès à l'éducation et à l'emploi ont été [arrêtés](#) par les Taliban. Certains ont été détenus pour une période relativement courte, mais d'autres ont dû être emprisonnés pendant des semaines, voire des mois, et ont été torturés et maltraités. La dernière [arrestation](#) en date est celle des manifestantes Zholia Parsi et Neda Parwani, en septembre 2023. Les Taliban tentent couramment d'[avoir accès](#) par la force aux téléphones portables des personnes arrêtées afin de pouvoir identifier d'autres membres de réseaux de manifestations.

Afghanistan : des esthéticiennes afghanes ferment leur salon de beauté à Kaboul. Juillet 2023 (photo : REUTERS/Ali Khara).





## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

Aux Maldives, les manifestations de la coalition de l'opposition ont souvent donné lieu à des [arrestations et à des mauvais traitements](#) au cours de l'année, car la police a poursuivi et tiré les manifestants arrêtés et utilisé un spray au poivre, faisant ainsi des blessés.

Au Bangladesh, des centaines de membres du principal parti d'opposition ont été [arrêtés](#) et jugés pour leur participation à des manifestations de masse à l'approche des élections de 2024, sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces. Certains ont été [appréhendés](#) par la police avant les manifestations.

Au [Pakistan](#), en mai 2023, la police a procédé à des [arrestations massives](#) dans le cadre des manifestations contre l'arrestation d'Imran Khan et a arrêté plus de 4 000 personnes, y compris des membres de l'opposition politique. Nombre d'entre eux ont été inculpés sur la base de lois vagues et trop larges interdisant la sédition et les menaces à l'ordre public. Certains sont [poursuivis devant des tribunaux militaires](#), ce qui soulève la question d'un procès en bonne et due forme et équitable.

Des manifestants ont également été arrêtés en Indonésie, notamment dans la région de Papouasie. Lors d'un fait survenu en août 2023, au moins 37 partisans du Comité national de la Papouasie occidentale (Komite Nasional Papua Barat) ont été [arrêtés](#) dans le cadre de manifestations pacifiques organisées dans plusieurs villes. En septembre 2023, la police a eu recours à une force excessive et a arrêté des [dizaines de personnes](#) qui protestaient contre l'expulsion de milliers de personnes prévue par le Gouvernement dans la province de Riau.

Au Cambodge, des [dirigeants syndicaux](#) ont été condamnés en mai 2023 pour avoir organisé une manifestation de grève. En [Thaïlande](#), des [militants pro-démocratie](#) ont été emprisonnés et condamnés pour avoir prononcé des discours lors de manifestations, tandis que des [militants](#), parmi lesquels des étudiants, ont été emprisonnés et condamnés pour « lèse-majesté » (sur des accusations de dénigrement de la famille royale) pour avoir prononcé des discours ou publié des messages sur les réseaux sociaux lors de manifestations.

Dans la région Pacifique, de nombreux [militants pour la protection de l'environnement](#) ont été arrêtés dans toute l'Australie pour diverses manifestations, notamment pour



Chine : des manifestants tiennent des pancartes blanches pour protester contre le Gouvernement chinois à Melbourne (photo : Tamati Smith/Getty Images).

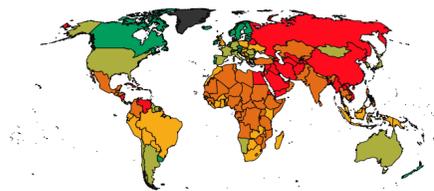
avoir perturbé le trafic afin d'attirer l'attention sur l'urgence climatique mondiale. Au moins cinq États ont adopté des lois anti-manifestations, dont l'Australie du Sud en mai 2023, afin d'augmenter les amendes pour les manifestations perturbatrices. Des manifestants pour la lutte contre le changement climatique ont également été [arrêtés](#) en Nouvelle-Zélande.

## POURSUITES ENGAGÉES À L'ENCONTRE DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Une autre violation importante relevée en Asie-Pacifique a été l'engagement de poursuites pénales contre des des DDH dans au moins 13 pays. Nombre d'entre eux ont été incriminés en vertu de lois relatives à la sécurité nationale, à l'ordre public ou à la diffamation pénale.

En Chine, de nombreux défenseurs des droits humains ont été [poursuivis](#) pour « subversion de l'autorité de l'État » ou « incitation à la discorde et au désordre » sur la base de dispositions vagues et larges. À Hong Kong, la loi draconienne sur la sécurité nationale a été utilisée pour arrêter et [poursuivre](#) des militants pro-démocratie, dont l'avocate spécialisée en droits humains Chow Hang-Tung, et les maintenir derrière les barreaux.

Plus d'une centaine de DDH sont toujours emprisonnés au Viet Nam, sous de [fausses accusations](#) de « propagande contre l'État » et d'« abus des libertés démocratiques ». Plus récemment, des [lois contre l'évasion fiscale](#) ont été utilisées pour emprisonner



## MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION



des DDH. Au Cambodge, des [dispositions relatives à l'« incitation »](#) ont été utilisées pour poursuivre des syndicalistes comme Chhim Sithar, ainsi que des défenseurs de l'environnement et des droits fonciers, tandis qu'au Myanmar, des dizaines de DDH ont été [emprisonnés à l'issue de procès inéquitables](#) pour « haute trahison », « terrorisme » ou « incitation ». De nombreux militants pro-démocratie et critiques du régime ont été poursuivis pour [diffamation royale](#), notamment l'avocat spécialisé en droits humains Anon Nampa qui a été condamné à quatre ans de prison, certains s'étant vu refuser la libération sous caution, tandis qu'en Indonésie, les autorités ont utilisé la loi sur les informations et les transactions électroniques (*Law on Electronic Information and Transactions*) pour [incriminer](#) les DDH, notamment Haris Azhar et Fatia Maulidiyanti, en raison d'une vidéo discutant de l'implication militaire dans l'industrie minière en Papouasie. L'accusation de haute trahison a déjà été utilisée pour poursuivre des militants indépendantistes pacifiques dans la région de Papouasie. L'avocat singapourien des droits humains M. Ravi a également été [poursuivi en justice](#) pour son travail.

En Inde, la loi draconienne sur la prévention des activités illégales (*Unlawful Activities Prevention Act*), une [loi antiterroriste](#), est de plus en plus utilisée contre les défenseurs des droits humains (DDH). Nombre d'entre eux sont en détention provisoire depuis longtemps, notamment les militants accusés d'actes de violence de [Bhima Koregaon](#) et le DDH cachemirien [Khurram Parvez](#). Au Bangladesh, les DDH Adilur Rahman Khan et ASM Nasiruddin Elan de l'organisation Odhikar ont été [condamnés](#) à deux ans d'emprisonnement par le cybertribunal de Dacca en représailles de leur travail de documentation des violations des droits humains, tandis qu'au Pakistan, des DDH, dont Muhammad Ismail, ont été [inculpés](#) en vertu

de la loi sur la prévention des crimes électroniques (*Prevention of Electronic Crimes Act, 2016*).

Dans la région du Pacifique, le lanceur d'alerte David McBride est poursuivi pour avoir [divulgué des informations secrètes](#) sur la mauvaise conduite des forces spéciales australiennes en Afghanistan, tandis qu'un autre lanceur d'alerte, Richard Boyle, est poursuivi pour avoir révélé des pratiques agressives de l'administration fiscale australienne en matière de recouvrement de dettes.

## PAYS SOURCE D'INQUIÉTUDE

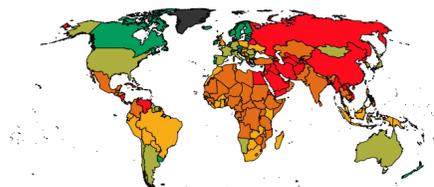
### INDE ET CAMBODGE

Le déclin continu de l'espace civique en [Inde](#) suscite de sérieuses inquiétudes. Au cours de l'année, des DDH et des journalistes ont été [arrêtés](#) ou emprisonnés sur la base de la loi sur la prévention des actes illégaux ou pour d'autres délits. D'autres ont été harcelés, agressés et même attaqués par la police. Au Cachemire et au Manipur, [administrés par l'Inde](#), des raids ont été menés sur les [agences de presse](#) et Internet a été coupé pendant de longues périodes. Le Gouvernement s'est également attaqué au financement étranger des organisations de la société civile au moyen de la loi sur la réglementation des fonds en provenance d'autres pays (*Foreign Contribution Regulation Act*). Les manifestations sont [réprimées](#) et les maisons des manifestants musulmans sont de plus en plus souvent [détruites](#). Les militants et les journalistes du Cachemire administré par l'Inde continuent d'être harcelés par la justice.

Le [Cambodge](#) est également un pays préoccupant : les lois répressives sont couramment utilisées pour incriminer les DDH, les syndicalistes, les militants de l'environnement et de la jeunesse, ainsi que les journalistes. Des tribunaux fortement politisés ont pour conséquence que les personnes arrêtées et inculpées arbitrairement sont souvent maintenues en détention préventive pendant de longues périodes. Les médias restent soumis à des restrictions, comme en témoigne la [fermeture](#) en février 2023 de Voice of Democracy. Autour des [élections](#) de juillet 2023, l'environnement politique et de la société civile est devenu plus répressif, le principal parti d'opposition, Candelight, étant exclu de la participation aux élections et les militants de l'opposition étant soumis à diverses formes de harcèlement et d'[agressions physiques](#). La loi sur les associations et les organisations non gouvernementales (*Law on Associations and Non-Governmental Organizations*) de 2015 continue de restreindre le droit à la liberté d'association.



# EUROPE ET ASIE CENTRALE



## SYNTHÈSE DES CLASSEMENTS

Au cours de l'année écoulée, l'espace civique en Europe et en Asie centrale a continué de se détériorer. L'état de l'espace civique est considéré comme « ouvert » dans 19 pays, « rétréci » dans 19 autres, « entravé » dans sept, « réprimé » dans trois et « fermé » dans six des 54 pays de la région.

En 2023, l'Europe a dû faire face aux répercussions économiques et politiques de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Dans plusieurs pays de l'Union européenne (UE), dont la [Belgique](#), la [Grèce](#), le [Portugal](#) et la [République tchèque](#), des manifestations de grande ampleur ont eu lieu en réaction à l'augmentation des prix

de l'énergie et du coût de la vie. Les groupes climatiques se sont violemment [opposés](#) aux changements de politique énergétique décidés par les pays de l'UE en réaction à la [perturbation](#) du marché de l'énergie par le conflit. En réaction à ces événements,

### MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

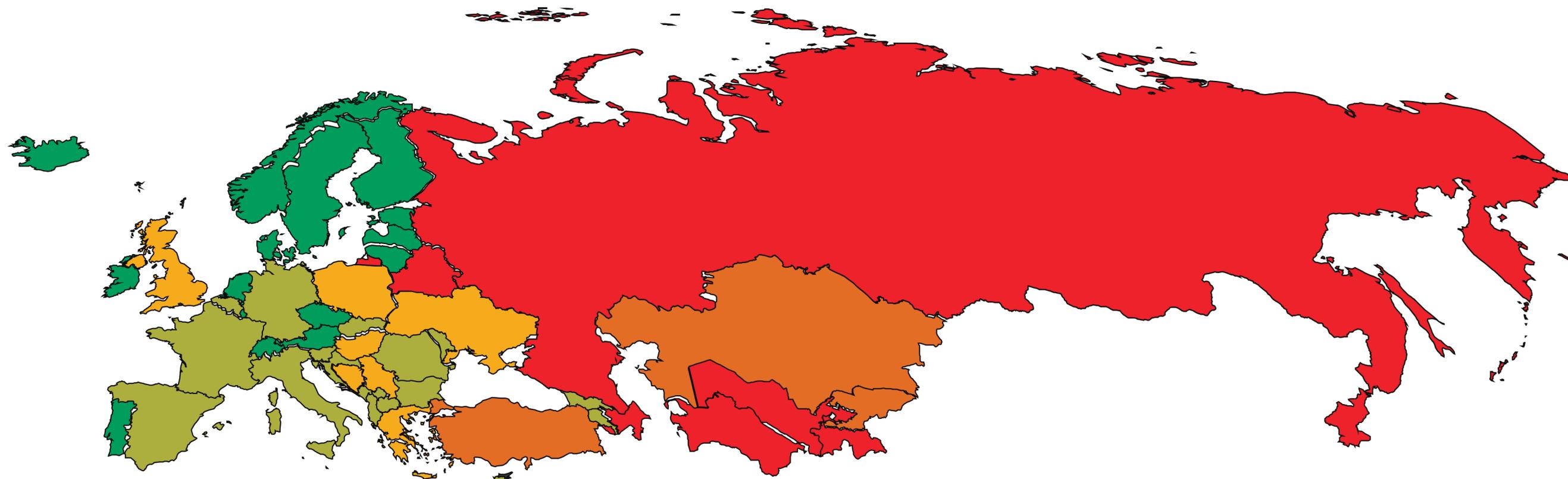
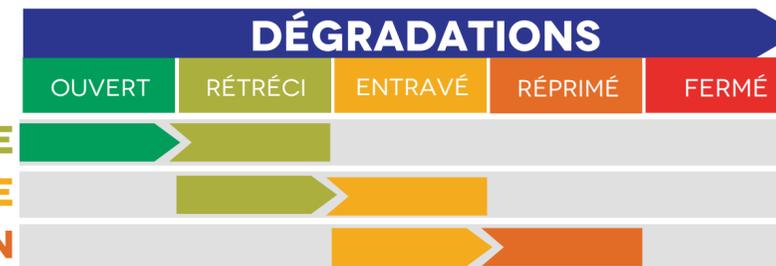
### ASIE-PACIFIQUE

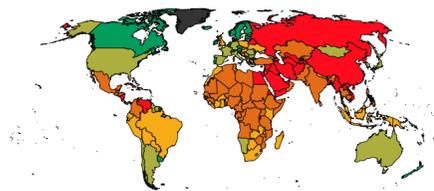
### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION





## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION



Allemagne : des policiers portent la militante Greta Thunberg loin du bord de la mine de Garzweiler II lors d'une manifestation après l'évacuation de Lützerath en Allemagne. Janvier 2023 (photo : Federico Gambarini / AP).

les États européens ont durci la répression contre les militants écologistes et ont réagi aux manifestations non violentes et aux actions de désobéissance civile par des arrestations, des poursuites judiciaires et des intimidations.

Dans l'ensemble, les classements des pays d'Europe et d'Asie centrale ont continué à reculer. Tant la Bosnie-Herzégovine que l'Allemagne, un État membre de l'UE, ont vu leur classement reculer. Il en va de même pour le Kirghizstan, autrefois considéré comme le pays le plus démocratique d'Asie centrale. En conséquence, tous les pays d'Asie centrale sont actuellement classés soit comme « réprimés » soit comme « fermés ».

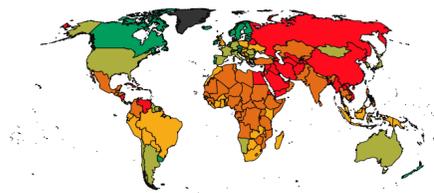
La Bosnie-et-Herzégovine, qui a été placée sur la [liste de surveillance](#) de CIVICUS Monitor en septembre 2023 en raison du déclin rapide de son espace civique, est passée de de la catégorie « rétréci » à « entravé », rejoignant ainsi la [Serbie](#), qui était auparavant le seul pays des Balkans occidentaux à obtenir cette évaluation. La crise politique persistante provoquée par la menace de sécession de l'entité à majorité serbe du pays, la Republika Srpska (RS), a accru la pression sur la société civile et les médias. Au cours de l'année, le président de la RS, Milorad Dodik, a tenté de « nettoyer » la Bosnie-et-Herzégovine de l'influence étrangère en adoptant des lois visant à faire taire les opinions divergentes, notamment une loi sur les « [agents étrangers](#) » inspirée du modèle russe et la réintroduction de la [diffamation pénale](#) dans le système juridique. La violence et les menaces à l'encontre des journalistes et des militants, en particulier des [défenseurs de la cause LGBTQI+](#), continuent d'être monnaie courante dans tout le pays.

En 2023, l'Allemagne a connu un recul inquiétant de l'espace civique, principalement en raison des mesures répressives prises par les autorités pour limiter les activités des militants environnementaux, ce qui a fait passer le classement du pays de « ouvert » à « rétréci ». En janvier, la police a fait un [usage excessif de la force](#) pour déloger quelque 700 manifestants qui occupaient le village de Lützerath, dont les habitants avaient été expulsés pour permettre l'extension d'une mine de charbon. Le mouvement [Letzte Generation](#) (« Dernière génération »), connu pour ses actions de désobéissance civile très médiatisées dans les aéroports, les rues et les musées, a été particulièrement touché par des perquisitions, des saisies d'actifs et le blocage de sa plateforme en ligne. Les membres du groupe pour le climat sont désormais visés par une grave accusation de formation d'une organisation criminelle en raison de leurs manifestations non violentes contre les infrastructures publiques.

L'évaluation de l'espace civique au Kirghizstan est passée d'« entravé » à « réprimé » à mesure que la répression de la société civile et des médias s'est intensifiée et a été soulignée par l'introduction de projets de loi répressifs. Malgré les fortes objections de la communauté internationale et de la société civile, le Parlement était sur le point d'adopter en novembre 2023 une loi sur les ONG contenant des dispositions similaires à celles de la législation russe sur les « [agents étrangers](#) ». Un autre projet de loi en cours d'examen prévoit une réglementation excessive des médias et des plateformes en ligne par l'État, ce qui fait craindre qu'une telle initiative puisse être utilisée pour persécuter les dissidents. Le nombre de poursuites judiciaires pour des motifs politiques a [augmenté](#), réduisant encore les possibilités de critiquer le régime. Dans un cas notable, les autorités kirghizes ont [arrêté](#) en octobre 2022 presque 30 journalistes, blogueurs, DDH et personnalités publiques qui s'étaient opposés à un échange de terres avec l'Ouzbékistan au sujet du réservoir d'eau de Kempir Abad. Un an plus tard, certains des accusés dans cette affaire sont toujours en détention provisoire et le [procès](#) se déroule à huis clos.

## LOIS RELATIVES AUX « AGENTS ÉTRANGERS »

Les conflits mondiaux et l'instabilité politique en Europe et en Asie centrale ont entraîné la prolifération de lois sur les « agents étrangers » et l'« influence étrangère », censées protéger la souveraineté nationale, mais qui ont souvent d'importantes répercussions sur les activités de la société civile.



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

En mars 2023, des milliers de personnes sont descendues dans la rue en Géorgie pour dénoncer un projet de loi restrictif sur la « transparence de l'influence étrangère ». Cette loi prévoit que les OSC dont plus de 20 pour cent des revenus proviennent de l'étranger doivent s'enregistrer comme [agents étrangers](#) et s'exposent à de lourdes amendes en cas de non-respect. Lorsque la loi a été inscrite à l'ordre du jour du Parlement le 7 mars 2023, plus de 10 000 manifestants ont protesté contre elle à Tbilissi, ce qui a entraîné des affrontements avec les forces de sécurité, qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau. En réponse aux protestations, le gouvernement a retiré le projet de loi du Parlement dans l'attente d'un nouveau débat public.

Le 23 mars 2023, le Gouvernement de l'entité bosniaque Republika Srpska a adopté un projet de loi visant à créer un [registre spécial](#) des OSC soutenues par l'étranger. Ces organisations seraient qualifiées d'« agents d'influence étrangère » et soumises à un contrôle plus strict ainsi qu'à une interdiction des « activités politiques » vaguement définie, rendant ainsi punissable les activités de plaidoyer. Le Parlement a [adopté](#) le projet en première lecture en septembre 2023.

Au Kirghizstan, un projet de loi de type « [agent étranger](#) » a été présenté au Parlement en mai 2023. Selon ce projet, les OSC qui reçoivent des fonds en provenance d'autres pays et participent à des « activités politiques » au sens large devraient s'enregistrer en tant que « représentants étrangers », avec le risque, en cas de non-respect, de

Allemagne : des policiers portent la militante Greta Thunberg loin du bord de la mine de Garzweiler II lors d'une manifestation après l'évacuation de Lützerath en Allemagne. Janvier 2023 (photo : Federico Gambarini / AP).

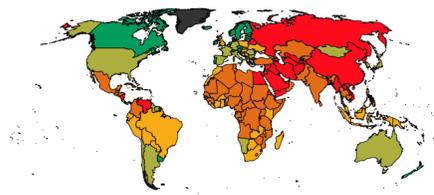


Kirghizistan : un rassemblement pour la liberté des médias et la libération du journaliste Bolot Temirov, arrêté la nuit précédente, a lieu à Bichkek, la capitale du Kirghizstan, le 23 janvier 2022 (photo : AFP/Vyacheslav Oseledko).

voir leurs activités suspendues pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois sans décision de justice. Ceux qui s'enregistrent seraient soumis à de lourdes obligations de rapport ainsi qu'à des inspections inopinées. En octobre 2023, le projet de loi a été adopté en première lecture. Au Kazakhstan voisin, le Gouvernement a [introduit](#) un registre public des OSC financées par l'étranger, ce qui vise de toute évidence à stigmatiser ces groupes.

En mai 2023, l'Union européenne a présenté son programme « [Défense de la démocratie](#) », qui comprenait une directive sur « l'ingérence étrangère » qui a suscité des inquiétudes dans la société civile à travers l'Europe. La directive proposée obligerait les OSC à divulguer leur financement provenant de sources extérieures à l'UE et à les soumettre à des règles strictes d'enregistrement et de notification. Plus de 200 OSC européennes ont signé [une lettre](#) dans laquelle elles s'opposaient à la proposition, arguant qu'elle sapait la crédibilité de l'UE dans son opposition à des mesures similaires visant à réprimer la société civile à l'intérieur ou à l'extérieur de ses frontières. En juillet 2023, la Commission européenne a [répondu](#) en assurant qu'une évaluation d'impact approfondie serait réalisée avant la mise en œuvre d'une telle législation.

La Russie continue de réprimer les activités de la société civile au moyen de sa tristement célèbre législation sur les « agents étrangers », qualifiant les OSC internationales [Transparency International](#) et le [Fonds mondial pour la nature](#) d'« indésirables » et leurs filiales russes d'« agents étrangers ». En Biélorussie voisine, en mai 2023, plus de 800 organisations ont été [liquidées](#) de force en Biélorussie, dans le cadre de la [campagne](#) que le président Aleksandr Loukachenko avait annoncée en 2021 comme une « opération de nettoyage » contre les « bandits et les agents étrangers ».



# RESTRICTIONS EN MATIÈRE D'ESPACE CIVIQUE INTIMIDATION

En Europe et en Asie centrale, les violations des libertés civiles les plus fréquemment relevées en 2023 étaient l'intimidation, l'emprisonnement de manifestants et la perturbation des manifestations, la censure et l'adoption de lois restrictives.

L'intimidation a été la principale violation de l'espace civique en Europe et en Asie centrale au cours de la période couverte par le rapport et a été relevée dans au moins 28 pays, les journalistes et les médias étant les cibles les plus fréquentes. D'autres groupes particulièrement touchés étaient les militants environnementaux, les défenseurs des droits des réfugiés et les DDH.

## MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION

## 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE

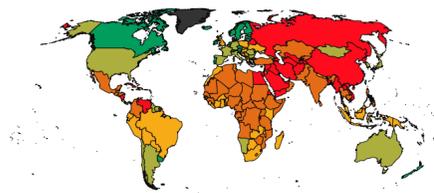


Les tentatives d'intimidation ont souvent pris la forme d'attaques contre les biens et les locaux des médias et des OSC. À Banja Luka (en Bosnie-Herzégovine), les voitures de deux journalistes, Nikola Morača et Aleksandar Trifunović, ont été délibérément détruites après qu'ils se sont opposés à la proposition de réintroduire la diffamation comme délit. Peu après, des inconnus ont saccagé les locaux d'un centre social de la ville, brisé des fenêtres et volé un drapeau de la LGBTQI+ Pride. Au Kazakhstan, une série d'actes d'intimidation et de harcèlement à l'encontre des médias indépendants a été signalée à l'approche des élections législatives de mars 2023. Par exemple, la voiture de la journaliste Dinara Yegeubayeva a été incendiée près de son domicile à Almaty et le bureau du magazine en ligne Elmedia a fait l'objet d'une attaque à six reprises par des inconnus.

On a continué d'enregistrer en Europe et en Asie centrale des cas d'intimidation de la part d'agents de la fonction publique, d'entreprises et de personnes influentes lors



Russie : la journaliste Maria Ponomarenko a récemment été condamnée à six ans de prison. Février 2023 (photo : Sota).



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

de procès dits « stratégiques » contre la mobilisation du public. De telles actions ont été relevées dans plusieurs pays, dont la [Bosnie-Herzégovine](#), la [Bulgarie](#), la [Croatie](#), la [Grèce](#) et l'[Italie](#). En Serbie, le maire de Belgrade, Aleksandar Šapić, a déposé deux plaintes contre le Balkan Investigative Research Network pour des articles concernant ses biens immobiliers. D'autres formes de harcèlement juridique ont également été enregistrées, les États ayant également engagé des procédures pénales et administratives contre des DDH afin de les intimider. En mai 2023, les médias grecs ont rapporté que Panayote Dimitras, éminent DDH, faisait [l'objet d'une enquête](#) de la part des autorités anti-blanchiment pour détournement de fonds européens. Dimitras avait déjà été [interrogé](#) par les autorités en décembre 2022, après avoir été accusé, dans le cadre de son travail avec les réfugiés, de « création d'une organisation criminelle visant à faciliter l'entrée et le séjour illégaux de ressortissants de pays tiers en Grèce ».

En Asie centrale, les poursuites judiciaires ont continué d'être fréquemment utilisées comme moyen d'intimidation et de répression des opinions divergentes, et les poursuites à l'encontre des journalistes et des DDH figurent parmi les violations les plus fréquentes dans la région. Le recours à des accusations d'extrémisme au [Kazakhstan](#) et au [Tadjikistan](#) contre des détracteurs du Gouvernement, dont le défenseur des droits humains [Manuchehr Kholiknazarov](#) et le leader de l'opposition [Marat Zhylanbaev](#), ainsi que les efforts déployés par les autorités turkmènes pour renvoyer de force à l'étranger des militants ouvertement engagés, accompagnés de pressions sur leurs proches restés au pays, ont été particulièrement inquiétants. Dursoltan Taganova, une militante turkmène vivant en Turquie, a fait état de tentatives d'intimidation [à l'encontre de](#) son fils de 12 ans vivant au Turkménistan, que les services de sécurité interrogeaient et tentaient de recruter comme informateur. Dans la région du Gorno-Badakhchan (GBO) au Tadjikistan, des agents de sécurité auraient convoqué des représentants de la société civile et les auraient menacés de les poursuivre, eux ou leurs proches, s'ils ne fermaient pas « volontairement » leurs organisations. Le nombre d'OSC en Turkménistan qui ont été fermées ou qui ont subi des pressions pour qu'elles cessent leurs activités a considérablement [augmenté](#) en 2023.

# EMPRISONNEMENT DE MANIFESTANTS

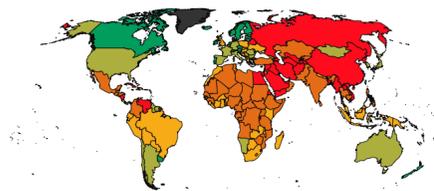


France : manifestations du Premier mai à Paris dans un climat d'indignation persistante face à la réforme des retraites. Mai 2023 (photo : Pierre Crom/Getty Images).

L'emprisonnement de manifestants a été la deuxième infraction la plus fréquente en Europe et en Asie centrale et a été relevé dans au moins 22 pays, tandis que les manifestations ont été interrompues dans pas moins de 18 pays. Les motifs de protestation les plus fréquents étaient les droits des femmes, les droits environnementaux et les questions liées au travail. Les manifestations en faveur de l'environnement et du climat ainsi que les manifestations contre la guerre et les conflits ont été plus souvent touchées par des restrictions.

Dans le cadre de la répression des militants écologistes, les manifestations pour le climat ont été de plus en plus souvent dispersées et les manifestants arrêtés dans les pays européens. En novembre 2022, environ 500 militants pour la lutte contre le changement climatique ont mené une impressionnante [manifestation](#) à l'aéroport de Schiphol aux Pays-Bas, en occupant la piste, en s'enchaînant aux avions et en s'asseyant sur le tarmac. La police a réagi avec violence : elle a arrêté plus de 200 militants et a utilisé la force physique contre les personnes enchaînées, ce qui a entraîné au moins une hospitalisation. En mars 2023, la police de La Haye a utilisé [des canons à eau](#) pour disperser des activistes sur l'autoroute A12, ce qui a entraîné 700 arrestations, dont toutes sauf trois ont donné suite à non lieu. Lors d'un autre blocage de l'autoroute A12 en mai, 1 579 personnes ont été arrêtées, dont 40 ont été inculpées.

En mai 2023, en Belgique, 14 militants internationaux qui occupaient un terminal de gaz naturel liquéfié ont été [arrêtés](#) pour entrée non autorisée puis ont été libérés au bout



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

de 48 heures. Au cours de l'année, des militants pour la lutte contre le changement climatique ont également été arrêtés en [Allemagne](#), en [France](#), en [Italie](#) et en [Norvège](#) et au [Royaume-Uni](#), pour des actions de désobéissance civile non violentes. En dehors de l'UE, la police a réagi à des manifestations environnementales pacifiques en [Azerbaïdjan](#) et en [Serbie](#) par une violence excessive.

Lors de la [vague de manifestations](#) de 2023 en France, les arrestations de manifestants ont souvent été accompagnées de violences policières généralisées et brutales, ce qui a suscité l'inquiétude de l'UE, des Nations Unies et des organisations internationales de défense des droits humains. En mars, la police a fait un usage « disproportionné » et « indiscriminé » de la force pour disperser quelque 30 000 écologistes qui protestaient contre la construction de méga-bassins d'irrigation à Sainte-Soline. Lors des émeutes qui ont lieu du 27 juin au 4 juillet, qui ont suivi l'exécution par la police d'un jeune non armé, plus de 3 000 personnes ont été arrêtées, âgées en moyenne de 17 ans, certaines n'ayant même que 12 ans.

Tout au long de l'année, le sentiment anti-guerre a été un important catalyseur de manifestations. En 2023, des manifestations liées à la guerre et aux conflits ont eu lieu dans au moins 17 pays en Europe et en Asie centrale. En février, des manifestations ont eu lieu dans toute l'Europe pour marquer le premier anniversaire de l'agression russe en Ukraine. En Russie, les militants pacifistes ont marqué cette date par des actes symboliques, comme le dépôt de fleurs sur des statues de poètes ukrainiens et des veillées solitaires. Les autorités russes ont toutefois réagi par la répression, ce qui a conduit à plus de 50 [arrestations](#). En outre, depuis octobre 2023, plusieurs pays européens, dont l'[Allemagne](#), la [France](#) et le [Royaume-Uni](#), ont imposé des restrictions aux manifestations de masse en solidarité avec la Palestine, compte tenu de l'attaque israélienne sur la bande de Gaza.

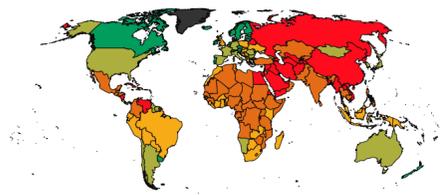
En Asie centrale, les violations graves des droits humains liées à la répression des manifestations contre le Gouvernement en 2022 n'ont toujours pas donné lieu à une reddition des comptes. Lors de ces faits, notamment lors des manifestations violemment réprimées de « janvier sanglant » au [Kazakhstan](#), des troubles dans le GBAO au [Tadjikistan](#) et des événements dans la République du Karakalpakstan en [Ouzbékistan](#), les efforts déployés pour enquêter sur les violations présumées des droits humains commises contre des manifestants ont été insuffisants. Les tentatives



du Gouvernement d'enquêter sur ces allégations et d'amener les responsables à rendre des comptes ont manqué d'indépendance, de rigueur et d'efficacité. Il en résulte un climat d'impunité qui permet aux graves violations des droits humains, telles que la violence excessive, la torture et les mauvais traitements, de se poursuivre sans entrave.

## CENSURE

La censure a constitué l'une des principales violations en Europe et en Asie centrale : plus de 50 faits ont été signalés dans 26 pays. Au fil de l'année, les autorités ont ciblé la diffusion de « fausses nouvelles », de contenus « interdits » ou « extrémistes » sur les plateformes de médias sociaux et ont souvent utilisé ces dispositions pour poursuivre les personnes qui critiquaient les interventions militaires et les violations des droits humains en temps de guerre. En [Russie](#) et en [Biélorussie](#) notamment, des centaines de personnes ont été arrêtées et emprisonnées pour avoir exprimé leur opposition à la guerre en Ukraine. Par exemple, Igor Baryshnikov, un militant de 64 ans, a été condamné à sept ans et demi de prison à Kaliningrad pour avoir diffusé sur



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

Facebook des « fausses nouvelles » sur l'armée russe. Au cours du premier mois suivant l'offensive azerbaïdjanaise dans le Haut-Karabakh le 19 septembre, au cours de laquelle plus de 100 000 Arméniens ont été déplacés, plus de [20 personnes](#) ont été arrêtées pour avoir critiqué l'« opération antiterroriste », principalement pour avoir diffusé des contenus « interdits ».

Les autorités [allemandes](#), [britanniques](#) et [françaises](#) ont annoncé leur intention d'expulser tous les non-citoyens qui soutiennent le Hamas après l'attaque terroriste contre Israël. Au Royaume-Uni, des étudiants ont été [interrogés](#) par la police pour avoir évoqué dans les médias sociaux le « droit de la Palestine à résister à l'occupation » et pour avoir qualifié les colons israéliens de « fascistes ». Des universitaires ont également été accusés de justifier les attaques militantes du Hamas dans des posts en ligne. Dans les écoles berlinoises, les autorités publiques ont [interdit](#) tout « comportement démonstratif ou toute expression d'opinion » qui pourrait être interprétée comme l'expression d'un soutien à des attaques contre Israël ou à des activités terroristes, ce qui, selon elles, inclut les symboles propalestiniens courants tels que les keffieh et les autocollants « Free Palestine ».

Les quelques médias indépendants qui subsistent en Asie centrale ont été soumis à

une pression constante et l'accès aux contenus en ligne a été restreint. Des projets de loi au [Kazakhstan](#) et en [Kirghizstan](#) risquent de renforcer le contrôle de l'État sur les médias, tandis que de nouvelles restrictions sur le blogging ont été introduites dans plusieurs pays. Au [Tadjikistan](#), au moins deux médias indépendants, le site New Tajikistan 2 et le Pamir Daily News, ont été [interdits](#) par décision de justice parce qu'ils étaient « extrémistes », et au Kirghizstan, une demande de [fermeture](#) du portail Kloop en raison de ses reportages critiques était en cours d'examen au tribunal en novembre 2023. Au Turkménistan, la censure généralisée d'Internet s'est poursuivie, avec le blocage arbitraire de [milliers](#) de sites.

## SUJETS D'INQUIÉTUDE

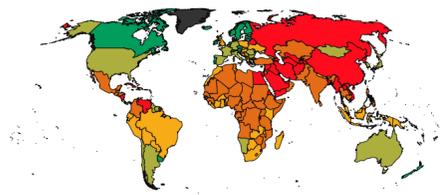
### DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT

À partir de la fin 2022, des groupes climatiques tels qu'Extinction Rebellion, Just Stop Oil et Letzte Generation ont organisé des actions de désobéissance civile de plus en plus médiatisées dans toute l'Europe, [bloquant](#) stratégiquement la circulation, se [collant](#) aux routes et jetant des aliments et de la peinture lavable sur les [bâtiments](#) et les [œuvres d'art](#). En réaction, les politiciens ont exigé des mesures sévères contre ces actions, ce qui a conduit à une répression de plus en plus sévère des militants écologistes dans l'Union européenne et au-delà. En conséquence, les écologistes ont été arrêtés, poursuivis en justice et intimidés - une vague de mesures gouvernementales visant à endiguer le flot croissant du militantisme climatique.

Aux Pays-Bas, deux des trois militants belges de Just Stop Oil Belgium qui s'étaient [collés](#) sur le tableau de Vermeer « La jeune fille à la boucle d'oreille en perle » au Mauritshuis à La Haye ont été condamnés à deux mois de prison. En Italie, trois militants du mouvement écologiste « Letzte Generation » ont [tagué](#) le bâtiment du Sénat à Rome avec de la peinture orange lavable pour protester contre l'apparente hésitation du Gouvernement à passer à une économie neutre en carbone. Les trois militants arrêtés doivent répondre d'actes de vandalisme devant la justice et risquent jusqu'à trois ans de prison.



Allemagne : des militants du groupe Letzte Generation qui se sont collés à une route pour protester contre une limitation de vitesse sur les autoroutes et en faveur de transports publics abordables, se tiennent par la main alors qu'ils sont assis sur l'asphalte, à Munich, en Allemagne. Décembre 2022 (photo : Michaela Rehle/REUTERS).



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

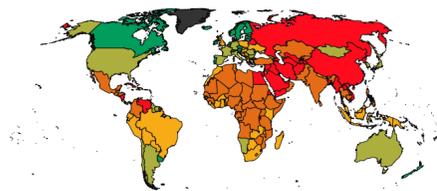
Les accusations portées contre les militants écologistes ont gagné en virulence. Dans certains pays, les autorités les accusent de crime organisé et de sédition, ce qui permet de recourir à des mesures plus répressives. En décembre 2022, la police allemande a [perquisitionné](#) les domiciles de 11 militants de Letzte Generation et a confisqué leurs téléphones et ordinateurs. Le 24 mai 2023, l'enquête a été étendue avec d'autres [perquisitions](#), axées sur les soupçons de création et de soutien d'une organisation criminelle, y compris la participation directe à la planification d'actes criminels tels que la tentative de saboter un oléoduc reliant l'Italie à l'Allemagne. En juin 2023, le parquet de Munich a confirmé qu'il avait surveillé les communications de Letzte Generation, notamment les téléphones, les comptes de messagerie et les données de localisation GPS. Aux Pays-Bas, six militants ont été [arrêtés](#) en janvier 2023 pour incitation à la haine parce qu'ils avaient prévu de bloquer l'autoroute A12.

Évolution inquiétante au Royaume-Uni : des militants déjà jugés pour ces actes non-violents ont en plus été accusés d'[outrage au tribunal](#) pour avoir tenté d'expliquer leurs motivations et leurs convictions aux jurés. Les personnes qui se sont rassemblées devant le tribunal pour les soutenir sont menacées de la même accusation si elles envoient des messages aux jurés pour les inciter à les acquitter. Trudi Warner, 68 ans, risque par exemple une peine de prison pour avoir demandé aux jurés de se prononcer en leur âme et conscience à l'aide d'une pancarte lors d'un procès sur le climat. Douze autres personnes font l'objet d'une enquête pour outrage au tribunal pour avoir placardé des affiches similaires lors d'un autre procès. Les manifestants d'Insulate Britain, Giovanna Lewis et Amy Pritchard, ont été condamnés à sept semaines de prison pour avoir désobéi à l'ordre d'un juge de ne pas mentionner le changement climatique pendant leur procès.





# MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD



## MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION



## SYNTHÈSE DES CLASSEMENTS

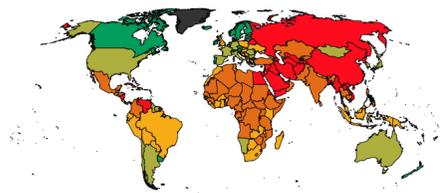
La région MENA continue d'être dirigée par certains des gouvernements les plus répressifs au monde. Aucune amélioration significative de l'espace civique n'a été observée dans l'ensemble de la région MENA au cours de l'année écoulée, ce qui illustre les défis persistants auxquels sont confrontés la société civile et les DDH en particulier. Alors que les gouvernements redoublent d'efforts pour restreindre l'espace civique, les DDH, les journalistes et les autres militants continuent de subir les effets des mesures autoritaires.

Dans toute la région, les détentions arbitraires et massives de personnes considérées comme des opposants politiques aux gouvernements se poursuivent sans relâche. En Tunisie, l'[acharnement](#) du président Kaïs Saïed contre les critiques a conduit à l'arrestation d'au moins neuf personnes, dont des critiques de premier plan, et à l'emprisonnement de certaines d'entre elles en février 2023, sur la base d'accusations en matière de sécurité et de corruption. Aux Émirats arabes unis (EAU), dans un contexte de plus en plus répressif et punitif, la critique de « l'État ou des détenteurs du pouvoir » est [interdite](#) et l'association avec un groupe s'opposant au « système de gouvernance » est passible de l'emprisonnement à vie et de la peine de mort en vertu de la loi sur la cybercriminalité. Un groupe de militants pro-démocratie,

connu sous le nom de « UAE 94 », est toujours détenu arbitrairement pour avoir signé une pétition en ligne en 2012 demandant des réformes politiques, alors que la plupart d'entre eux ont déjà purgé leur peine.

Tout comme la tendance décrite ci-dessus pour les EAU, l'Arabie saoudite a poursuivi sa tendance croissante à maintenir les défenseurs des droits humains en détention alors qu'ils ont purgé leur peine - une tendance relevée pour les deux pays dans le rapport de l'année dernière. Les organisations de la société civile ont continué d'[appeler](#) les autorités saoudiennes à libérer les DDH Mohammed Al-Qahtani et [Issa Al-Nukhaifi](#), qui avaient entièrement purgé leur peine en novembre 2022, mais qui étaient toujours détenus au secret de manière arbitraire depuis plus d'un an et qui risquaient de nouvelles inculpations.

La censure restait très répandue et les autorités tentaient d'introduire des modifications législatives qui auraient des conséquences importantes sur les critiques formulées à l'encontre des autorités et des dirigeants politiques en [Jordanie](#) et au [Koweït](#). En Égypte, des restrictions d'accès à Internet ont été [relevées](#) pour les chaînes d'information en ligne, tandis qu'en Palestine, les autorités ont [interdit](#) les



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION



É.A.U. : militants en prison (photo : AFP/photo d'archives)

chaînes de télévision. En Irak, les autorités ont également interrompu la diffusion de certaines émissions.

Dans plusieurs pays, les droits des femmes et d'autres groupes marginalisés ont continué à faire l'objet d'attaques implacables. En Iran, les autorités continuent de sévir contre les défenseurs des droits des femmes. Ceux qui défendent les droits des femmes, de leurs avocats et de journalistes est constamment relevé. Des violations contre les défenseurs des droits des femmes ont également été relevées en Arabie saoudite et en Syrie et, comme décrit en détail ci-dessous.

Au Koweït, la situation de la communauté apatride des bidouns reste catastrophique et les autorités ne montrent aucun signe de négligence à l'égard des droits des membres de la communauté et de leurs défenseurs. Mohammed Al-Barghash, un militant des droits humains qui défend pacifiquement et sans relâche les droits de la communauté bidoun, a été arrêté et emprisonné par l'appareil de sécurité de l'État sur la base de quatre accusations qui seraient liées à la sécurité de l'État. Les autorités koweïtiennes ont également expulsé l'écrivain et défenseur des droits des bidouns, le Dr Mona Kareem, dès qu'elle est arrivée au Koweït pour rendre visite à sa famille. Tous les membres de sa famille ne sont pas autorisés à voyager à l'étranger car ils sont des bidouns résidant au Koweït.

Dans la région MENA, notre dernière analyse montre que les classements en matière d'espace civique restent pour la plupart les mêmes. Sur 19 pays, l'espace civique est

considéré comme fermé dans huit d'entre eux, réprimé dans huit autres et entravé dans trois. Comme les années précédentes, aucun pays n'est classé comme ouvert ou rétréci dans la région MENA.

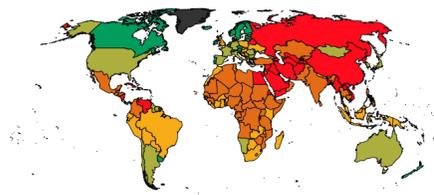
La Libye est en train de passer du statut de pays fermé à celui de pays réprimé, l'espace civique ne s'étant que très peu amélioré au cours de l'année écoulée. Bien que les manifestants puissent organiser des manifestations, celles-ci sont souvent dispersées par la force par les milices locales, qui procèdent également à des arrestations. Une loi restrictive qui autorisait indûment la suspension et la dissolution arbitraires d'organisations de la société civile a été annulée par les tribunaux, mais d'autres dispositions répressives sont toujours en vigueur.

Malgré ce sombre tableau, la société civile des pays MENA continue de faire preuve d'une résilience et d'une solidarité remarquables lorsqu'il s'agit de s'exprimer contre les violations des droits.

Par exemple, alors que les Émirats arabes unis se préparaient à accueillir le sommet sur le climat ou COP28, les OSC se sont jointes aux efforts visant à [mettre en évidence](#) la contradiction flagrante entre les efforts du Gouvernement pour donner une image favorisant la diversité des voix et les DDH aux EAU, qui s'exilent et sont emprisonnés pendant de longues périodes pour avoir exprimé leur opinion. Les EAU ont été ajoutés à la [liste de surveillance](#) du CIVICUS Monitor en septembre ; les OSC ont exprimé leur inquiétude quant au fait que plus de 60 prisonniers d'opinion continuent de



Libye : photo (Zohra Bensemra/REUTERS)



## MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION

croupir en prison malgré l'exécution de leur peine, que la pratique de la torture et de l'isolement dans les prisons et les centres de détention, y compris à l'encontre



Un poster de Mahsa Amini, la jeune fille tuée par la police des mœurs en Iran en raison de la manière dont elle portait son hijab, est exposé devant le Lincoln Memorial à Washington, D.C.. Sa mort a déclenché le mouvement Woman, Life, Freedom. (Photo d'Ali Khaligh / Middle East Images / Middle East Images via l'AFP).

des défenseurs des droits humains, est toujours très répandue, que les défenseurs des droits humains et les critiques pacifiques continuent d'être systématiquement pris pour cible par les autorités en représailles à leur travail pacifique en faveur des droits humains, et que la Loi de 2022 sur la cybercriminalité, récemment adoptée, criminalise le travail des journalistes, des lanceurs d'alerte, des militants et des critiques pacifiques afin de réduire au silence les dissidents. Les autorités des EAU ont clairement indiqué que les manifestations non autorisées et la dissidence en ligne pendant la COP28 ne seraient pas tolérées.

## LES FEMMES : DES HÉROÏNES INÉBRANLABLES LUTTANT CONTRE L'OPPRESSION MALGRÉ DES PRÉJUGÉS SEXISTES BIEN ANCRÉS

Comme dans plusieurs rapports précédents, notre analyse montre que les femmes contribuent de manière significative à la promotion de l'espace civique et de l'égalité

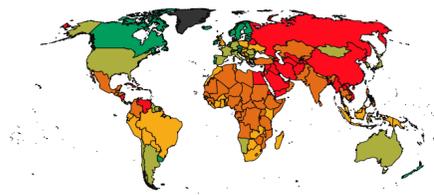
des genres dans toute la région MENA. De leur soutien à l'abolition du système de tutelle et au droit des femmes à conduire en Arabie saoudite en 2017 et en 2018 à leur rôle de premier plan dans l'organisation et la mobilisation des manifestations lors du soulèvement populaire au Liban en 2019, en passant par la participation de milliers de personnes aux manifestations populaires en Irak en 2019, le CIVICUS Monitor continue de documenter le remarquable leadership dont les femmes ont fait preuve dans toute la région MENA pour défendre les droits humains, et en particulier les droits des femmes.

Malgré le prix élevé à payer, ces femmes ont fait preuve d'une remarquable ténacité. Les femmes et leurs défenseurs continuent de faire l'objet d'attaques systématiques en raison de leur travail pacifique en faveur des droits humains. Il s'agit là d'un aspect persistant et visible des violations de l'espace civique dans toute la région MENA, lié à l'oppression croissante des genres.

En Iran, le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, 22 ans, décédée en détention après avoir été arrêtée par la police des mœurs iranienne pour avoir prétendument porté un hijab « inapproprié » et déclenché des manifestations de masse dans tout le pays, a été assombri par une nouvelle série d'arrestations qui a commencé le 30 juillet 2023. En un mois seulement, au moins 22 militants, pour la plupart des femmes, ont été arrêtés et emprisonnés.



Des personnes participent à une manifestation à l'approche du premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini. 13 septembre 2023 (photo : Dan Kitwood / Getty Images).



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

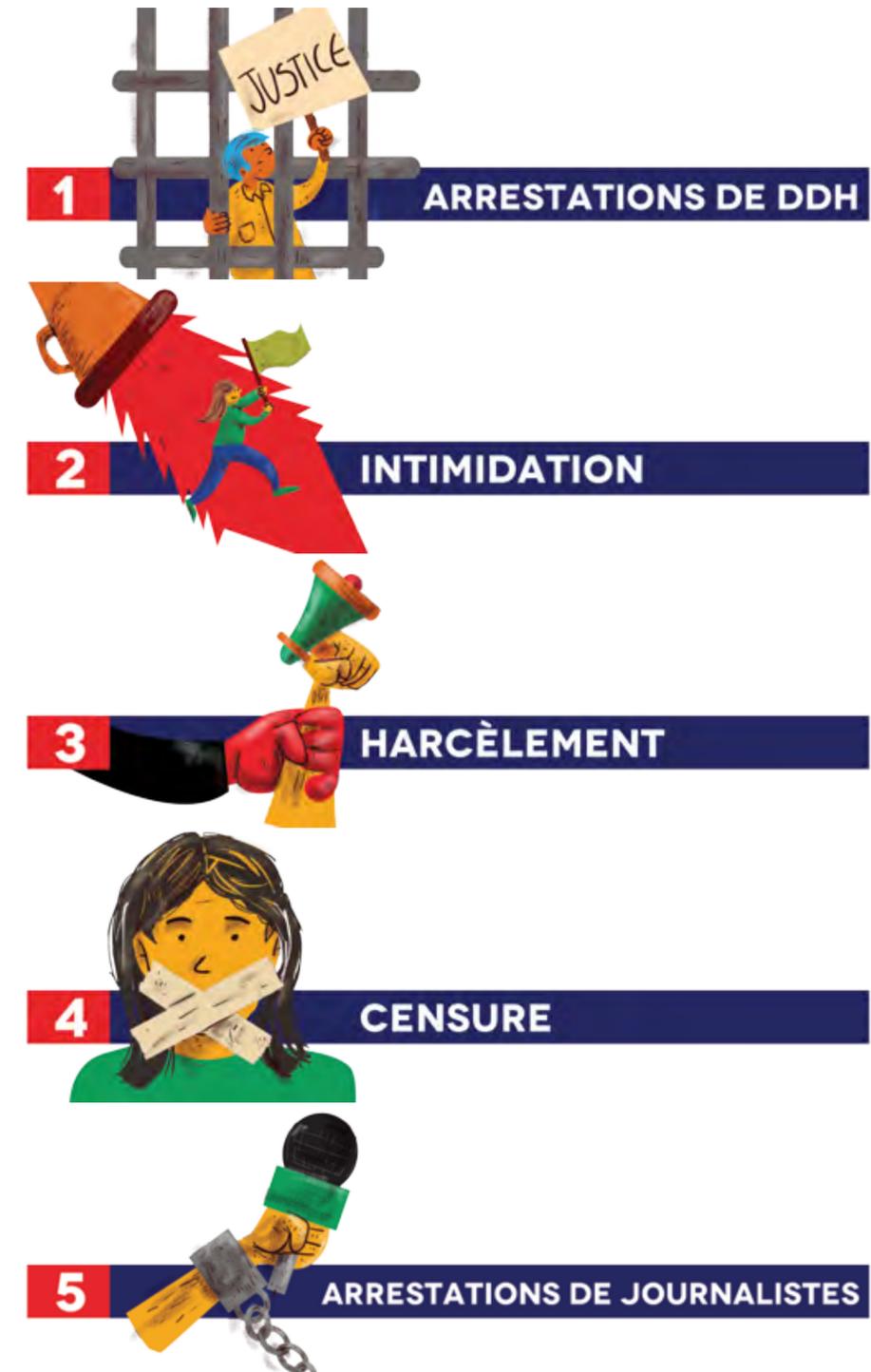
En Syrie, la défenseure des droits humains Hiba Ezzideen Al-Hajji et le personnel de l'Equity & Empowerment Organisation ont été [menacés](#) de mort et ont fait l'objet d'une violente campagne de diffamation sur plusieurs plateformes de médias sociaux, en représailles directes à leur engagement en faveur des droits des femmes. La campagne de diffamation, menée via Facebook, Telegram et WhatsApp, comprenait des pages anonymes qui publiaient des images explicites et truquées et utilisaient un langage insultant pour les dénigrer.

En Arabie saoudite, Manahel Al-Otaibi, une cyberactiviste et instructrice de fitness en ligne qui défend les droits des femmes via les médias sociaux, a été [arrêtée](#) en novembre 2022 pour avoir demandé l'abolition du système de tutelle. Son cas est examiné par le tribunal pénal spécial (tribunal du terrorisme), qui a été créé pour juger les cas des personnes accusées de terrorisme, mais qui a souvent été utilisé comme instrument pour emprisonner les DDH et qui inflige souvent de lourdes peines. Les deux sœurs de Manahel, Fawzia et Maryam Al-Otaibi, sont également dans le collimateur des autorités saoudiennes. Maryam est une défenseure des droits humains interdite de voyage depuis plus de quatre ans en raison de son engagement pacifique en faveur des droits des femmes sur les médias sociaux, tandis que Fawzia, qui vit au Royaume-Uni, a reçu des menaces de mort pour avoir continué à dénoncer la situation critique de ses sœurs et les droits des femmes en Arabie saoudite sur les médias sociaux. La militante féministe Salma Al-Shehab purge actuellement l'une des peines les plus lourdes pour son engagement en ligne en faveur des droits des femmes - elle doit purger 27 ans de prison (sur 34 ans de peine réduite).

## RESTRICTIONS EN MATIÈRE D'ESPACE CIVIQUE

Dans la région MENA, les cinq principales violations de l'espace civique l'année dernière étaient la détention de DDH, l'intimidation et le harcèlement, la censure, la détention de journalistes et les poursuites judiciaires contre les DDH. Les violations sont en grande partie les mêmes que dans le rapport de l'année dernière, la détention de défenseurs des droits humains arrivant en tête cette année, alors qu'elle était en quatrième position l'année dernière.

## 5 PRINCIPALES VIOLATIONS DES LIBERTÉS CIVILES AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD





## ARRESTATIONS DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS



# DANS AU MOINS 12 PAYS

## EMPRISONNEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

La détention de DDH a été la violation la plus fréquemment relevée dans la région MENA et a été signalée dans au moins 12 pays sur 19. Les DDH ont été emprisonnés pour un certain nombre de raisons liées à leur travail pacifique en faveur des droits humains. En particulier, les DDH ont souvent été détenus pour avoir exprimé leurs opinions et défendu les droits humains sur leurs comptes dans les médias sociaux, les défenseurs des droits humains étant particulièrement souvent détenus pour avoir défendu les droits des femmes à la fois en ligne et hors ligne.

En Palestine, lors d'événements qui ont commencé au début du conflit, les forces israéliennes ont [arrêté](#) le DDH Issa Amro après l'avoir convoqué au poste de police israélien de Ja'bara pour une enquête, quelques jours seulement après avoir documenté et publié une vidéo dans laquelle des soldats israéliens attaquaient

violemment un militant israélien lors d'une visite de solidarité. En Irak, les forces de sécurité ont [arrêté](#) le Dr Mohammad Na'na Hassan, analyste politique à Bagdad, après que le Premier ministre Mohammed Shia Al-Sudani eut porté plainte contre lui, accusant le Dr Hassan de l'avoir agressé verbalement avant son entrée en fonction. En Oman, Majid bin Abdullah Al-Ruhaili, un militant en ligne qui milite pour des réformes politiques et juridiques via son compte Twitter, a été [enlevé](#) par le Service de sécurité interne à Mascate deux jours seulement après s'être plaint dans un tweet de l'utilisation de la propagande électorale.

Comme indiqué précédemment, les femmes et les personnes qui défendent les droits des femmes en Iran ont été prises pour cible dans le cadre d'une nouvelle série d'[arrestations](#) qui a débuté fin juillet 2023. Parmi les personnes détenues figuraient d'éminents militants des droits des femmes, des avocats et des journalistes, [accusés](#) de « diffusion de propagande contre l'État » et de « rassemblement et collaboration contre la sécurité nationale ».

## INTIMIDATION ET HARCÈLEMENT

L'intimidation et le harcèlement ont été les deuxième et troisième violations les plus relevées dans la région MENA, l'intimidation ayant été signalée dans au moins six pays et le harcèlement dans au moins huit pays. Notre analyse montre que l'intimidation a été utilisée principalement contre des journalistes. Selon notre analyse, l'intimidation a été la plus souvent utilisée contre les journalistes, suivie de près par les DDH, OSC et les médias.



Irak : l'écologiste iraquien Jasim Al-Asadi (photo : Sebastian usher /Twitter)

### MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

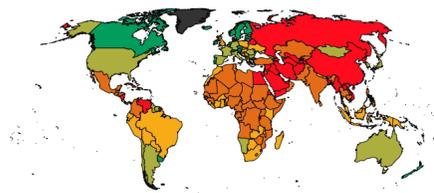
### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

L'intimidation s'est faite par différents moyens. Dans certains cas, comme au Liban, les autorités ont convoqué des journalistes pour les interroger arbitrairement dans le cadre de leur travail, souvent sans accusations officielles. Jean Kassir, de la Direction générale de la sécurité de l'État, a [convoqué le cofondateur](#) de l'entreprise de médias indépendante Megaphone dans le cadre d'un message Twitter de Megaphone accusant des hommes politiques libanais de fuir la justice. L'enquête sur Kassir a été abandonnée suite aux protestations et à la condamnation des OSC libanaises. En Tunisie, des interrogatoires similaires se sont déroulés différemment, avec parfois des perquisitions et des arrestations arbitraires, comme en témoigne [l'arrestation](#) du directeur de Mosaïque FM, Nouredine Boutar. Ils l'ont interrogé sur le fonctionnement de la station, y compris sur la question de savoir qui prenait les décisions éditoriales concernant la programmation et le choix des invités, sans préciser le motif de l'arrestation.

Les enlèvements et les disparitions ont également été utilisés dans certains cas pour intimider des militants, comme en Irak, où un groupe armé inconnu en civil a [enlevé](#) Jassim Al-Asadi, un éminent militant écologiste, lors d'un voyage en voiture. Al-Asadi a ensuite été libéré après une intervention du Gouvernement irakien (d'après les informations disponibles). Il a déclaré qu'il avait subi « les formes les plus graves de torture » en utilisant « de l'électricité et des bâtons » et qu'il avait été déplacé d'un endroit à l'autre pendant sa captivité.

En ce qui concerne le harcèlement, les autorités ont souvent abusé de la justice pénale et du système judiciaire pour infliger des sanctions inappropriées aux DDH. Au Koweït, les tribunaux ont [condamné](#) par contumace le blogueur Salman Al-Khalidi à une autre peine de trois ans d'emprisonnement en rapport avec ses activités pacifiques dans le domaine des droits humains. Auparavant, dans une autre affaire, il avait été condamné en mai 2023, entre autres, à cinq ans de prison avec travaux forcés.

Les menaces et le harcèlement en ligne ont également été relevés comme une tactique de harcèlement utilisée en particulier contre les militantes, notamment pour le cas de la défenseure des droits humains Hiba Ezzideen Al-Hajji en Syrie.

## CENSURE

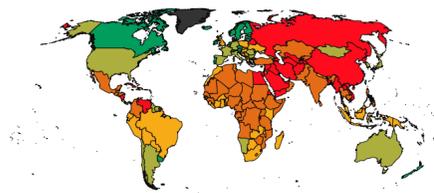
La censure reste un problème majeur et a été la quatrième violation la plus recensée dans la région MENA, signalée dans au moins neuf pays sur 19.

Dans certains cas, des modifications législatives ont été utilisées ou tentées d'être utilisées comme tactique pour instaurer la censure, comme au Koweït, où le Ministère de l'information a élaboré un [projet de loi](#) qui contient une interdiction de critiquer l'émir, le prince héritier et l'émir adjoint, et qui empêche la publication de leurs messages ou des activités qu'ils mènent sans l'accord préalable des émirs. La section relative aux interdictions comprend également les éléments suivants : « insulte ou non-respect de la Constitution du pays » et « atteinte à la moralité publique ». Le projet de loi proposé a suscité une large opposition de la société civile, y compris des DDH, ainsi que d'un grand nombre de parlementaires, en raison des restrictions à la liberté d'expression qu'il implique.

De même, en Jordanie, un projet de loi sur la cybercriminalité [propose](#) d'ériger en infraction la publication sans autorisation du nom ou de l'image d'un responsable public. Ce projet de loi utilise des termes vagues tels que « fausses informations », « promotion, incitation, soutien ou incitation à l'immoralité », « attentat en ligne contre une personnalité », « provocation de troubles », « saper l'unité nationale » et « mépris des religions » et a suscité des inquiétudes quant au fait qu'il renforcerait la censure en ligne et ouvrirait la voie à des abus de la part des autorités.



Égypte : les organisations de défense des droits humains condamnent le blocage des sites web de Soulta 4 et Masr 360 et demandent aux autorités égyptiennes de garantir la liberté de presse. Image de aftegypt.orggpyt.



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

Une autre forme de censure a consisté en des restrictions d'accès à Internet pour les chaînes d'information en ligne, comme cela a été le cas en Égypte, où les autorités ont [bloqué](#) deux sites d'information : les sites d'information Masr 360 et Soultà 4, probablement en lien avec le contenu qu'ils publiaient. Alors que le site Soultà 4 traite de l'actualité politique et partisane, notamment du mouvement citoyen d'opposition, le site Masr 360 traite principalement des violations des droits humains et avait récemment critiqué l'acquisition d'actifs égyptiens par des sociétés émiraties.

Des formes de censure encore plus flagrantes ont eu lieu dans des pays comme le Liban, où le Ministre de l'intérieur et des collectivités locales, Bassam Mawlawi, a [interdit](#) deux événements LGBTQI+ prévus pour novembre 2022, malgré la confirmation par le Conseil consultatif d'État de l'illégalité des décisions du Ministre visant à empêcher les activités liées aux droits LGBTQI+. En Palestine, le Ministre israélien de la sécurité nationale a [émis](#) une décision interdisant pendant six mois le travail de « Palestine TV » dans les Territoires occupés de 1948. Des agents des services secrets ont interrogé les journalistes de la chaîne et les ont [menacés](#) d'arrestation s'ils ne respectaient pas la décision. En Irak, la Commission des communications et des médias (Communications and Media Commission) a [arrêté la diffusion](#) de la série Al-Kasir, diffusée sur la chaîne satellitaire irakienne UTV, et a supprimé tous les épisodes précédents. Cette décision était basée sur des « plaintes de membres du Parlement et d'aînés de tribus ».

## PAYS SOURCE D'INQUIÉTUDE

### PALESTINE

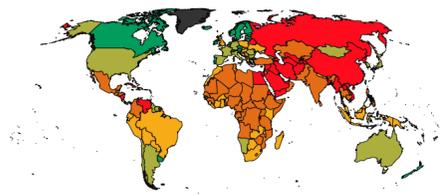
Les forces d'occupation israéliennes continuent de menacer la vie des journalistes, de leur infliger des blessures physiques et d'empêcher la couverture de divers événements. Des groupes internationaux, dont Reporters sans frontières, continuent d'[appeler](#) Israël à mettre fin à ses attaques systématiques contre les journalistes palestiniens, favorisées par l'impunité.

Le contexte de la société civile, déjà difficile et brutal, est exacerbé par l'escalade du conflit dans le contexte de l'occupation forcée de la Palestine par Israël et du

siège de la bande de Gaza depuis 16 ans. Le 7 octobre 2023, les forces du Hamas ont lancé une attaque sans précédent contre Israël, qui a entraîné un assaut dévastateur contre la population civile dans les zones proches de la bande de Gaza. Cette [attaque](#) a fait plus de 1 000 morts et entraîné l'enlèvement de plus de 200 personnes. Les mesures israéliennes ont entraîné un grand nombre de victimes parmi la population civile de la bande de Gaza, avec plus de [11 000](#) décès signalés



Palestine : un homme brandit un drapeau palestinien alors que les forces de sécurité libanaises se heurtent à des manifestants devant l'ambassade américaine à Awkar, à l'est de Beyrouth, lors d'une manifestation de solidarité avec les Palestiniens de la bande de Gaza. 18 octobre 2023 (photo d'Ibrahim Amor/AFP via Getty Images).



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION



au 13 novembre 2023. Plus de 62 pour cent des victimes à Gaza étaient des femmes et des enfants. MADA Palestine [rapporte](#) qu'au début du mois de novembre 2023, plus de 30 journalistes avaient été tués par les bombes et les attaques israéliennes.

Dans la partie nord de la bande de Gaza, plus d'un million de personnes ont été [confrontées](#) au choix difficile de fuir ou de devoir faire face à la mort. Cependant, les frontières étant fermées, aucun havre de paix n'était en vue. Le siège total de la bande de Gaza a privé les gens de l'essentiel, comme l'eau, la nourriture, le carburant et les médicaments, ce qui a amené beaucoup à qualifier ce qui s'est passé de nettoyage ethnique.

En réaction à ces faits tragiques, qui ont attiré l'attention internationale, des personnes de différents pays ont exprimé leur solidarité avec les victimes (voir la section concernant l'Europe et l'Asie centrale). Des organisations de la société civile ont appelé à un cessez-le-feu immédiat et à des efforts internationaux pour s'attaquer aux causes du conflit en cours.

Avant les bombardements actuels, le CIVICUS Monitor a fait état de violations de l'espace civique tout au long de l'année. En novembre 2022, pas moins de 21 violations ont été [signalées](#), dont 12 par les forces d'occupation israéliennes (FOI),

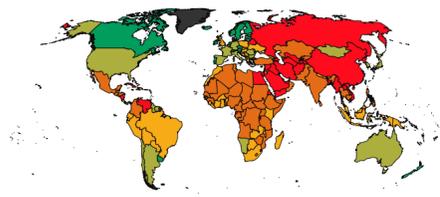
sept par différentes autorités palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza et deux par des réseaux de médias sociaux. En décembre 2022, 29 violations ont été [recensées](#), dont 12 ont été commises par les FOI, sept par des autorités palestiniennes en Cisjordanie et deux par des réseaux de médias sociaux. En février 2023, 11 agressions physiques ont été [relevées](#).

Au milieu d'un flot croissant de violations, celles-ci ont persisté dans un cadre juridique de plus en plus étouffant. Les organisations de la société civile continuent de [s'opposer](#) à la loi de 2022 sur les entreprises à but non lucratif (*Non-Profit Companies*) Bylawet demandent son abrogation. Cette loi, considérée par la société civile palestinienne comme une mesure supplémentaire dans une série de mesures visant à restreindre la société civile palestinienne, contient des dispositions qui sapent et limitent activement les activités des OSC. Parmi ces dispositions restrictives figure l'exigence d'une autorisation préalable des autorités, tant pour la réception que pour le versement des dons. Face à l'attaque implacable des autorités israéliennes contre les OSC palestinienne, les organisations de la société civile ont exprimé leur inquiétude quant au fait que ces dispositions légales pourraient être utilisées pour étouffer davantage les voix des OSC en Palestine et pour dissimuler les violations commises par les autorités israéliennes à l'encontre de ces organisations.



# RECOMMANDATIONS

## AUX GOUVERNEMENTS:



### MÉTHODE

#### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

● Prendre des mesures visant à favoriser la création d'un environnement sûr, respectueux des droits et favorable dans lequel la société civile et les journalistes peuvent travailler librement et sans crainte de harcèlement, d'intimidation, d'agression ou de représailles, conformément aux obligations internationales en matière de droits humains.

#### TACTIQUES DE RÉPRESSION

● Travailler avec la société civile pour mettre en place des mécanismes de protection nationaux efficaces qui répondent aux besoins des personnes vulnérables.

#### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

● Abroger toutes les lois qui incriminent les défenseurs des droits humains, les manifestants, les journalistes et les membres de groupes marginalisés. Veiller à ce que des consultations appropriées soient menées avec le public et la société civile et à ce que leurs contributions soient prises en considération avant l'élaboration de toute législation ayant une incidence sur les libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression.

#### ÉVOLUTIONS POSITIVES

#### AFRIQUE

#### AMÉRIQUE

#### ASIE-PACIFIQUE

#### EUROPE ET ASIE CENTRALE

#### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

● Mener des enquêtes indépendantes, rapides et impartiales sur tous les cas d'attaques et d'assassinats de défenseurs des droits humains et de journalistes et veiller à ce que les responsables soient traduits en justice aux fins de dissuasion.

● Renoncer à utiliser une force excessive contre les manifestants pacifiques, cesser d'anticiper et d'empêcher les manifestations et adopter les meilleures pratiques en matière de liberté de réunion pacifique, en veillant à ce que toute restriction aux réunions soit conforme aux normes internationales en matière de droits humains.

### RECOMMANDATIONS

#### CLASSEMENTS PAR RÉGION

● Revoir et, si nécessaire, mettre à jour les formations en matière de droits humains pour la police et les forces de sécurité, avec l'aide d'OSC indépendantes, afin de favoriser l'application cohérente de la législation et des normes internationales en matière de droits humains lors des manifestations, y compris les principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu.

● Mettre en place des enquêtes totalement indépendantes et efficaces sur l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre et les agences lors des manifestations et traduire en justice les personnes soupçonnées d'infraction.

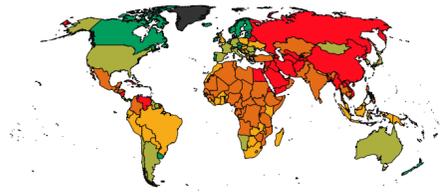
● Veiller à ce que la liberté d'expression soit préservée sous toutes ses formes en mettant l'ensemble de la législation nationale en conformité avec le droit et les normes internationaux et s'abstenir de censurer les médias sociaux et conventionnels. Toute restriction doit être soumise au contrôle d'une autorité judiciaire indépendante et impartiale et doit être conforme à une procédure régulière et aux normes de légalité, de nécessité et de légitimité.

● Maintenir un accès fiable et sans entrave à Internet et mettre fin aux blocages d'Internet, qui empêchent les gens d'obtenir des informations essentielles.

● Abroger toutes les lois qui érigent en infraction l'utilisation de certaines expressions sous prétexte qu'elles constituent de « fausses informations » ou de la « désinformation » (ou autre concept défini en des termes vagues), car de telles lois vont à l'encontre du principe de proportionnalité.

● Condamner publiquement les remarques diffamatoires, les menaces, les actes d'intimidation et les attaques contre les DDH et les communautés exclues.

● Prendre les mesures appropriées pour mettre pleinement en œuvre toutes les recommandations acceptées par les États et formulées par les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail des Nations Unies, y compris celles issues du processus d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.



## MÉTHODE

## LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

## TACTIQUES DE RÉPRESSION

## RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

## ÉVOLUTIONS POSITIVES

## AFRIQUE

## AMÉRIQUE

## ASIE-PACIFIQUE

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

## RECOMMANDATIONS

## CLASSEMENTS PAR RÉGION

# AUX NATIONS UNIES ET AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX :

- Travailler en étroite collaboration avec les États pour veiller à ce que les lois, les restrictions en matière de circulation et les technologies ne soient pas utilisées dans le but d'empêcher les communautés et la société civile de participer à la prise de décisions aux Nations Unies.
- Faire pression sur les États pour qu'ils abrogent ou modifient substantiellement les législations restrictives non conformes au droit et aux normes internationales en matière de protection des libertés d'association, de réunion pacifique et d'expression.
- Renforcer les mécanismes existants et en mettre en place de nouveaux pour lutter contre les représailles à l'encontre des défenseurs des droits humains qui coopèrent avec les mécanismes internationaux et régionaux.
- Prendre les mesures nécessaires pour garantir que les militants et autres membres de la société civile ne soient pas exposés à des risques en raison des informations qu'ils fournissent et dénoncer publiquement les États qui imposent des restrictions à la participation de la société civile.

# AU SECTEUR PRIVÉ :

- Les entreprises devraient aligner leur politique sur les normes internationales en matière de droits humains, y compris les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (*UN Guiding Principles on Business and Human Rights, UNGPs*), afin de s'assurer que les éventuelles demandes de censure des gouvernements ne soient pas appliquées.

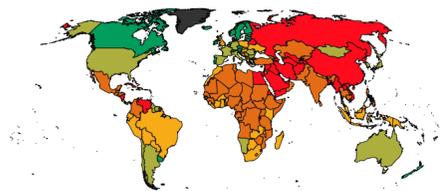
# AUX DONATEURS :

- Fournir un soutien à long terme, sans restriction et de base à la société civile dans les pays où celle-ci est confrontée à des restrictions croissantes de la part des États. Les bailleurs de fonds devraient apporter un soutien spécifique aux groupes menant des actions de plaidoyer dans les pays où l'espace civique se rétrécit rapidement.
- Adopter des approches participatives pour l'octroi de subventions. Inclure les organisations de défense des droits humains dans la conception des programmes et procéder à des évaluations de la situation avec les OSC. Maintenir le niveau de participation à chaque étape, y compris lorsque le financement a été accordé, afin de créer des stratégies d'adaptation et de réaffectation avec les bénéficiaires en réponse à des environnements de travail difficiles.
- Privilégier la sécurité. Pour les cas délicats, les donateurs doivent trouver un équilibre entre les besoins de transparence et de sécurité. Lorsque le travail de la société civile et des droits humains est érigé en infraction ou que les défenseurs des droits humains sont surveillés ou font l'objet d'un harcèlement constant, des informations essentielles telles que l'identité, les opérations, les activités et la localisation des bénéficiaires des fonds peuvent ne pas être divulguées. Les donateurs devraient appuyer les programmes visant à garantir que les DDH disposent d'une formation, de compétences et d'équipements appropriés pour effectuer leur travail en toute sécurité.
- Adapter les modalités d'octroi des subventions en fonction des caractéristiques des nouveaux mouvements sociaux et des nouveaux jeunes militants, entre autres éléments clés de la société civile.





# CLASSEMENTS PAR RÉGIONS DU MONDE



## AFRIQUE

### MÉTHODE

### LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

### TACTIQUES DE RÉPRESSION

### RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

### ÉVOLUTIONS POSITIVES

### AFRIQUE

### AMÉRIQUE

### ASIE-PACIFIQUE

### EUROPE ET ASIE CENTRALE

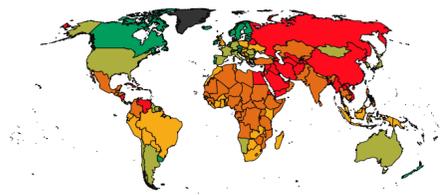
### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

### RECOMMANDATIONS

### CLASSEMENTS PAR RÉGION

PAYS	NOTES 2023	2023	2022	2021	2020	2019	2018
ANGOLA	35	●	●	●	●	●	●
BÉNIN	47	●	●	●	●	●	●
BOTSWANA	60	●	●	●	●	●	●
BURKINA FASO	46	●	●	●	●	●	●
BURUNDI	28	●	●	●	●	●	●
CAMEROUN	26	●	●	●	●	●	●
CABO VERDE	88	●	●	●	●	●	●
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	31	●	●	●	●	●	●
TCHAD	25	●	●	●	●	●	●
COMORES	46	●	●	●	●	●	●
CÔTE D'IVOIRE	54	●	●	●	●	●	●
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	33	●	●	●	●	●	●
DJIBOUTI	20	●	●	●	●	●	●
GUINÉE ÉQUATORIALE	19	●	●	●	●	●	●
ÉRYTHRÉE	3	●	●	●	●	●	●
ESWATINI	24	●	●	●	●	●	●
ETHIOPIE	31	●	●	●	●	●	●
GABON	40	●	●	●	●	●	●
GAMBIE	55	●	●	●	●	●	●
GHANA	55	●	●	●	●	●	●
GUINÉE	26	●	●	●	●	●	●
GUINÉE-BISSAU	49	●	●	●	●	●	●
KENYA	50	●	●	●	●	●	●
LESOTHO	52	●	●	●	●	●	●
LIBERIA	49	●	●	●	●	●	●

PAYS	NOTES 2023	2023	2022	2021	2020	2019	2018
MADAGASCAR	47	●	●	●	●	●	●
MALAWI	60	●	●	●	●	●	●
MALI	32	●	●	●	●	●	●
MAURITANIE	39	●	●	●	●	●	●
MAURICE	77	●	●	●	●	●	●
MOZAMBIQUE	39	●	●	●	●	●	●
NAMIBIE	71	●	●	●	●	●	●
NIGER	35	●	●	●	●	●	●
NIGERIA	32	●	●	●	●	●	●
RÉPUBLIQUE DU CONGO	33	●	●	●	●	●	●
RWANDA	23	●	●	●	●	●	●
SAO TOMÉ ET PRINCIPE	82	●	●	●	●	●	●
SÉNÉGAL	31	●	●	●	●	●	●
SEYHELLES	76	●	●	●	●	●	●
SIERRA LEONE	47	●	●	●	●	●	●
SOMALIE	29	●	●	●	●	●	●
SOMALILANDIA	35	●	●	●	●	●	●
AFRIQUE DU SUD	55	●	●	●	●	●	●
SOUDAN DU SUD	25	●	●	●	●	●	●
SOUDAN	21	●	●	●	●	●	●
TANZANIE	32	●	●	●	●	●	●
TOGO	39	●	●	●	●	●	●
OUGANDA	30	●	●	●	●	●	●
ZAMBIE	53	●	●	●	●	●	●
ZIMBABWE	30	●	●	●	●	●	●



MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

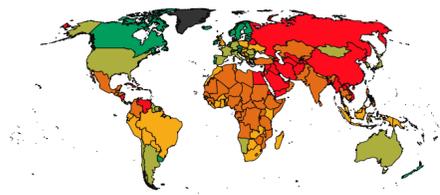
RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION

AMÉRIQUE

PAYS	NOTES 2023	2023	2022	2021	2020	2019	2018
ANTIGUA-ET-BARBUDA	79	●	●	●	●	●	●
ARGENTINE	69	●	●	●	●	●	●
BAHAMAS	88	●	●	●	●	●	●
BARBADE	95	●	●	●	●	●	●
BELIZE	73	●	●	●	●	●	●
BOLIVIE	52	●	●	●	●	●	●
BRÉSIL	49	●	●	●	●	●	●
CANADA	81	●	●	●	●	●	●
CHILI	67	●	●	●	●	●	●
COLOMBIE	37	●	●	●	●	●	●
COSTA RICA	80	●	●	●	●	●	●
CUBA	14	●	●	●	●	●	●
DOMINIQUE	80	●	●	●	●	●	●
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	73	●	●	●	●	●	●
ÉQUATEUR	47	●	●	●	●	●	●
EL SALVADOR	46	●	●	●	●	●	●
GRENADE	82	●	●	●	●	●	●
GUATEMALA	39	●	●	●	●	●	●
GUYANE	75	●	●	●	●	●	●
HAÏTI	37	●	●	●	●	●	●
HONDURAS	36	●	●	●	●	●	●
JAMAÏQUE	75	●	●	●	●	●	●
MEXIQUE	40	●	●	●	●	●	●
NICARAGUA	9	●	●	●	●	●	●
PANAMA	70	●	●	●	●	●	●

PAYS	NOTES 2023	2023	2022	2021	2020	2019	2018
PARAGUAY	52	●	●	●	●	●	●
PÉROU	43	●	●	●	●	●	●
SAINTE-LUCIE	88	●	●	●	●	●	●
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIÉVÈS	83	●	●	●	●	●	●
SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES	84	●	●	●	●	●	●
SURINAME	77	●	●	●	●	●	●
TRINITÉ ET TOBAGO	76	●	●	●	●	●	●
ETATS UNIS D'AMÉRIQUE	65	●	●	●	●	●	●
URUGUAY	84	●	●	●	●	●	●
VENEZUELA	20	●	●	●	●	●	●



MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

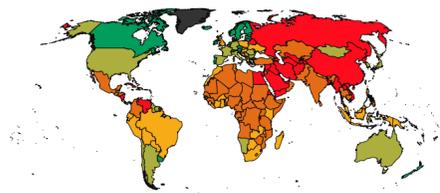
RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION

## ASIE PACIFIQUE

PAYS	NOTES 2023	2023	2022	2021	2020	2019	2018
AFGHANISTAN	13	●	●	●	●	●	●
AUSTRALIE	72	●	●	●	●	●	●
BANGLADESH	20	●	●	●	●	●	●
BHOUTAN	59	●	●	●	●	●	●
BRUNÉI DARUSSALAM	33	●	●	●	●	●	●
CAMBODGE	27	●	●	●	●	●	●
CHINE	12	●	●	●	●	●	●
FIDJI	60	●	●	●	●	●	●
HONG KONG	15	●	●	●			
INDE	31	●	●	●	●	●	●
INDONÉSIE	46	●	●	●	●	●	●
JAPON	75	●	●	●	●	●	●
KIRIBATI	83	●	●	●	●	●	●
LAOS	7	●	●	●	●	●	●
MALAISIE	47	●	●	●	●	●	●
MALDIVES	46	●	●	●	●	●	●
ÎLES MARSHALL	84	●	●	●	●	●	●
MICRONÉSIE	84	●	●	●	●	●	●
MONGOLIE	61	●	●	●	●	●	●
MYANMAR	12	●	●	●	●	●	●
NAURU	49	●	●	●	●	●	●
NÉPAL	46	●	●	●	●	●	●
NOUVELLE-ZÉLANDE	89	●	●	●	●	●	●
CORÉE DU NORD	2	●	●	●	●	●	●
PAKISTAN	30	●	●	●	●	●	●

PAYS	NOTES 2023	2023	2022	2021	2020	2019	2018
PALAOS	92	●	●	●	●	●	●
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	60	●	●	●	●	●	●
PHILIPPINES	34	●	●	●	●	●	●
SAMOA	81	●	●	●	●	●	●
SINGAPOUR	31	●	●	●	●	●	●
ÎLES SALOMON	71	●	●	●	●	●	●
CORÉE DU SUD	75	●	●	●	●	●	●
SRI LANKA	31	●	●	●	●	●	●
TAIWAN	81	●	●	●	●	●	●
THAÏLANDE	28	●	●	●	●	●	●
TIMOR-LESTE	69	●	●	●	●	●	●
TONGA	76	●	●	●	●	●	●
TUVALU	88	●	●	●	●	●	●
VANUATU	79	●	●	●	●	●	●
VIET NAM	18	●	●	●	●	●	●



MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

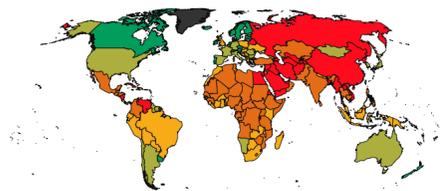
RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION

## EUROPE ET ASIE CENTRALE

PAYS	CLASSEMENT 2023	2023	2022	2021	2020	2019	2018
ALBANIA	69	●	●	●	●	●	●
ANDORRA	86	●	●	●	●	●	●
ARMENIA	64	●	●	●	●	●	●
AUSTRIA	86	●	●	●	●	●	●
AZERBAIJAN	16	●	●	●	●	●	●
BELARUS	16	●	●	●	●	●	●
BELGIUM	79	●	●	●	●	●	●
BOSNIA & HERZEGOVINA	56	●	●	●	●	●	●
BULGARIA	70	●	●	●	●	●	●
CROATIA	74	●	●	●	●	●	●
CYPRUS	79	●	●	●	●	●	●
CZECH REPUBLIC	90	●	●	●	●	●	●
DENMARK	88	●	●	●	●	●	●
ESTONIA	93	●	●	●	●	●	●
FINLAND	95	●	●	●	●	●	●
FRANCE	71	●	●	●	●	●	●
GEORGIA	62	●	●	●	●	●	●
GERMANY	76	●	●	●	●	●	●
GREECE	58	●	●	●	●	●	●
HUNGARY	50	●	●	●	●	●	●
ICELAND	87	●	●	●	●	●	●
IRELAND	88	●	●	●	●	●	●
ITALY	67	●	●	●	●	●	●
KAZAKHSTAN	27	●	●	●	●	●	●
KOSOVO	71	●	●	●	●	●	●
KYRGYZSTAN	40	●	●	●	●	●	●
LATVIA	89	●	●	●	●	●	●

PAYS	CLASSEMENT 2023	2023	2022	2021	2020	2019	2018
LIECHTENSTEIN	93	●	●	●	●	●	●
LITHUANIA	91	●	●	●	●	●	●
LUXEMBOURG	90	●	●	●	●	●	●
MALTA	80	●	●	●	●	●	●
MOLDOVA	75	●	●	●	●	●	●
MONACO	91	●	●	●	●	●	●
MONTENEGRO	78	●	●	●	●	●	●
NETHERLANDS	82	●	●	●	●	●	●
NORTH MACEDONIA	71	●	●	●	●	●	●
NORWAY	94	●	●	●	●	●	●
POLAND	56	●	●	●	●	●	●
PORTUGAL	87	●	●	●	●	●	●
ROMANIA	73	●	●	●	●	●	●
RUSSIA	17	●	●	●	●	●	●
SAN MARINO	97	●	●	●	●	●	●
SERBIA	56	●	●	●	●	●	●
SLOVAKIA	80	●	●	●	●	●	●
SLOVENIA	70	●	●	●	●	●	●
SPAIN	69	●	●	●	●	●	●
SWEDEN	85	●	●	●	●	●	●
SWITZERLAND	85	●	●	●	●	●	●
TAJIKISTAN	12	●	●	●	●	●	●
TURKEY	27	●	●	●	●	●	●
TURKMENISTAN	8	●	●	●	●	●	●
UKRAINE	45	●	●	●	●	●	●
UNITED KINGDOM	58	●	●	●	●	●	●
UZBEKISTAN	18	●	●	●	●	●	●



MÉTHODE

LE MEILLEUR ET LE PIRE AU  
SUJET DE L'ESPACE CIVIQUE

TACTIQUES DE RÉPRESSION

RECU DE LA LIBERTÉ  
D'EXPRESSION

ÉVOLUTIONS POSITIVES

AFRIQUE

AMÉRIQUE

ASIE-PACIFIQUE

EUROPE ET ASIE CENTRALE

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE  
DU NORD

RECOMMANDATIONS

CLASSEMENTS PAR RÉGION

## MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

PAYS	NOTE 2023	2023	2022	2021	2020	2019	2018
ALGÉRIE	31	●	●	●	●	●	●
BAHREÏN	15	●	●	●	●	●	●
ÉGYPTE	18	●	●	●	●	●	●
IRAN	11	●	●	●	●	●	●
IRAQ	19	●	●	●	●	●	●
ISRAËL	51	●	●	●	●	●	●
JORDANIE	40	●	●	●	●	●	●
KOWEÏT	32	●	●	●	●	●	●
LIBAN	47	●	●	●	●	●	●
LIBYE	29	●	●	●	●	●	●
MAROC	45	●	●	●	●	●	●
OMAN	22	●	●	●	●	●	●
PALESTINE	23	●	●	●	●	●	●
QATAR	27	●	●	●	●	●	●
ARABIE SAOUDITE	4	●	●	●	●	●	●
SYRIE	6	●	●	●	●	●	●
TUNISIE	37	●	●	●	●	●	●
ÉMIRATS ARABES UNIS	15	●	●	●	●	●	●
YÉMEN	12	●	●	●	●	●	●

LE POUVOIR DU PEUPLE  
**SOUS ATTAQUE** 2023

Un rapport fondé sur les données du CIVICUS Monitor

**CIVICUS : ALLIANCE MONDIALE POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE**

25 OWL STREET, 6TH FLOOR

2092 JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD

**TÉL : +27 (0)11 833 5959**

EMAIL : [MONITOR@CIVICUS.ORG](mailto:MONITOR@CIVICUS.ORG)

[MONITOR.CIVICUS.ORG](http://MONITOR.CIVICUS.ORG)



**@CIVICUSMONITOR**